

PEUPLES
Solidaires

en association avec **act:onaid**



Qui lutte vraiment contre la faim ?

Pourquoi le monde n'avance pas assez vite pour atteindre les objectifs des Nations Unies en la matière, et ce que nous pouvons faire.

Classement FaimZÉRO 2010

AGIR POUR LES DROITS. VAINCRE LA PAUVRETÉ

SOMMAIRE

Sommaire	p. 3	2^{ème} Partie – Bulletins de note FaimZERO	p. 42
Glossaire	p. 4	Bulletins des pays en développement	p. 43
Classement FaimZERO	p. 5	Bulletins des pays développés	p. 72
1^{ère} Partie – Objectif OMD1 – Allons-nous y arriver ?	p. 11	3^{ème} Partie – Indicateurs FaimZERO	p. 83
La marche en arrière :		Données sur les indicateurs, méthodologie et sources	p. 84
un milliard de personnes souffrent de la faim	p. 12	 	
Quels pays sont sur la bonne voie,		A : Évaluation des pays en développement	p. 87
qui ne l’est pas – et pourquoi ?	p. 16	Indicateur : Faim	p. 87
Agriculture : comment sortir de la crise	p. 20	Indicateur : Cadre légal	p. 90
Les moyens de l’Etat pour renforcer le potentiel		Indicateur : Agriculture familiale et paysanne	p. 91
de l’agriculture dans la lutte contre la pauvreté	p. 22	Indicateur : Protection sociale	p. 94
Favoriser la réduction de la pauvreté rurale		Indicateur : Égalité des genres	p. 96
par la protection sociale	p. 25	 	
Le rôle de la volonté politique et de la population	p. 28	B : Évaluation des pays développés	p. 99
Échec de la libération du potentiel des femmes paysannes ...	p. 30	Indicateur Budget : Agriculture	p. 199
Une crise mondiale : L’enjeu de la réduction de la faim	p. 32	Indicateur Budget : Protection sociale	p. 102
L’appétit pour les ressources concurrence la nourriture		Indicateur Budget : Programmes spécifiques	
pour les plus pauvres	p. 36	concernant l’égalité des genres	p. 103
Conclusions et recommandations.....	p. 40	Indicateur Politique : Agriculture durable	p. 105
		Indicateur Politique : Changement climatique	p. 106
		Notes	p. 110

APD	Aide publique au développement	MALNUTRITION	Dans cette étude, le terme malnutrition est employé dans son sens commun pour définir à la fois l'insuffisance calorique (sous-alimentation) et nutritionnelle (malnutrition)
BM	Banque Mondiale	NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
BRIC	Brésil, Russie, Inde et Chine	NREGA	National Rural Employment Guarantee Act (Inde)
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE	NREGS	National Rural Employment Guarantee Schemes (Inde)
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	OCDE	Organisation de coopération et du développement économique
CE	Commission européenne	OMD	Objectif(s) du millénaire pour le développement
COP15	Conférence des parties sur le changement climatique des Nations Unies – Copenhague 2009	OMS	Organisation mondiale de la santé
FAO	Food and Agriculture Organisation des Nations Unies – Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	PANA	Programme d'actions nationales d'adaptation au changement climatique
FIDA	Fonds international pour le développement agricole	PANPP	Pays africains non-producteurs de pétrole
FMI	Fonds Monétaire international	PDDAA/ CAADP	Programme détaillé de développement de l'agriculture Africaine
FPMA	Fonds pour les pays les moins avancés spécial pour le changement climatique (Fonds des PMA)	PIB	Produit intérieur brut
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	PNB	Produit national brut
GSFP	Programme ghanéen d'alimentation à l'école	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
GSI	Global subsidies initiative	SAHRC	Commission sud-africaine des droits humains
IAASTD	Evaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement	SISAN	Système d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Brésil)
ICDS	Services intégrés pour le développement de l'enfant (Inde)	SOFI	État de l'insécurité alimentaire dans le monde
IDA	Association internationale de développement de la Banque Mondiale	UA	Union Africaine
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	UE	Union européenne
LOSAN	Loi organique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Brésil, 2006	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
		USDA-ERS	United States Department of Agriculture Economic Research Services



La marche en arrière : Un milliard de personnes souffrent de la faim

En septembre, les chefs d'État se sont réunis à New York pour évaluer les progrès concernant les Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies, visant à réduire de moitié l'extrême pauvreté et de la faim dans le monde d'ici à 2015. Dans le cadre des OMD, les chefs d'État se sont engagés à réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim et la proportion d'enfants qui souffrent d'insuffisance pondérale. Ces objectifs sont littéralement un enjeu de vie ou de mort pour le milliard de personnes qui luttent au quotidien pour échapper à la faim.

Où en est-on à moins de cinq ans de l'échéance ? Force est de constater qu'en ce qui concerne la faim, la situation mondiale s'aggrave. Mis à part les avancées considérables de la Chine, en 2009 la situation concernant la faim au niveau mondial est revenue à celle de 1990, soit 500 millions des personnes souffrant de malnutrition chronique de plus que les objectifs établis par les Nations Unies.

Les deux régions avec le plus grand nombre de personnes souffrant de malnutrition, l'Asie du sud-est et l'Afrique Subsaharienne, sont également celles dans lesquelles la situation s'est le plus aggravée suite aux récentes crises alimentaires et financières. L'an dernier en Asie du sud-est, le taux de malnutrition a dépassé les niveaux de référence des OMD de 1990, affectant une personne sur cinq. Près de la moitié des enfants d'Asie du sud-est est encore sous-alimentée, sans évolution réelle depuis 1990 – fait inacceptable si l'on prend en compte le fait que le revenu par habitant a triplé sur la même période.

En Afrique Subsaharienne, il est alarmant de constater qu'en 2009, un peu moins d'un tiers de la population totale souffrait de malnutrition chronique – soit deux points de plus que les 30 % de 2006. Encore plus

inquiétant, on prévoit une détérioration accrue de la sécurité alimentaire en Afrique, à tel point que près de 50 % des Africains pourraient manquer de nourriture d'ici à 2020.

Il n'y a heureusement pas que des mauvaises nouvelles. Même s'ils partent de très loin, de nombreux gouvernements commencent à réinvestir dans l'agriculture. Sept pays ont amélioré leurs notes concernant leurs allocations budgétaires à l'agriculture entre l'année dernière et cette année. Les crises alimentaires et financières ont également incité à certaines améliorations des programmes d'aides sociales, qui font souvent la différence entre vulnérabilité et dénuement dans les périodes difficiles. Bien que ces programmes soient encore trop limités dans la plupart des pays en développement, cette année, douze pays (Burundi, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Sénégal, Sierra Léone, Ouganda, Népal, Pakistan, Guatemala et Haïti) ont amélioré leurs notes relatives à la couverture des aides sociales minimales - et seule une poignée a vu leur note baisser.

Évaluer le coût

Bien avant les effets dévastateurs liés aux crises alimentaires et financières, 4,5 millions d'enfants mourraient chaque année des conséquences de la faim. D'ici à 2015, 1,2 million d'enfants de plus pourrait mourir des suites des régressions dans la lutte contre la faim.

Aux pertes de vies liées à la malnutrition se rajoutent les séquelles physiques et mentales liées à la malnutrition infantile. Celle-ci provoque des dommages irréversibles, diminuant de 20 % le rendement d'une personne tout au long de sa vie, et réduisant par là le revenu économique global. Peuples Solidaires et ActionAid estiment qu'en n'atteignant pas les OMD (visant à réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim dans le monde) les pays en développement perdent 450 millions

Tableau 1 : Indicateur : Classement FaimZÉRO : Pays en développement

PAYS ET RANG	RÉDUCTION DE LA FAIM ET TENDANCE	AGRICULTURE FAMILIALE ET PAYSANNE	PROTECTION SOCIALE	CADRE LÉGAL	ÉGALITÉ DE GENRE	RANG GLOBAL
IMPORTANCE	40 %	30 %	15 %	10 %	5 %	100 %
BRÉSIL	4	26	1	1	1	1
CHINE	2	1	7	25	2	2
VIETNAM	3	3	12	28	13	3
MALAWI	11	2	12	4	7	4
GHANA	1	21	12	16	5	5
BAENGLADESH	10	5	7	11	10	6
MOZAMBIQUE	7	13	12	8	9	7
OUGANDA	8	15	23	3	8	8
GUATEMALA	9	28	4	2	6	9
ÉTHIOPIE	17	4	19	14	4	10
RWANDA	12	7	23	8	20	11
CAMBODGE	5	19	19	21	12	12
NIGÉRIA	6	24	23	15	3	13
NÉPAL	13	9	12	11	23	14
TANZANIE	14	6	27	10	16	15
KENYA	15	14	5	11	22	16
SÉNÉGAL	16	12	7	22	15	17
LIBERIA	20	22	7	16	18	18
ZAMBIE	21	8	23	26	26	19
HÂÏTI	23	11	6	7	27	20
INDE	24	20	3	5	11	21
AFRIQUE DU SUD	26	16	2	6	21	22
LESOTHO	18	22	7	26	27	23
GAMBIE	19	17	12	22	24	24
PAKISTAN	22	25	12	13	19	25
SIERRA LEONE	25	10	19	16	17	26
BURUNDI	28	18	19	22	14	27
R.D. DU CONGO	27	27	27	20	25	28

Tableau 2 : Classement FaimZÉRO : Pays développés (budgets)

PAYS	RANG SUBVENTIONS À L'AGRICULTURE	RANG DU BUDGET DE LA PROTECTION SOCIALE	RANG POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE	RANG GLOBAL DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE
IMPORTANCE	60 %	30 %	10 %	100 %
LUXEMBOURG	1	1	13	1
FRANCE	2	9	16	2
ESPAGNE	5	3	10	3
SUÈDE	9	4	1	4
CANADA	6	12	4	5
ALLEMAGNE	3	14	8	6
R-U	4	10	11	7
AUSTRALIE	7	16	7	8
NORVÈGE	10	6	6	9
IRLANDE	12	2	15	10
E-U	8	18	23	11
PAYS-BAS	11	7	14	12
BALGIQUE	14	5	9	13
DANEMARK	13	8	14	14
FINLANDE	15	11	3	15
SUISSE	16	22	21	16
JAPON	17	20	17	17
ITALIE	18	19	20	18
AUTRICHE	19	15	22	19
NOUVELLE-ZÉLANDE	21	21	5	20
GRÈCE	22	17	2	21
CORÉE	20	23	19	22
PORTUGAL	23	13	18	23

Tableau 3 : Classement FaimZÉRO : Pays développés (programmes)

PAYS	RANG POUR AGROCARBURANTS ET IAASTD	RANG POUR CHANGEMENT CLIMATIQUE	RANG GLOBAL DES PROGRAMMES
IMPORTANCE	40 %	60 %	100 %
CORÉE*	4	4	1
DANEMARK	2	13	2
R-U	5	6	3
NORVÈGE	14	2	4
FINLANDE	10	3	5
PAYS-BAS	9	11	6
AUSTRALIE	1	22	7
SUISSE	8	14	8
JAPON	3	20	9
ITALIE	12	10	10
ALLEMAGNE	21	5	11
FRANCE	20	7	12
GRÈCE	14	8	13
BELGIQUE	14	9	14
IRLANDE	6	18	15
LUXEMBOURG	14	12	16
SUÈDE	10	16	17
AUTRICHE	14	15	18
NOUVELLE-ZÉLANDE	7	21	19
ESPAGNE	14	17	20
CANADA	12	23	21
PORTUGAL	23	4	22
E-U	22	19	23

de dollars de PIB par an – soit plus de dix fois la somme estimée par les Nations Unies pour accomplir ces objectifs.

La grande disparité de la faim

Dans le classement FaimZÉRO, l'analyse par État des niveaux visés par l'OMD1 pour la faim indique des disparités importantes entre les pays, distinguant ceux qui sont sur la voie de réaliser les OMD et ceux qui ne le sont pas.

Sur les 28 pays étudiés, seulement 8 sont sur la bonne voie pour remplir les deux objectifs de réduction de la faim, et 20 ne réunissent pas encore les conditions leur permettant d'atteindre l'un ou les deux objectifs fixés par cet OMD. Parmi eux, 12 sont actuellement en régression. La République Démocratique du Congo est le moins performant, avec un résultat sidérant de 76 % de la population qui souffre de malnutrition, soit quatre fois plus qu'en 1990 – la pire situation dans le monde. Selon des estimations, le Pakistan, autre pays où la situation s'aggrave, a vu sur la même période sa proportion de mal nourris passer de un sur quatre à un sur deux.

Et ce phénomène n'est pas réservé aux nations les plus pauvres. Les pays en guerre ou frappés par des catastrophes naturelles sont également en mauvaise posture. Il est étonnant de noter que certaines des nations « les plus riches » sont également sur une mauvaise pente. En Inde, l'un des « succès » émergents de l'économie globale, un cinquième de la population souffre de la faim, et près de 50 % des enfants sont mal nourris.

Enfin, 20 pays réalisent des avancées bien trop faibles pour atteindre les objectifs fixés pour 2015. Par exemple, selon les projections de Peuples Solidaires et ActionAid, le Kenya et le Sénégal n'atteindront pas leurs objectifs de réduction de la faim avant 2124 et 2060 respectivement.

Il est néanmoins important d'insister sur le fait que 13 des 28 pays étudiés dans le classement FaimZÉRO ont montré qu'il était possible de réaliser des progrès et sont en mesure d'atteindre un voire les deux objectifs – démontrant que ceux-ci étaient réalisables.

Le Brésil, la Chine, le Ghana, le Malawi et le Vietnam font partie des pays ayant fortement réduit leur taux de malnutrition – il s'agit des 5 pays les plus performants du classement FaimZÉRO. Au Brésil, le taux d'enfants de moins de 10 ans en insuffisance pondérale a baissé de moitié. La Chine a également réalisé des progrès impressionnants et a rempli bien avant la date prévue ses obligations OMD1. Le Ghana a réduit ses niveaux de malnutrition de 75 % entre 1990 et 2004. Au Vietnam, la proportion d'enfants en insuffisance pondérale est passée de 45 % au début des années 90 à moins de 20 % aujourd'hui. De la même manière, le Malawi a mis fin définitivement à des années de famine récurrente, réduisant le nombre de personnes nécessitant une assistance alimentaire de 4,5 millions en 2004 à moins de 150 000 en 2009.

Ce qu'il reste à faire

Comment se fait-il que certains gouvernements, parmi lesquels des représentants des nations les plus pauvres du monde, ont réussi à réduire la faim et la pauvreté si efficacement là où d'autres échouent ? Pourquoi certains gouvernements et la communauté internationale n'en font-ils pas plus ?

Les arguments que nous présentons dans cette étude devraient inciter à des actions plus importantes. Le classement FaimZÉRO 2010 montre qu'il existe des solutions simples qui rendent non seulement possible mais réalisable la diminution de moitié de la faim d'ici à 2015.

Le classement fixe quatre domaines d'action publique aux pays en développement : engagement officiel à promouvoir le droit à l'alimentation, investissements dans l'agriculture, et dans la protection sociale, promotion de l'égalité des genres.

Ce qui est frappant dans notre analyse ce sont les concordances entre les pays qui ont réalisé d'importants progrès dans la lutte contre la faim et ceux qui ont de bons résultats en termes de politiques publiques. D'un autre côté, il y a également une corrélation significative entre les pays qui n'ont pas mis en place de politiques publiques et ceux dont les données sur la faim ne sont pas bonnes.

En accroissant leurs investissements dans l'agriculture locale, les gouvernements peuvent garantir à leur population l'accès à la nourriture tout en régénérant leurs économies rurales. De récentes études ont montré le rôle essentiel qu'a joué initialement l'agriculture dans l'essor de la Chine. On estime que l'agriculture a contribué quatre fois plus à la réduction de la pauvreté que la croissance des secteurs industriels et de services. Une des leçons à retenir du cas chinois est que l'impact le plus significatif sur la réduction de la faim et de la pauvreté s'atteint par la concentration des soutiens des gouvernements aux agriculteurs familiaux et paysans, augmentant ainsi la quantité d'aliments de base consommés localement. Des améliorations encore plus importantes sont perceptibles lorsqu'on oriente les investissements vers les agricultrices paysannes, qui ne perçoivent quasiment pas d'aides (crédits ou de conseils) et ne jouissent que rarement d'un accès à la terre.

Le classement FaimZÉRO montre également que des programmes d'aide sociale adaptés, qui visent en particulier l'emploi public, les transferts de fonds, les rationnements de nourriture et les repas gratuits à l'école, représentent des armes essentielles dans la lutte contre la faim.

Les analyses récentes effectuées par Peuples Solidaires et ActionAid des niveaux effectifs de malnutrition montrent des augmentations significatives des formes les plus sérieuses de malnutrition infantile (dépérissement, ou perte rapide de poids) depuis la crise alimentaire de 2007/2008. Ce fait démontre précisément à quel point les enfants sont exposés à la faim en période de crise, et donc qu'il est indispensable de mettre en place des aides sociales minimales.

Les aides sociales minimales sont également importantes pour soutenir les paysans afin qu'ils continuent de planter et de récolter durant les périodes difficiles, évitant ainsi la vente désespérée de bétail et des terres qui vulnérabilisent les familles et les exposent à la faim chronique et au dénuement.

Le Brésil, premier au classement pour la seconde fois consécutive, a considérablement étendu son programme de protection sociale au cours des dernières années. Afin de soutenir les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans, le gouvernement a augmenté les salaires minimums,

instauré un programme de transferts de fonds et des programmes de crédits et d'allocations subventionnées de terre. Réunies, ces mesures ont eu un impact phénoménal et ont contribué à réduire les inégalités alors patentes au Brésil – la malnutrition infantile a chuté de plus de 50 % en un peu moins de 10 ans.

La reconnaissance du droit à l'alimentation en tant que droit humain pourrait contribuer à accentuer la pression politique sur les gouvernements pour faire de la lutte contre la faim une priorité. De plus, des institutions rurales renforcées qui permettent aux plus pauvres d'influer sur les actions gouvernementales sont indispensables.

Les pays riches ont également un rôle critique à jouer. Ils doivent adapter leurs propres politiques qui ont encore trop tendance à aggraver la faim dans les pays en développement, telles que les objectifs et les subventions qui promeuvent l'utilisation des agrocarburants issus de matières premières agricoles. D'après l'OCDE, les objectifs européens pour l'expansion des agrocarburants pourraient entraîner une hausse des prix des graines et des huiles alimentaires de 15 % d'ici à 2017.

Le Groupe Intergouvernemental des Nations Unies sur le changement climatique (GIEC) prévoit que le réchauffement climatique pourrait exposer 50 millions de personnes supplémentaires à la faim d'ici à 2020, et 266 millions de plus à horizon 2080. Les pays riches doivent réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre, et contribuer au versement des quelques 200 milliards de US \$ annuels nécessaires aux pays pauvres pour lutter contre le changement climatique.

Enfin, les pays riches doivent respecter leurs engagements à financer l'agriculture dans les pays en développement. La plupart des pays donateurs sous-financent l'agriculture, qui plus est en partant d'un taux d'investissement très bas. Le classement FaimZÉRO souligne les efforts des pays qui ont augmenté leurs aides dans le domaine agricole suite à la crise alimentaire. L'annonce faite au G8 de 2009 d'un financement à hauteur de 22 milliards de US \$ sur 3 ans de l'agriculture dans les pays en développement constitue une avancée importante, tout comme l'est la reconnaissance que la clé de la lutte contre la faim réside dans l'investissement dans l'agriculture familiale et paysanne. Néanmoins, selon

les calculs Peuples Solidaires et ActionAid, seuls 6 milliards de US \$ de la somme annoncée devraient être additionnels aux aides prévues jusqu' alors, le reste étant issu d'autres engagements – et l'utilisation concrète de cette somme reste pour le moins incertaine.

Avancer vers un monde FaimZÉRO

Alors que la population mondiale augmente, le débat fait rage concernant les moyens de résoudre la crise globale liée au manque de ressources. La surconsommation massive d'énergie et d'autres ressources environnementales dans le Nord, la menace des effets liés au changement climatique et de décennies d'absence de prise en compte des agriculteurs familiaux et paysans dans les pays en développement, pourraient conduire à un accroissement sans précédent des pénuries alimentaires et de la faim dans les décennies à venir. Nous avons besoin de projets pour construire des économies agricoles dynamiques et durables dans les pays pauvres : pour que la faim soit derrière nous, et non pas la réalité de demain.

Pour remplir le premier Objectif du Millénaire pour le Développement concernant la réduction de moitié de la proportion de personnes souffrant de la faim, les chefs d'État réunis à New York en septembre doivent :

1. Aider les paysannes et les paysans en les finançant

- Mettre en place des plans nationaux suffisamment visionnaires et ambitieux pour réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim dans le monde à horizon 2015, à travers la mise en place d'un échéancier d'actions et des engagements de financement fermes de la part des gouvernements et des donateurs.
- Les Nations Unies estiment qu'au moins 40 milliards de US \$ annuels de financement supplémentaire seront nécessaires pour réduire la proportion de personnes souffrant de la faim de moitié d'ici à 2015. Les donateurs doivent mettre en place un agenda et un mécanisme qui leur permette de jouer un rôle moteur et de garantir qu'aucun pays avec un projet valable visant à attendre ses objectifs contre la faim ne puisse pas le mettre en œuvre par manque de moyens.

- Les plans nationaux doivent se focaliser sur l'appui aux paysans pauvres, en particulier les femmes, afin d'optimiser les effets liés à la réduction de la faim et de la pauvreté.
- Les plans nationaux doivent étendre les programmes de protection sociale pour éviter aux ménages de souffrir de la faim en cas de hausse des prix ou de mauvaises récoltes.

2. Agir sur le changement climatique

- Les pays développés doivent s'engager à réduire d'au moins 40 % leurs émissions d'ici à 2020 afin de maintenir les températures sous la zone de danger que constituerait une augmentation de 1,5 degré Celsius.
- Augmenter leurs engagements de financement dans la lutte contre le changement climatique afin de couvrir les 200 milliards de US \$ annuels dont les pays en développement ont besoin ; s'assurer que ces financements constituent des financements additionnels (c'est-à-dire qu'ils n'impliquent pas une réduction d'aides existantes) ; et clairement spécifier la source de financement.

3. Changer de cap sur les agrocarburants

- L'Union Européenne et les États-Unis doivent annuler leurs objectifs et leurs subventions à la production d'agrocarburants, qui ont un effet négatif direct sur la sécurité alimentaire et n'ont que peu ou pas d'effet positif sur l'environnement.

1^{ÈRE} PARTIE Objectif OMD1 – Allons-nous y arriver ?

AGIR POUR LES DROITS. VAINCRE LA PAUVRETÉ

La marche en arrière : un milliard de personnes souffrent de la faim

Les chefs d'État du monde entier se sont réunis à New-York ce mois de septembre pour évaluer les progrès réalisés dans l'accomplissement des objectifs des Nations Unies de réduction de moitié de la pauvreté et de la faim dans le monde par rapport aux données de 1990. Force est de constater qu'hélas, 20 % de personnes de plus qu'en 1990 – soit plus d'un milliard d'entre nous – souffrent de la faim, et 600 000 enfants de moins de cinq ans, dont une majorité de filles, pourraient mourir des effets indirects de la faim d'ici à 2015⁽¹⁾.

Les recherches Peuples Solidaires et ActionAid montrent que le monde régresse en ce qui concerne les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) relatifs à la réduction de la faim. Alors que les progrès étaient toujours trop lents pour parvenir à remplir les objectifs à temps, l'année 2007 a été marquée par une régression importante : la faim a gagné du terrain au lieu de reculer. Les estimations des Nations Unies portent à 1,02 milliard de personnes souffrant de la faim en 2009⁽²⁾ soit 15 % de la population mondiale. En fait, si l'on exclut la Chine, la proportion de mal nourris dans le monde dépasse actuellement de 16 %⁽³⁾ les niveaux de 1990. Ce qui revient à dire que si les leaders avaient su réunir les conditions pour atteindre l'OMD 1, près de 500 millions de personnes ne souffriraient pas de la faim aujourd'hui. La majorité d'entre eux sont des femmes et des filles⁽⁴⁾.

Les deux régions les plus touchées, l'Asie du Sud et l'Afrique Subsaharienne, sont aussi celles où la régression a été la plus grande. En Afrique Subsaharienne, c'est un peu moins d'un tiers de la population qui fait face à une malnutrition chronique en 2009 – une augmentation de deux points par rapport aux 30 % de 2006⁽⁵⁾. En Asie du Sud, l'année dernière, la faim a dépassé ses niveaux de 1990, atteignant plus d'une personne sur cinq dans la région. Il est effarant de compter 46 % des enfants d'Asie du Sud en insuffisance pondérale ; une situation qui a peu changé des 51 % d'il y a une vingtaine d'années – alors que le revenu par habitant de la région a triplé sur la même période⁽⁶⁾.

Les crises financières et alimentaires sont majoritairement responsables de cet accroissement de la faim – néanmoins, ces crises ne sont pas venues de nulle part. Les doctrines du libre-échange ont fait de la nourriture un bien comme les autres, créé pour être exporté sur la base de « l'avantage comparatif ». Sans soutien des gouvernements ou protections économiques, les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans sont livrés à eux-mêmes. De telles pratiques ont réduit la sécurité alimentaire dans les pays en développement, et sont à la source de l'effondrement de 2008/2009. Bien avant que la crise ne produise ses effets, la malnutrition infantile chronique gagnait du terrain⁽⁷⁾, et les pays africains devaient importer quasiment un tiers de leurs ressources alimentaires⁽⁸⁾.

Les objectifs de réduction de la faim de l'ONU continueront de n'être qu'un doux rêve tant que les chefs d'État ne mettront pas fin aux mauvaises pratiques qui ont mené à de telles catastrophes. D'un autre côté, ce rapport montre que l'investissement dans le secteur de l'agriculture familiale et paysanne pourrait offrir une voie de sortie de crise et de prospérité durable aux pays pauvres.

Néanmoins, aujourd'hui même, la crise alimentaire fait rage dans de nombreux pays du monde (voir tableau 4). En 2009 et 2010, de nombreux pays en développement ont encore subi des prix de matières premières alimentaires trop élevés et en augmentation, tandis que l'emploi et les revenus sont étouffés par la récession mondiale⁽⁹⁾. Endurant une hausse de près de 60 % du prix des aliments de base, le Mozambique a vu sa population de mal nourris augmenter de 10 % pour la seule année 2009, selon la Banque Mondiale⁽¹⁰⁾. La véritable dimension de la faim en Ouganda pourrait avoir atteint les 33 % en 2009, selon des chercheurs de la Banque Mondiale – soit plus du double du ratio publié par la FAO pour l'année 2006⁽¹¹⁾. Au Pakistan, avant même les récentes inondations, la faim aurait quasi doublé depuis son niveau antérieur à la crise⁽¹²⁾.

Bien que ces estimations de sous alimentation soient des projections statistiques basées sur le revenu et le prix tendanciel des aliments, celles-ci sont corroborées par les mesures physiques prises sur les enfants, réalisées depuis le début de la crise alimentaire. La perte de poids, ou encore un ratio poids/taille peu élevé, sont fortement corrélés à la mortalité infantile et constituent un signe avant-coureur d'urgence nutritionnelle (le poids baissant rapidement en cas d'insuffisance calorique, la croissance prenant plus de temps à ralentir)⁽¹³⁾. Et dans la quasi-totalité des pays où les données anthropométriques de 2007, 2008 et 2009 peuvent être comparées à celles d'avant la crise, la perte de poids est en augmentation⁽¹⁴⁾.

Au Ghana, la proportion d'enfants en perte de poids a augmenté de 17 % entre les données d'une étude réalisée en 2003 et la dernière datant de 2008. Au Nigeria, l'insuffisance pondérale s'est élevée d'un tiers sur la même période, tandis qu'au Bangladesh, on enregistre une hausse de plus de 20 % entre 2007 et 2004⁽¹⁵⁾. Dans une étude réalisée au Kenya en 2008 et 2009, tous les indicateurs de malnutrition infantile – perte de poids, retard de croissance et insuffisance pondérale – ont augmenté ou stagné en comparaison à leurs niveaux enregistrés en 2003. Les données de l'OMS, également basées sur des mesures physiques, ont montré une augmentation des niveaux de perte de poids au Cambodge en 2008 par rapport à 2006. Dans la plupart des pays, la hausse a été plus importante au sein des foyers les plus démunis ; par exemple au Bangladesh, les niveaux de perte de poids ont augmenté de 28 % dans le cinquième le plus pauvre de la population, au Nigeria, les mêmes données sur le même groupe de population ont connu une hausse de 57 %.

Les résultats basés sur des études dans d'autres pays sont également alarmants. Entre 2007 et 2009, le retard de croissance a augmenté au Sri Lanka, particulièrement dans les zones rurales où il est passé de 16 à 20 %, selon l'OMS⁽¹⁶⁾. Le recensement Sud-Africain a enregistré une hausse nette dans le nombre d'enfants souffrant de la faim de 15 à 18 % en seulement un an⁽¹⁷⁾.

Mais dans la mesure où l'ONU enregistre globalement des progrès dans la réduction de la pauvreté, on peut se demander pourquoi la progression de la faim inquiète tant. Si la pauvreté régresse, la faim ne devrait-

Tableau 4 : Estimation des augmentations de la faim d'après-crise

PAYS	NOMBRE DE PERSONNES SOUFFRANT DE LA FAIM SUPPLÉMENTAIRES (MILLIONS)	AUGMENTATION PAR RAPPORT À DES NIVEAUX DE PRÉVALENCE ANTÉRIEURS (2004-6 sauf si précisé différemment)	SOURCE
PAKISTAN 2008	48 ⁽¹⁾	132 %	UNICEF
NÉPAL 2008	2,2 ⁽²⁾	52 %	UNICEF
OUGANDA 2008	1,3	29 %	Banque mondiale
PÉROU 2008	0,92	25 %	Agences de statistiques nationales
AFGHANISTAN 2008	1,3	20 % ⁽³⁾	UNICEF
BANGLADESH 2008	7,5 à 12,5	19-31 %	UNICEF (basse), Centre for Bangladesh Policy (haute)
MOZAMBIQUE 2008	0,76	8 % ⁽⁴⁾	Banque mondiale
INDE 2008	20,5	8 %	Programme alimentaire mondial
KENYA 2008	0,45	5 % ⁽⁵⁾	Banque mondiale
TANZANIE 2008	0,46	4 %	Banque mondiale

elle pas finalement être vaincue ? En fait, les programmes de recherche sur l'agriculture du gouvernement des États-Unis (USDA-ERS) ont prédit en février 2010 qu'à mesure que la reprise économique se confirme, la récente progression de la faim devrait s'arrêter dans l'année⁽¹⁸⁾.

Le premier élément de réponse se trouve dans le fait que les données sur la pauvreté ne sont pas si bonnes que ça. Alors que la Chine a vu plus de 600 millions de personnes sortir de la pauvreté dans les 30 dernières années, les niveaux de pauvreté extrêmes avant la crise financière ont

peu évolué dans le reste du monde, baissant de seulement 4 points (de 32,5 % en 1990 à 28 % en 2005)⁽¹⁹⁾. En fait, la crise financière a éradiqué une bonne partie de ces progrès : le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 1,25 US \$ par jour⁽²⁰⁾ aurait augmenté de 114 millions. En plaçant le seuil de pauvreté à un niveau plus réaliste de 2 US \$ par jour, les espoirs de respects des engagements des Nations Unies à diminuer la pauvreté de moitié disparaissent. Et même dans le cas d'un scénario relativement plus optimiste de reprise économique d'après crise, 2 milliards de personnes resteraient sous le seuil de 2 US \$ par jour d'ici à 2015, soit plus de la moitié des niveaux de 1990⁽²¹⁾.

Deuxièmement, on prévoit que la faim va stagner à des niveaux excessivement haut. Même le scénario optimiste des États-Unis de réduction à court terme des niveaux de malnutrition ne rend compte que d'un retour mondial de la sous-alimentation à des niveaux d'avant crise, touchant près de 900 millions de personnes. De plus, les chercheurs du gouvernement des États-Unis déclarent que sans investissement majeur dans l'agriculture et les infrastructures rurales, la faim devrait stagner à ce niveau inacceptablement élevé durant la prochaine décennie, déclinant mondialement de seulement 1 % d'ici à 2020. En Afrique cependant, plus de 50 % de la population pourrait manquer de nourriture d'ici à 2020⁽²²⁾. Sans action concertée, les OMD visant à la réduction de moitié de la faim seront toujours inatteignables à la fin de la prochaine décennie.

Le réchauffement climatique et l'expansion des agrocarburants noircissent encore ce tableau. Des sécheresses plus sévères, plus fréquentes et des saisons cultivables plus courtes vont réduire les rendements agricoles. Bien que certaines régions puissent bénéficier d'un climat plus chaud, dans les deux prochaines décennies, les rendements agricoles baisseront vraisemblablement de 10 à 20 % dans les pays en développement, et jusqu'à 50 % dans certains pays africains⁽²³⁾. Le Groupement intergouvernemental sur le réchauffement climatique (GIEC) prévoit que le changement climatique pourrait exposer 50 millions de personnes supplémentaires à la malnutrition d'ici à 2020, pour un total de 266 millions de plus à horizon 2080⁽²⁴⁾. Selon l'OCDE⁽²⁵⁾, les objectifs de l'Europe et des États-Unis en matière d'expansion des agrocarburants pourraient pousser à la hausse les prix du grain et des huiles alimentaires de 15 % d'ici à 2017.

L'argument le plus convaincant appelant à une action urgente pour réduire la faim reste le coût très élevé de l'inaction – que Peuples Solidaires et ActionAid estiment à plus de 450 milliards de US \$ par an, soit plus de dix fois la somme estimée par les Nations Unies pour réduire de moitié la faim dans le monde d'ici à 2015.

La sous-alimentation provoque de sérieux dommages à long terme, ayant un impact majeur sur la santé, l'éducation et la productivité. Dans le monde, un enfant sur trois (et presque un sur deux dans les pays les moins avancés) grandit en subissant une malnutrition chronique⁽²⁶⁾, provoquant la mort de nombre d'entre eux avant l'âge de cinq ans. Ceux qui survivent ont de fortes chances de souffrir de dommages cognitifs et physiologiques irréversibles. Ils auront une scolarité plus courte, et gagneront moins une fois adultes. Leurs systèmes immunitaires étant irrémédiablement réduits, ils seront 12 fois plus exposés à une mort causée par des maladies pourtant facilement évitables et soignables⁽²⁷⁾. Élever les niveaux de nutrition est donc une condition absolue pour pouvoir atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies en matière de santé et d'éducation⁽²⁸⁾.

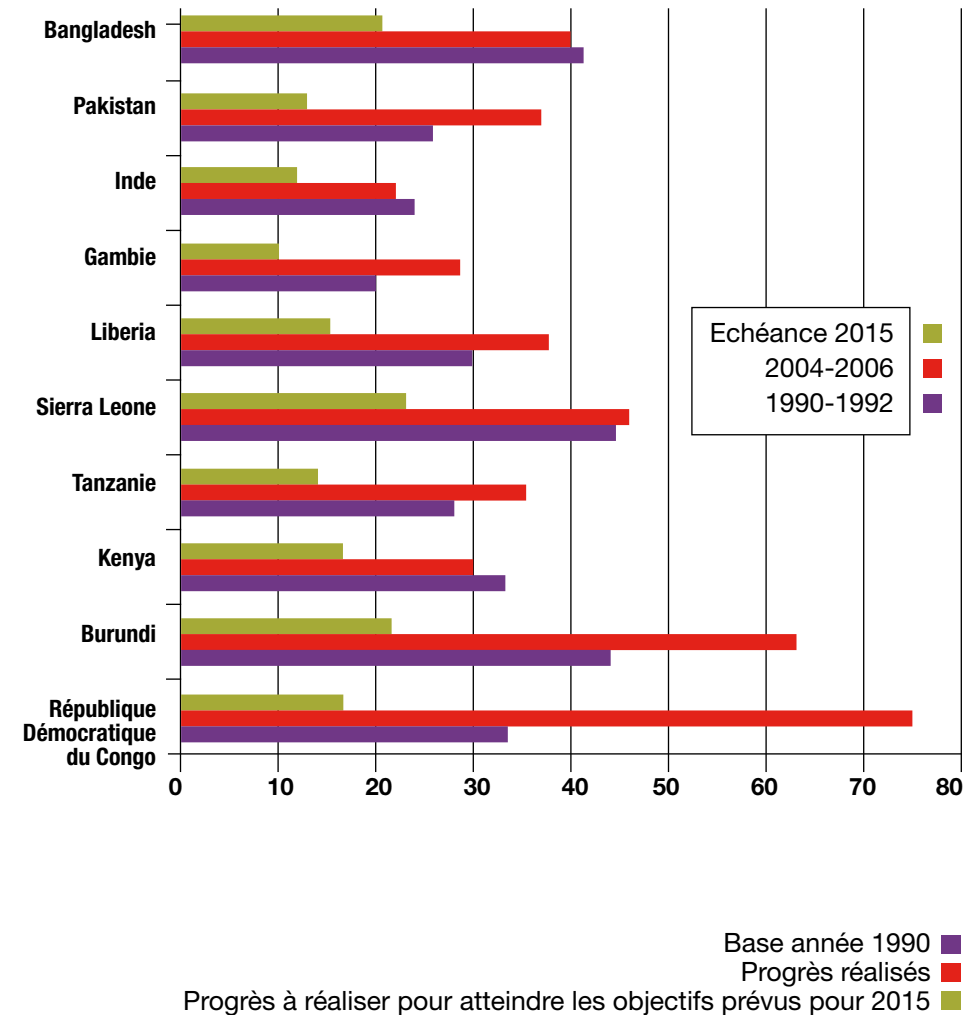
La faim paralyse les sociétés autant que les individus. Selon les études de l'ONU et du PAM⁽²⁹⁾, l'insuffisance pondérale des enfants en Amérique Centrale, bien qu'aujourd'hui à des niveaux bien inférieurs qu'en Afrique ou en Asie, entraîne une baisse du PIB des pays concernés de 2 à 12 % par an. La perte en productivité constitue 90 % de ce coût, les 10 % manquants étant dus aux coûts supplémentaires en matière de santé de par la hausse des maladies, et des redoublements au cours de la scolarité⁽³⁰⁾. En extrapolant ces estimations, le coût de la faim pourrait dépasser les 450 milliards de US \$ par an en Afrique Subsaharienne et dans les pays émergents d'Asie – soit plus de dix fois le montant requis pour atteindre l'OMD 1 en matière de réduction de la proportion de personnes souffrant de la faim⁽³¹⁾. Dans la mesure où une récente étude de chercheurs de Harvard et de Brandeis place les coûts d'opportunité en terme de santé et de productivité liés à la malnutrition à 75 milliards de US \$ par an pour les seuls États-Unis, ces estimations sont probablement un minimum⁽³²⁾.

Une manière différente de comptabiliser le coût de la faim est d'estimer les années gâchées en terme d'espérance de vie en bonne santé et active. Mondialement, la faim est la cause sous-jacente de près de 8,8 millions de décès infantiles annuels⁽³³⁾. Mais en allant plus loin, elle est également responsable de la perte totale de 91 millions années d'espérance de vie en bonne santé et active (années de vie pondérées par l'incapacité) par an⁽³⁴⁾.

La faim ne fait pas qu'affaiblir la croissance, elle rend également les sociétés plus inégales. Les dommages créés par la malnutrition existent dès la grossesse, condamnant les enfants d'une femme sous-alimentée à une santé fragile et une productivité faible avant même qu'ils ne soient nés. Ceux nés dans des foyers pauvres et ruraux sont les plus affectés par la faim, résultant en une baisse de plus de 20 % de leur revenu tout au long de leur vie⁽³⁵⁾. Les études de l'IFPRI montrent que les enfants bien nourris gagnaient une fois adultes 46 % supplémentaires de revenus de plus qu'un groupe témoin⁽³⁶⁾. En Asie du Sud-Est, région qui compte le plus grand ratio d'enfants en retard de croissance et en insuffisance pondérale, la malnutrition amplifie l'inégalité ente hommes et femmes, les filles étant moins bien nourries que les garçons⁽³⁷⁾.

Pourtant, dans la morosité d'un monde marchant à reculons en matière de malnutrition, certains points positifs sont à noter. Malgré les pressions fiscales importantes de la récession mondiale, les cinq pays en développement ayant reçu les meilleures notes dans le classement FaimZÉRO 2010 ont tous maintenu ou augmenté leurs engagements vis-à-vis de l'agriculture et de la protection sociale en 2009-2010, garantissant la continuité de leur record de progression qu'ils avaient établi avant le début des crises financières et alimentaires. Dans le même temps, en 2009, certains pays donateurs se sont engagés à de nouveaux dons pour soutenir les agriculteurs et agricultrices des pays pauvres, dont notamment des engagements significatifs de la part du gouvernement des États-Unis.

Schéma 1 : Progression des pays de réduction de la proportion de mal nourris par rapport aux objectifs des OMD.



Quels pays sont sur la bonne voie, qui ne l'est pas – et pourquoi ?

Dans le cadre du classement FaimZÉRO 2010, Peuples Solidaires et ActionAid ont réalisé une analyse en profondeur des progrès relatifs aux deux objectifs de réduction de la faim de l'OMD 1 dans les pays étudiés.

Basés sur les données tendanciennes, nous avons pu projeter la date à laquelle les pays auront atteint l'OMD 1 sur la malnutrition⁽³⁸⁾.

Encadré 1 : L'objectif du millénaire pour le développement 1 : Éradication de l'extrême pauvreté et malnutrition.

Cible 1 : Réduire de moitié la proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour

- Proportion de population sous le seuil de 1 US \$ (PPA) par jour.
- Ratio de l'écart de pauvreté.
- Part du quintile le plus pauvre dans la consommation nationale.

Cible 2 : Réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim

- 1,8 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de cinq ans.
- 1,9 Proportion de la population sous le seuil minimum de consommation énergétique alimentaire.

Notre analyse montre un écart important entre les pays qui sont plus ou moins en mesure d'atteindre les objectifs de réduction de la faim des OMD, et ceux qui en sont loin. Les pays en recul sont le Burundi, le Lesotho, la République démocratique du Congo (RDC) et le Sierra Leone, qui connaissent une hausse de la sous-alimentation et du nombre d'enfants en insuffisance pondérale depuis 1990. Nous ne pouvons donc prévoir quand ceux-ci atteindront les objectifs. Avec plus de 76 % de sa

population en sous-alimentation chronique, la RDC a les pires statistiques de la planète concernant la faim. En fait, loin de tout progrès en la matière, les données montrent un quadruplement tragique de la malnutrition entre 1990 et 2006⁽³⁹⁾.

Dans au moins huit pays supplémentaires (Guatemala, Tanzanie, Pakistan, Zambie, Liberia, Afrique du Sud, Népal et Gambie) le nombre de personnes souffrant de la faim est encore en hausse, contrairement aux objectifs. Au Pakistan par exemple, de 1990 à 2006, la proportion de personnes souffrant de la faim est passée de une sur quatre à une sur trois, et atteint quasiment une sur deux en 2009, selon les données du Programme alimentaire mondial⁽⁴⁰⁾.

Le Kenya, l'Inde, Haïti et le Sénégal sont si loin d'atteindre leurs objectifs qu'ils ne seront probablement pas atteints d'ici à 2050. Ces quatre pays sont désespérément loin de pouvoir atteindre l'objectif concernant l'insuffisance pondérale. Ainsi, en Inde par exemple, de 1990 à 2006, le nombre de personnes souffrant de malnutrition a augmenté de 40 millions, et l'UNICEF a prévu que 20 millions de personnes supplémentaires devaient être comptabilisées en 2008. Il y a dorénavant, vivant en Inde, plus de 270 millions de personnes souffrant de la faim de manière chronique, et près de 50 % des enfants sont mal nourris⁽⁴¹⁾.

D'autres pays ont réalisé de faibles progrès en matière de réduction de la prévalence de la sous-alimentation et de l'insuffisance pondérale, mais encore trop faibles pour atteindre les objectifs à temps.

D'un autre côté, 13 pays ont montré qu'il était possible de faire des progrès et sont en mesure d'atteindre un voire les deux priorités – démontrant que ces priorités étaient réalisables.

Le Brésil, la Chine, le Ghana, le Malawi et le Vietnam font partie des pays ayant fortement réduit leur taux de malnutrition. Au Vietnam par exemple,

la proportion d'enfants en insuffisance pondérale est passée de 45 % au début des années 90 à moins de 20 % aujourd'hui⁽⁴²⁾. Dans le même temps, ce pays a réduit par deux le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans l'ensemble de la population entre 1990 et 2004⁽⁴³⁾. Les taux de réduction de la pauvreté sont particulièrement impressionnants : baissant de près de 60 % au début des années 90⁽⁴⁴⁾ à un 10 % estimé pour cette année⁽⁴⁵⁾. Ces données constituent une réduction de 75 % de la pauvreté en tout juste plus de 15 ans. Le Vietnam a également fait des progrès en termes de mortalité des enfants de moins de cinq ans, de scolarité à l'école primaire, de mortalité maternelle, et d'accès à l'eau potable et aux sanitaires, et a d'ores et déjà atteint quasiment tous les OMD – montrant par là ce qui est faisable, même dans un des pays les plus pauvres⁽⁴⁶⁾.

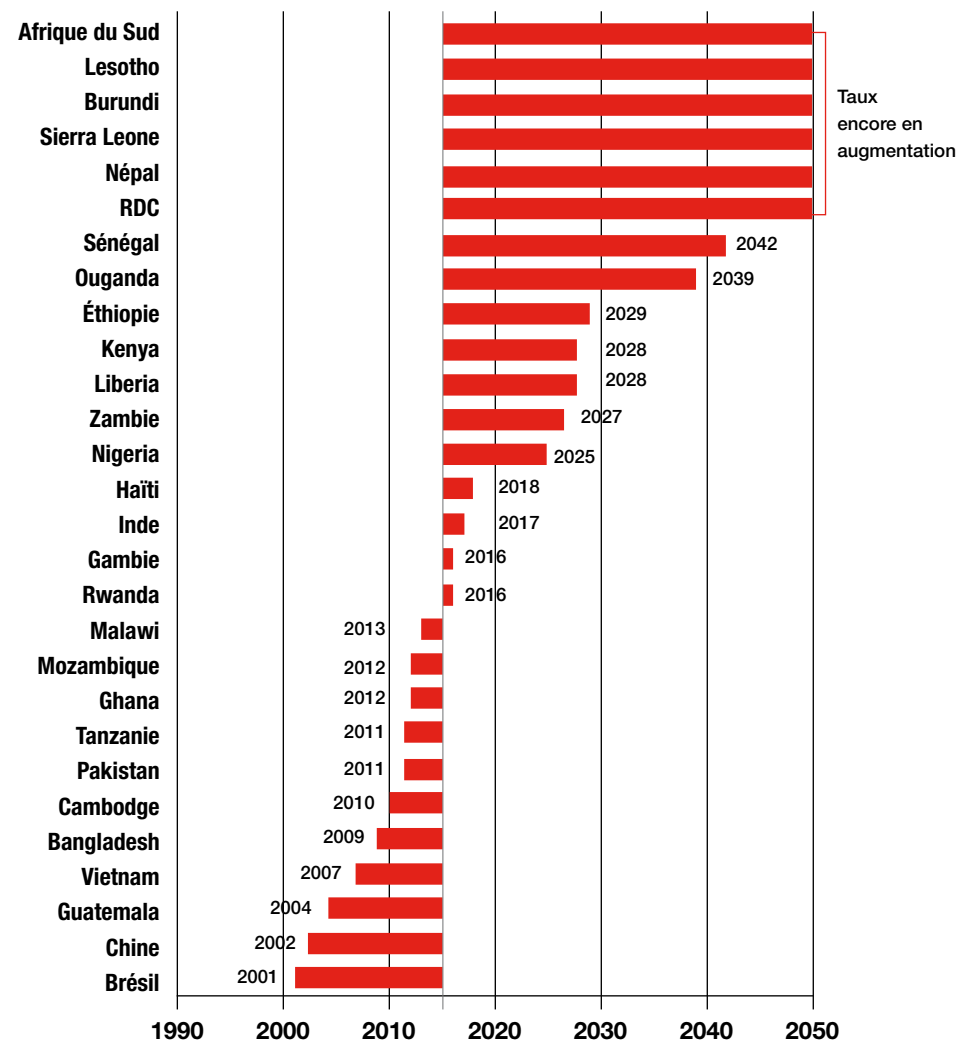
Au Brésil, la proportion d'enfants en insuffisance pondérale a baissé de moitié en moins d'une décennie⁽⁴⁷⁾. Au cours de la même période, le pays a fait de véritables progrès en terme de réduction des inégalités et de l'extrême pauvreté. Entre 2001 et 2006, les revenus des 70 % des plus pauvres ont augmenté plus vite que ceux du reste de la population⁽⁴⁸⁾ ; permettant de faire chuter l'extrême pauvreté, qui touchait 21 millions de personnes en 2003, à 9 millions en 2008⁽⁴⁹⁾.

La Chine a également réalisé des progrès impressionnants et a rempli bien avant l'échéance de 2015 ses obligations OMD1 concernant la faim. Ceci s'ajoute à une réduction extraordinaire des niveaux de pauvreté : une division par quatre entre 1980 et 2005, correspondant à une baisse de 835 millions à 209 millions⁽⁵⁰⁾, ce qui équivaut à une réduction de 84 à 15 %⁽⁵¹⁾.

En Afrique Subsaharienne, certains bons élèves semblent réaliser l'impossible – démontrant ce qui est réalisable à l'aide d'une volonté et d'une action politiques fortes et soutenues, et ce malgré des ressources très limitées. Le Ghana, par exemple, est le seul pays africain en bonne voie pour réaliser l'OMD 1 de réduction de la faim et de la pauvreté. Le pays a déjà réduit de moitié la part de population souffrant de la faim il y a dix ans. Le Ghana a réduit ses niveaux de malnutrition de 75 % entre 1990 et 2004⁽⁵²⁾. De la même manière, le Malawi a mis fin définitivement à des années de famine récurrente, réduisant le nombre de personnes nécessitant une assistance alimentaire de 4,5 millions en 2004 à moins

de 150 000 en 2009⁽⁵³⁾. Par conséquent, ces pays ont atteint l'objectif de réduction de moitié de la faim en 2009, et atteindront leurs objectifs en terme de réduction de l'insuffisance pondérale infantile dans les prochaines années – soit bien avant l'échéance de 2015.

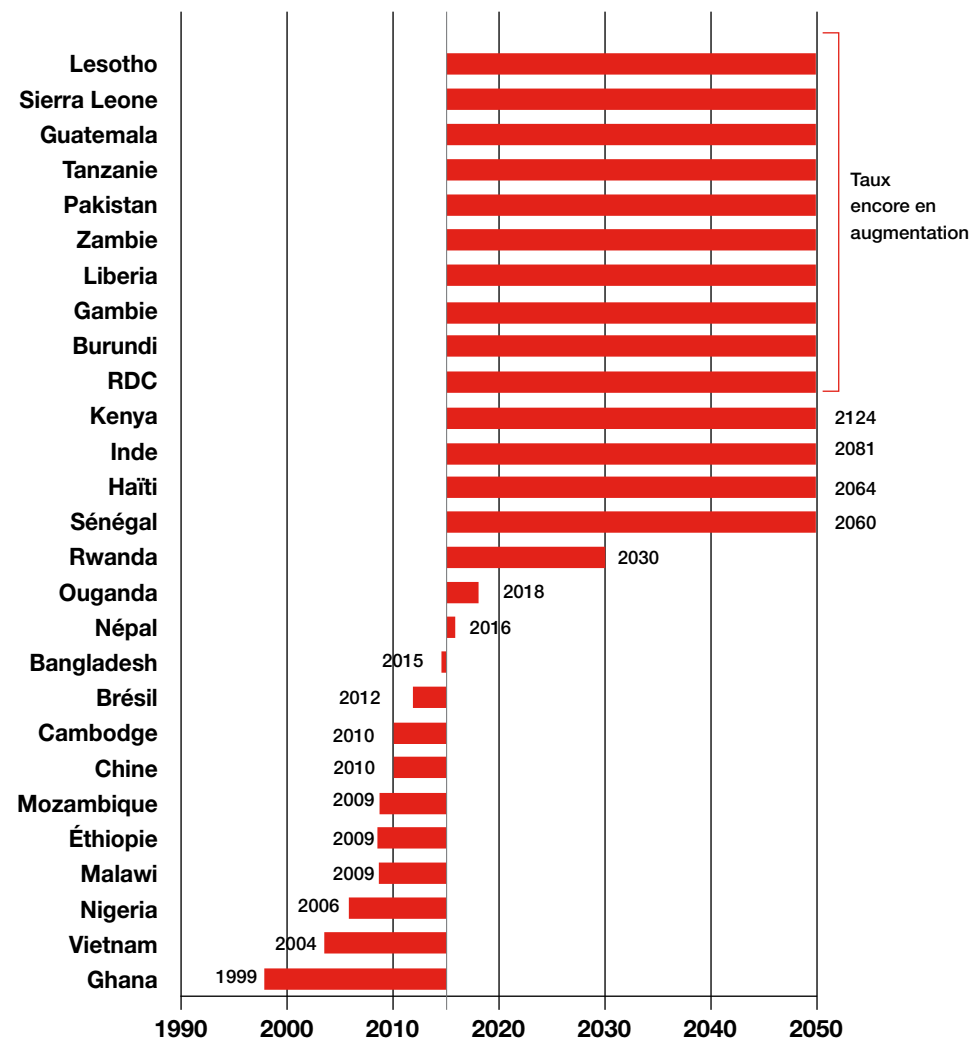
Schéma 2 : Estimation de l'échéance nécessaire pour réduire de moitié le taux d'insuffisance pondérale des enfants de moins de cinq ans par rapport aux niveaux de 1990



Comment se fait-il que certains gouvernements, parmi lesquels des représentants des nations les plus pauvres du monde, ont réussi à réduire la faim et la pauvreté si efficacement là où d'autres ont échoué ? La prochaine section de ce rapport analyse justement cette question, notamment en se concentrant sur les moyens qui peuvent permettre d'atteindre une croissance équitable et en faveur des plus démunis. L'analyse de la situation dans les pays ayant réalisé les plus grandes avancées montre que les objectifs ont été atteints quand les gouvernements ont su fournir un solide soutien à l'agriculture familiale et paysanne, et protéger les plus vulnérables à l'aide de programmes d'emplois publics, de transferts de capitaux et d'autres programmes de sécurité sociale. La gestion de la pénurie de nourriture est autant un enjeu politique et de pouvoir que pour toute autre allocation de ressource. La reconnaissance politique et légale du droit à l'alimentation en tant que droit humain contribue à s'assurer que les gouvernements répondent aux besoins des plus pauvres et soutiennent les plus démunis. De plus, des institutions rurales renforcées permettant aux plus pauvres d'influer sur les actions gouvernementales sont indispensables.

Les analyses présentées dans le reste de ce rapport devraient encourager des actions plus décisives. Réduire l'extrême pauvreté et la faim de moitié d'ici à 2015 est possible et soutenable. Ne pas le faire serait coûteux, dangereux et moralement inacceptable.

Schéma 3 : Estimation de l'échéance nécessaire pour réduire de moitié la proportion de mal nourris dans la population par rapport aux niveaux de 1990.



Encadré 2 :

Comment calculer le nombre de personnes souffrant de la faim ?

Alors que la société civile tente de responsabiliser les gouvernements en leur demandant de prendre des mesures pour réduire la faim, des voix contradictoires s'élèvent pour discuter du nombre exact de personnes souffrant de la faim. Il est donc très important de bien définir ce que nous comprenons par faim, ainsi que ses méthodes de calcul.

Il y a différents types de faims. La faim « chronique » à long terme peut être constatée par un « retard » de croissance des enfants, et est très différente d'une faim « aiguë » à court terme, que nous pouvons observer sur des enfants « décharnés » et maigres. L'indicateur OMD pour la malnutrition infantile est un poids faible par rapport à l'âge (insuffisance pondérale) qui rassemble les deux aspects de retard de croissance et de perte de poids. Il est également important de prendre en compte l'accès à une nourriture de bonne qualité riche en protéines, vitamines et minéraux essentiels. Un régime de faible apport calorique basé sur des féculents comme le maïs ou le manioc peuvent causer la malnutrition.

Il y a quatre principales méthodes pour mesurer la faim. On peut tout d'abord demander à une personne si elle ressent la faim. On peut la questionner sur ce qu'elle a mangé. On peut également prendre des mesures physiques et les comparer à des standards correspondant à des personnes en bonne santé. Ces trois méthodes sont généralement employées dans les sondages d'échantillons représentatifs. Néanmoins, ces sondages reviennent chers, et la plupart des pays ne peuvent les réaliser que sporadiquement, rendant plus difficile la comparaison dans le temps. Une quatrième méthode de mesure de la faim consiste à calculer l'ensemble de la nourriture disponible et la proportion d'une population pouvant être nourrie par celle-ci selon les schémas de distribution existants. Néanmoins, il arrive que ces statistiques soient de pures estimations (par exemple, les importantes importations de nourriture du Nigéria sont plus faciles à comptabiliser que les paysans et paysannes épars du Mozambique, indiquant peut-être une fausse indication concernant l'accès à la nourriture).

Ces différentes méthodes peuvent conduire à des estimations différentes du nombre de personnes souffrant de la faim. Par exemple, les calculs de la FAO montrent que 16 % de la population du Népal était sous-alimentée en 2006, tandis que des sondages « de terrain » se basant sur les standards népalais de consommation minimale de nourriture donnaient une proportion plus proche de 41 %. De plus, des pays peuvent montrer des taux différents pour chaque type de faim, comme le montre la comparaison des deux graphiques précédents. Les projections concernant le Guatemala semblent montrer que ce pays aurait réduit de moitié les taux d'insuffisance pondérale infantile en 2004, alors que le taux national de malnutrition sur l'ensemble de la population montre une hausse globale depuis 1990.

L'opposé de la faim – la sécurité alimentaire – est communément définie comme la coïncidence de quatre éléments : disponibilité de nourriture, accès à la nourriture, consommation de nourriture et stabilité de ces trois facteurs.

Le classement FaimZÉRO a évalué des pays sur la base de l'OMD 1 en matière de réduction de la faim. Pour les sources employées dans le classement FaimZÉRO, merci de vous référer à la section indicateurs, méthodologies et sources.

Sources : Indicateurs des Objectifs du millénaire pour le développement : Site officiel des Nations Unies sur les indicateurs OMD
http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Metadata.aspx?IndicatorId=0&*SeriesId=640.

L'agriculture : comment sortir de la crise ?

« Je suis heureux maintenant, ma famille et moi avons assez à manger. Avant, nous ne pouvions pas nous permettre trois repas par jour. Nous n'avons aucun souci à nous procurer des graines végétales de qualité, puisqu'elles proviennent de nos propres coopératives agricoles, à qui nous redonnons ensuite nos graines et nos légumes. »

- **Uzzala Rani, 25 ans, agriculteur familial et paysan, district de Kurigram, Bangladesh**

La pauvreté mondiale est majoritairement rurale. Trois quarts des pauvres du monde et 70 % des personnes souffrant de la faim vivent dans des communautés rurales⁽⁵⁴⁾. Les enfants vivant dans les zones rurales ont deux fois plus de chance d'être en insuffisance pondérale que les enfants vivant dans des villes et agglomérations⁽⁵⁵⁾. Mais à bien observer, le potentiel de changement du paysage rural est impressionnant⁽⁵⁶⁾. L'investissement dans l'agriculture familiale et paysanne n'est pas seulement la meilleure manière de combattre la faim, mais également la meilleure voie vers le redressement économique et une meilleure résistance face aux crises dans les pays en développement.

L'agriculture fournit toujours les ressources économiques de 80 à 90 % de la population de nombreux pays. Augmenter leurs revenus revient à réanimer des économies rurales et à générer plus d'emplois pour d'autres personnes pauvres, ainsi qu'augmenter la demande de biens et services nationaux. Un plus grand nombre d'emplois ruraux et des revenus en hausse conduisent généralement à une meilleure nutrition, une meilleure santé, et un investissement plus important dans l'éducation, tandis qu'une hausse des revenus permet aux gouvernements locaux de répondre aux demandes de meilleures infrastructures, comme la voirie⁽⁵⁷⁾.

L'agriculture a entraîné de grandes expansions économiques dans des pays aussi divers que l'Angleterre du 18^{ème} siècle, le Japon du 19^{ème}, la Chine du 20^{ème} siècle⁽⁵⁸⁾. Insistant sur les « capacités spéciales » de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté, la Banque mondiale a

démontré que la croissance du PIB provenant de l'agriculture est au moins deux fois plus efficace dans la réduction de la pauvreté que pour d'autres secteurs⁽⁵⁹⁾. En Chine, la croissance de l'agriculture familiale et paysanne a eu quatre fois plus d'impact sur la réduction de la pauvreté que la croissance des secteurs industriels et des services⁽⁶⁰⁾. En Ouganda, une hausse de 3 % de la dépense publique dans l'agriculture peut générer une hausse de 1 % des revenus agricoles, entraînant à son tour une réduction de la pauvreté pouvant aller jusqu'à 1,38 %⁽⁶¹⁾.

Encadré 3 : Les exploitations agricoles familiales et paysannes aident à la création de revenu, et à la réduction des inégalités

Walter Goldschmidt a réalisé une étude célèbre sur l'agriculture dans la San Joaquin Valley en Californie, où il a comparé des zones dominées par de grands conglomérats agricoles à des zones encore couvertes d'exploitations familiales et paysannes. Dans les villes entourées de fermes familiales, le revenu généré par l'agriculture circulait au sein des commerces locaux et il y existait un niveau d'emploi supérieur ainsi qu'une vie communautaire vibrante. Dans les communautés à proximité de grandes exploitations mécanisées, les petites villes s'étaient éteintes. Dans ces villes entourées de fermes corporatives, les revenus agricoles étaient drainés vers des villes plus grandes.

Les transferts de capitaux observés par Goldschmidt peuvent également fonctionner dans l'autre sens. Revitaliser l'agriculture locale et les exploitations familiales et paysannes engendre de nouveaux revenus dans les communautés rurales, fomentant la base de ressources durables.

Par exemple, le Mouvement des sans terre au Brésil (MST) est une organisation populaire qui aide les paysannes et les paysans sans terre à occuper et à exploiter des terres dans le cadre d'une clause du gouvernement brésilien qui stipule que les territoires nationaux doivent servir à une fonction sociale. Selon le chercheur Peter Rosset, « quand le mouvement a commencé dans le milieu des années 80, les maires les plus conservateurs des villes rurales se sont violemment opposés aux occupations de terre du MST dans les zones avoisinantes. Puis, plus récemment, leur attitude a changé. La plupart de ces villes ont une économie moribonde, et l'occupation peut favoriser une reprise économique essentielle.

Une occupation typique consiste à l'installation de 1000 à 3000 familles, qui transforment des terres inexploitées en fermes productives. Celles-ci vendent leur produit sur les places de marchés des villes proches et achètent leurs fournitures chez les commerçants locaux. Il n'est donc pas surprenant que les villes proches des installations issues du MST se portent mieux économiquement que d'autres villes similaires, et de nombreux maires demandent aujourd'hui à ce que le MST prépare des occupations près de leurs villes.

Sources : Goldschmidt, Walter, 1978, *As You Sow : Three Studies of Social Consequences of Agribusiness*, New York ; Allenheld, Osmun ; Rosset, Peter, 2009, « Food Sovereignty and Redistributive Land Reform », *Monthly Review* 61(3) :114-128.

Mais depuis trop longtemps, la population pauvre rurale n'a pas reçu le soutien adéquat de la part des gouvernements. Sur l'injonction de la Banque mondiale et du FMI, depuis la fin des années 80, les États étaient poussés à ne pas investir dans l'agriculture, le marché devant seul « remplir » ce rôle. Néanmoins, le secteur privé s'est souvent tenu à l'écart tandis que les services étaient démantelés, livrant des millions d'agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans à eux-mêmes, devant faire face aux impacts dévastateurs sur leurs revenus. Comme le remarquait Joseph Stiglitz, la « main invisible » du marché était souvent invisible parce qu'elle n'était tout simplement pas là du tout⁽⁶²⁾.

L'Inde en fournit un exemple marquant. Depuis les années 90, le gouvernement indien a coupé l'investissement public, celui-ci baissant rapidement de 13 % à seulement 6 % en 1999. On constate non sans une certaine ironie qu'à mesure que l'investissement dans l'agriculture stagnait, les dépenses du gouvernement en ressources alimentaires explosaient⁽⁶³⁾. Dans le même temps, alors que le financement public déclinait, les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans se sont trouvés de plus en plus démunis sans le soutien public dont ils bénéficiaient au préalable. Ainsi, la dette des agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans a doublé durant la première décennie des réformes agricoles néolibérales⁽⁶⁴⁾. Incapables de joindre les deux bouts, 200 000 paysannes et paysans se sont suicidés et 8 millions ont laissé tomber l'agriculture entre 1991 et 2001⁽⁶⁵⁾. Une dernière ironie du sort réside dans le fait que, alors que les agriculteurs et agricultrices indiens se suicident, voyant qu'ils ne peuvent plus rendre leurs terres productives, le gouvernement indien, soucieux de la sécurité alimentaire future, cherche à acheter des terres pour cultiver de la nourriture dans des pays comme l'Éthiopie ou le Soudan⁽⁶⁶⁾.

En tout état de cause, la tendance pourrait commencer à changer, en Inde comme ailleurs. Le gouvernement indien fait partie de ceux qui ont largement augmenté leurs budgets agricoles durant les dernières années. Bien qu'un peu tardivement, la Banque mondiale a reconnu que de plus grands investissements dans l'agriculture sont nécessaires afin de réduire le nombre de personnes souffrant de la faim par millions :

« ... l'objectif international de réduction de moitié de l'extrême pauvreté et de la faim d'ici à 2015 ne sera pas atteint si le mépris pour et le sous investissement dans l'agriculture et les secteurs ruraux de ces vingt dernières années ne sont pas inversés. »⁽⁶⁷⁾

Les moyens de l'État pour renforcer le potentiel de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté

La manière dont la communauté internationale investira dans l'agriculture lors des décennies à venir aura un impact majeur sur la pauvreté, les inégalités et l'environnement. D'une part, un solide financement public à l'agriculture familiale et paysanne pourrait permettre une reprise économique durable après la récession mondiale et relancer le processus de réduction de la pauvreté, tout en préservant l'environnement et en réduisant les inégalités de genre. D'un autre côté, continuer à négliger ce secteur pourrait exacerber les inégalités de revenus et de genre et accentuer la dégradation de l'environnement.

Il n'y a pas de modèle clé en main mais certaines tendances se distinguent parmi les pays qui ont efficacement réduit la faim et la pauvreté ces dernières années. Les meilleures performances de ce classement FaimZÉRO démontrent qu'il existe un vaste nombre d'actions politiques qui ont un profond impact sur la réduction de la faim. Mais en tout premier lieu, les gouvernements ayant fait des progrès significatifs ont montré un niveau élevé d'engagement politique, ou ont été forcés par leurs électeurs et des groupes d'intérêt de réduire la pauvreté rurale et la malnutrition, conduisant à de fortes actions étatiques en faveur des plus pauvres.

Il est intéressant de constater que parmi les pays analysés, ceux qui ont les meilleurs résultats sont également ceux qui ont, à des degrés différents, rejeté le modèle de développement dominant durant le virage néolibéral et su conserver (ou récupérer par la suite) le rôle central de l'État dans le soutien à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. L'un des pays les plus performants étudiés ici – le Malawi – a été pénalisé pour son non-respect des prescriptions de la Banque Mondiale et du FMI en matière de politique agricole. Certains analystes ont soutenu que le spectaculaire développement du Vietnam s'expliquait par le fait de s'être concentré sur la sécurité alimentaire avant de poursuivre plus avant l'ouverture du marché au libre échange – s'opposant ainsi directement à l'orthodoxie de la Banque Mondiale.

Encadré 4 :

Chine et Afrique : Le rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté et dans la croissance.

En 1980, le produit intérieur brut (PIB) de la Chine atteignait à peine celui de l'Afrique Subsaharienne. Dès 1993, le PIB chinois par habitant a dépassé celui de l'Afrique, tandis que la part de la population sous le seuil de pauvreté en Chine baissait de 84 % en 1981 à 16 % en 2005. Au cours de la même période, la pauvreté en Afrique Subsaharienne s'est enracinée durablement – se situant au-delà des 50 % de la population, le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté ayant doublé.

Qu'est ce qui peut expliquer des résultats si différents ? De récentes études ont souligné le rôle vital de l'agriculture dans l'essor initial de la Chine. La concentration des efforts de la Chine sur sa croissance agricole a joué un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté. On a estimé que l'agriculture a quatre fois plus contribué à réduire la pauvreté que le développement des secteurs de l'industrie et du tertiaire, créant ainsi un levier formidable de réduction des inégalités et de la pauvreté par le biais d'une forte allocation des investissements publics en faveur des zones rurales, et ce dès le début.

Selon un récent rapport de l'IFPRI, les réformes agricoles en Chine « ont été guidées par une volonté politique forte, se basant sur une méthodologie graduelle mais constante d'essais-erreurs. ». Au contraire de ce qui a été appliqué en Afrique, où les politiques agricoles se sont fondées sur des paradigmes provenant de l'étranger, en Chine, celles-ci étaient établies « en fonction des résultats bien plus que sur une théorie ou une idéologie ».

Les auteurs de conclure que pour soutenir la croissance de l'agriculture en Afrique, les réformes doivent viser la hausse de la productivité en favorisant l'agri-

culture familiale et paysanne, par le biais notamment de la garantie des droits à la terre et le renforcement des possibilités de marchés qui leurs sont offertes. De plus, l'investissement dans les infrastructures rurales, telles que le transport ou l'irrigation, doit être revu à la hausse, et le soutien à la recherche agricole ne doit pas seulement être augmenté mais également adapté aux caractéristiques spécifiques de l'Afrique, comme l'est la prédominance de l'agriculture pluviale.

Sources : Fan, Shenggen, Nestorova, Bella and Olofinbiyi, Tolulope, 2010, « China's Agricultural and Rural Development : Implications for Africa », IFPRI ; Godoy, Julio, 2010, « Africa Should Take Lessons from China », IPF News <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=51590>

Le soutien public aux agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans peut être partiellement mesuré par la dépense budgétaire en matière agricole. Dans le classement FaimZÉRO, nous avons estimé la dépense budgétaire des gouvernements en matière agricole, et l'avons comparé à un taux de 10 % (approuvé par l'Union Africaine en 2003 comme étant l'objectif du continent en la matière) jugé comme étant le niveau adéquat de soutien public à l'agriculture. Les bulletins de notes analysent également les efforts des pays donateurs dans l'aide aux politiques agricoles des pays en développement (voir page 91 pour les résultats et plus de détails).

On observe des bons et des mauvais points au sujet des politiques budgétaires en faveur de l'agriculture. Les gouvernements recommencent à investir dans l'agriculture, bien que partant de très bas. Sept pays (Tanzanie, Ouganda, Sénégal, Népal, Pakistan, Vietnam et Haïti) ont amélioré leurs notes en matière d'allocation budgétaire à l'agriculture entre l'année dernière et cette année.

Le Malawi alloue bien plus que 10 % de son budget à l'agriculture et connaît des résultats impressionnants. Entre 2005 et 2007, le Malawi a vu sa balance alimentaire passer d'un déficit de 43 % à un surplus de 57 % à mesure que sa productivité doublait. La production de maïs a triplé et les prix des aliments ont chuté pour la population pauvre des villes, tandis que les revenus des agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans augmentaient du fait de la hausse de la productivité. La croissance de l'économie du Malawi est de 6,6 % en moyenne depuis 2004, essentiellement tirée par le secteur agricole⁽⁶⁸⁾.

Le Rwanda a également augmenté massivement son allocation budgétaire au cours de ces dernières années, en conséquence d'un engagement gouvernemental fort vis-à-vis de l'agriculture et des nouveaux systèmes de protection sociale. Il en résulte un renversement de la situation concernant la faim et la pauvreté dans le pays. Par exemple, on peut noter que le Rwanda est sur la voie d'atteindre l'OMD concernant la réduction de moitié de la malnutrition infantile un an avant l'échéance de 2015 – bien avant d'autres nations « plus riches »⁽⁶⁹⁾.

Les récents résultats du Rwanda sont largement à mettre au compte d'un investissement soutenu en matière d'agriculture. Ces progrès ont été rendus possibles par une nouvelle politique gouvernementale qui soutient les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans, par le biais de la fourniture d'outils importants et de graines, tout en étendant l'irrigation⁽⁷⁰⁾, en plafonnant la propriété foncière et en soutenant une production préservant l'environnement afin de juguler le problème endémique que constitue l'érosion des sols au Rwanda. Ces actions ont conduit à une augmentation de 15 % de la production agricole entre 2008 et 2009⁽⁷¹⁾, et ont permis le doublement des cultures de maïs⁽⁷²⁾.

Grâce notamment à des économies rurales solides et au soutien de paysannes et paysans qui peuvent répondre aux flambées des prix en semant plus, tous ces pays ont traversé les crises alimentaires et financières avec relativement plus de facilité, dans la mesure où la croissance du secteur agricole a permis de réduire l'impact des récessions des secteurs industriels et miniers. Le Vietnam, Le Rwanda et le Malawi ont d'ailleurs connu une légère croissance de leur PIB entre 2008 et 2009, et celui du Ghana s'est maintenu au même niveau.

Malheureusement, nombre des pays dont les résultats sont mauvais dépensent encore bien trop peu pour la réduction de la faim. Par exemple, alors que le Pakistan a vu son budget global doubler depuis 2008, la part allouée à cet objectif n'est encore que de 1,6 % - une honte, si l'on considère que près de deux tiers de sa population, et 80 % de la population pauvre du pays, vivent en zone rurale et que les revenus de la plupart d'entre eux dépendent de l'agriculture.

Encadré 5 :**Une initiative africaine en faveur de l'agriculture : le seuil budgétaire de 10 % du PDDAA (ou CAADP).**

Les pays africains se sont engagés en faveur de l'agriculture et la sécurité alimentaire par le biais du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Le PDDAA est une initiative africaine basée sur des « conventions » nationales en faveur de l'agriculture. Cette initiative engage les pays signataires à mettre en œuvre un plan en faveur du secteur agricole et les donateurs à le soutenir. Elle fixe un objectif de hausse des dépenses en faveur de l'agriculture à hauteur de 10 % du budget total et une croissance minimale de ce secteur de 6 %.

Avant la crise alimentaire, très peu de pays avaient effectivement signé des conventions, mais depuis juillet 2010, 18 pays sont signataires de conventions PDDAA et de nombreux autres se préparent à en implanter.

Source : Objectifs PDDAA. <http://www.caadp.net/blog/>

La moitié des pays africains analysés dans ce classement a alloué moins de 5 % de leur budget à l'agriculture, et ce malgré l'engagement des gouvernements africains à dépenser une part de 10 % en ce sens.

Les services fournis par les gouvernements avec ce budget sont également un indicateur du rôle que les allocations budgétaires joueront dans la réduction de la pauvreté et de la faim. Depuis trop longtemps, les politiques agricoles se sont concentrées autour d'une agriculture extensive, commerciale et d'exportation, très consommatrice de ressources. Le consensus émergent prône que le soutien doit être plus directement dirigé aux agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans. Néanmoins, dans la réalité, les programmes gouvernementaux ne font pas encore état d'un soutien direct aux services les plus nécessaires aux agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans – et en particulier aux agricultrices.

Ceux-ci incluent les « services d'aide au développement », qui fournissent une aide vitale aux paysannes et paysans pauvres et souvent isolés par le biais de conseils adaptés et de formation de la part de « spécialistes de l'agrandissement » dans les zones rurales, afin de soutenir leurs activités et d'améliorer leur productivité (voir pages 83-84 pour nos indicateurs).

Notre classement offre également un regard sur l'accès des paysans à ce type de services. Bien que des statistiques précises à ce sujet soient difficiles à obtenir, notre analyse montre que la RDC et le Burundi en particulier obtiennent de très mauvais résultats en la matière, et que le Pakistan, la Gambie, la Zambie, l'Inde, le Lesotho et le Liberia offrent déjà un accès légèrement meilleur. Les paysannes et paysans chinois et vietnamiens ont de bien plus importants résultats concernant l'accès à ces services d'aide au développement – dans le cas du Vietnam, c'est un véritable système qui a été mis en place, s'étendant du niveau central au niveau communal.

La croissance de l'agriculture familiale et paysanne semble être particulièrement efficace dans la réduction de la faim dans les pays possédant un système relativement juste de distribution des terres. La plupart de la population pauvre rurale dépend des revenus agricoles, et pourtant ne contrôle que peu des terres cultivables. Les femmes en particulier subissent des inégalités importantes dans l'accès, la propriété et le contrôle des terres sur lesquelles elles travaillent, et doivent en conséquence être les premières bénéficiaires des réformes agraires ou des processus de distribution des terres. Les lois et des systèmes déjà existants doivent être mis en œuvre afin de garantir que les femmes disposent d'un accès égal à la terre. Une fois les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans installés, il s'agit de mettre en place un fort soutien étatique afin de les aider à développer leurs cultures.

On note par exemple qu'une bonne partie du succès vietnamien repose sur la réforme Doi Moi, processus entamé en 1986, ainsi que les énormes progrès réalisés en matière d'agriculture. Par le biais d'une redistribution équitable des terres en faveur des agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans et d'un soutien important une fois installés, ce programme a permis de nourrir et de subvenir aux trois quarts de la population. De la même manière, la Chine a décidé d'une redistribution des terres relativement équitable suivie d'un investissement important en vue de soutenir les paysans pauvres. Il en résulte une réduction de plus de 58 millions du nombre de personnes souffrant de la faim entre 1990 et 2001⁽⁷³⁾.

Une distribution inéquitable de la terre est à l'inverse un facteur majeur de malnutrition. On peut citer l'exemple du Cambodge, où une famille rurale sur cinq est soit sans terre, soit n'en possède pas assez pour subvenir à ses besoins⁽⁷⁴⁾.

Favoriser la réduction de la pauvreté rurale par la protection sociale



Un soutien productif, par le biais de services d'aide au développement, de crédit, de réforme agraire et de recherche et développement, n'est qu'un des volets du problème. L'autre élément critique est un investissement supplémentaire dans des mesures de protection sociale – par exemple, un système de rationnement alimentaire, de pensions, de protection infantile, de repas gratuits à l'école, de sécurité de l'emploi – en faveur des populations rurales pauvres. Comme cela a été amplement démontré durant les crises financières et alimentaires de 2008 et 2009 (voir encadré 7), les systèmes de protection sociale garantissent des revenus de base aux populations rurales en période difficile, minimisant les baisses de calories consommées qui ne sauraient être empêchées autrement. Ce n'est donc pas une surprise que de tels systèmes aient produit des résultats importants en matière de nutrition tant sur les adultes que sur les enfants⁽⁷⁵⁾.

Certains programmes, comme l'achat garanti par le gouvernement des produits de l'agriculture familiale et paysanne, les crédits subventionnés, la fourniture de semences ou d'engrais, conjuguent deux objectifs (stabilisant les revenus ruraux et stimulant la production) au sein d'un même programme : le Overseas Development Institute considère par exemple le programme de subvention du Malawi comme une forme de protection sociale.

Sur le long terme, la protection sociale a plusieurs effets bénéfiques. Elle peut améliorer les capacités de la population rurale pauvre en favorisant de meilleurs résultats scolaires, augmentant de ce fait la productivité des paysannes et paysans et multipliant ainsi l'efficacité des investissements dans des domaines comme la recherche agricole, le développement et le crédit. Observant que les aides sociales en Zambie étaient majoritairement dépensées en produits locaux, Samson souligne que « le transfert de pouvoir d'achat vers des zones rurales isolées offre une possibilité de revitalisation des économies locales »⁽⁷⁶⁾. Quand la protection sociale devient légale et universelle, elle agit comme un mécanisme de redistribution, une manière pérenne de réduire les inégalités et la pauvreté. En Afrique du Sud par exemple, les transferts sociaux réduisent l'écart de pauvreté de 47 %⁽⁷⁷⁾.

Nous avons mesuré le niveau de couverture atteint sur des points clés de la protection sociale dans les pays en développement et dans les pays développés. Malheureusement, trop peu de pays ont fait du financement de tels programmes d'allocations une priorité budgétaire (pour plus d'informations voir pages 85 et 93). Bien que des programmes encore limités existent dans la plupart des pays en développement, douze pays (Le Burundi, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Sénégal, la Sierra Leone, l'Ouganda, la Chine, le Népal, le Pakistan, le Guatemala et Haïti) ont amélioré leurs résultats cette année en termes de couverture sociale, et seulement une poignée a failli dans ce domaine.

Le Brésil, meilleur élève de notre classement, a véritablement étendu sa couverture sociale ces dernières années. Les améliorations du salaire



Encadré 6 : Programme de distribution alimentaire du Brésil : combattre la faim et renforcer les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans.

Composante du Programme « Faim Zéro » lancé en 2003, le programme d'acquisition d'aliments (PAA*) au Brésil vise à assurer l'accès à une nourriture de qualité aux populations en proie à l'insécurité alimentaire, tout en promouvant l'intégration sociale dans les zones rurales par l'acquisition des produits en provenance des exploitations familiales et paysannes.

Le rachat de la nourriture est garanti à un prix seuil afin de permettre de réduire les pertes dues aux fluctuations du marché. À ce jour, le PAA paye environ 30 % de plus que la valeur actuelle du marché pour des produits agroécologiques – une des pratiques agricoles durables – issus d'agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans.



Ce programme est une action conjointe de six ministères et inclut des actions telles que le rachat direct à des exploitations familiales et paysannes de nourriture pour la distribution ou la constitution de stocks alimentaires et le soutien à la production et à la consommation de lait, ou encore l'acquisition de nourriture, pour fournir des repas à l'école.

Durant la période 2003 à 2007, les rachats aux exploitations familiales et paysannes ont profité à plus de 15 millions de personnes en proie à l'insécurité alimentaire ou nutritionnelle. Durant cette même période, le nombre de familles de paysannes et paysans ayant bénéficié du programme a plus que doublé, passant de 40 millions à plus de 100 millions.

Le PAA est considéré comme étant un programme d'avant-garde et a été fortement inspiré par les expériences des mouvements sociaux et du CONSEA (Conseil National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle). Un démantèlement reste néanmoins possible avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement fédéral. Les organisations de la société civile brésilienne, dont fait partie ActionAid, soutiennent le PAA, action qui doit être pérenne.

Sources : Loi ordinaire 10696, 3 juillet 2003, Art. 19 – www.senadofederal.gov.br, régie par le décret 4772, 2 juillet 2003 et par le décret 6.447, 7 mai 2008.
www.inesc.org.br/biblioteca/textos/baixa-execucao-orcamentaria-do-paa-preocupa-agricultora-familiar/?searchterm=PAA

minimum et de son programme d'aides sociales ont été mises en place en même temps que des programmes de crédits subventionnés et de fourniture de matériel dans le but de soutenir l'agriculture familiale et paysanne⁽⁷⁸⁾. Conjointement, ces mesures sont reconnues pour avoir un impact positif dans la réduction de la faim extrême et des inégalités.

Historiquement, les inégalités au Brésil sont importantes, menant la pauvreté à des niveaux effarants par rapport à la taille de son économie. Le gouvernement, dans le but de diminuer la faim et la pauvreté, a mis en place en 2003 le programme « Faim Zéro », qui vise à éradiquer la malnutrition au Brésil. Il consiste en une stratégie d'ensemble rassemblant un total de 53 mesures – telles que des allocations familiales, des

repas gratuits et de la nourriture subventionnée – afin de garantir l'accès à la nourriture aux plus démunis et améliorer leur sécurité alimentaire. Le programme Bolsa Familia, qui fournit des aides financières conditionnées aux familles remplissant un certain nombre de critères tels que la scolarisation des enfants, bénéficie à 12,4 millions de familles pauvres⁽⁷⁹⁾.

En outre, le gouvernement a également augmenté ses aides aux exploitations familiales et paysannes en vue de juguler les énormes inégalités du secteur agricole. Les mesures du gouvernement brésilien d'aide à ce secteur incluent le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF), qui a consenti 1,9 million de crédits à taux réduit à des agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans. Elles ont également soutenu les paysannes et paysans en garantissant le rachat de leur production. Ainsi, au moins 20 % des repas scolaires à travers le pays sont issus de leurs cultures (voir encadré 6)⁽⁸⁰⁾. D'autres mesures d'incitation incluent une assurance contre les effets du changement climatique et le Programme de prix garantis pour l'agriculture familiale*, dédommage les paysannes et paysans en cas de chute des prix sous les coûts de production⁽⁸¹⁾.

Ces programmes ont réussi à réduire fortement la pauvreté rurale et à améliorer le sort des agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans. De 2002 à 2008, la pauvreté chez les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans s'est réduite de 37 % et leurs revenus ont augmenté en moyenne de 30 %. Dans le même temps, la classe moyenne agricole a augmenté de 29 %. Et bien que ne possédant qu'une petite part des terres agricoles – aux alentours de 25 % - les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans jouent un rôle vital dans la production alimentaire du pays, produisant environ 70 % des denrées du pays et constituant environ 10 % du PIB total⁽⁸²⁾.

Mais malgré ces succès, des réformes plus radicales seront nécessaires pour réaliser des progrès supplémentaires et plus profonds vers une société plus égalitaire. On peut par exemple noter qu'alors que le processus de réforme agraire a également aidé de nombreux pauvres à accéder à la terre, à ce jour cela n'a eu que peu d'impact sur l'effarante concentration des terres aux mains d'un petit nombre, 1 % de la population rurale détenant encore 43 % des terres agricoles⁽⁸³⁾.

Encadré 7 :

Survivre à la tourmente : Pourquoi et comment certains pays ont minimisé l'impact des crises alimentaires et financières.

Les raisons pour lesquelles certains pays sont sortis relativement indemnes des crises alimentaires et financières mondiales – et d'autres non – sont complexes et d'aspects divers. Cependant, les pays ayant réalisé des progrès importants dans la réduction de la pauvreté et de la faim sont souvent ceux qui ont le mieux su gérer l'impact de ces crises sur leur population, par ce qui apparaît être une combinaison de nouvelles politiques limitant l'impact des crises alimentaires et financières, ou par l'extension de programmes existants améliorant la protection des plus démunis.

La Chine a été largement épargnée de la crise alimentaire mondiale. Son autosuffisance alimentaire lui a permis d'isoler sa population de ces effets, tout en assurant la distribution publique des denrées de base et en limitant la spéculation interne sur les prix alimentaires. Dans le même temps, l'aide financière à l'agriculture a augmenté, permettant l'augmentation des stocks de nourriture malgré une grande volatilité du marché. À mesure que la crise s'étendait, la Chine a mis en place sur deux ans un sauvetage financier impressionnant équivalant à 12 ou 13 % de son PIB destiné en majeure partie au financement de nombreux programmes en faveur des plus pauvres. Ajouté à d'autres initiatives, cela a semblé-t-il conduit à une hausse de la consommation interne de produits nationaux et à une plus grande activité économique dans son ensemble.

Le Vietnam a également étonnamment bien supporté la crise financière mondiale grâce à l'introduction d'un plan de relance évalué à 8,3 % du PIB, destiné à la protection des plus démunis. Il faut également prendre en compte le soutien historique du gouvernement au secteur agricole, qui a agi comme un véritable rempart contre la crise. Le très bon taux d'autosuffisance alimentaire du pays a minimisé l'impact de la hausse globale des prix alimentaires. Les populations nouvellement urbaines qui avaient perdu leur emploi sont retournées chez elles : la possibilité de détenir de la terre et de la cultiver leur a permis de trouver une source alternative de revenus pour survivre à la crise économique.

Au Brésil, les mesures de protection sociale telles que la Bolsa Familia ont agi comme un véritable filet de sauvetage pour un quart de la population brésilienne, fournissant un revenu minimal pour un coût équivalent à 0,4 % du PIB. Le gouvernement brésilien – comme celui d'autres pays d'Amérique Latine subissant le ralentissement économique mondial – a étendu son programme à 1,3 millions de familles supplémentaires. Un des aspects très positifs de la Bolsa Familia – et d'autres programmes d'assistance équivalents – est que tout en sauvant des millions de personnes de l'extrême pauvreté, il leur permet de devenir des consommateurs à part entière, stimulant ainsi les économies locales et régionales. D'autres mesures ont contribué à juguler les hausses des prix alimentaires et les niveaux de pauvreté, parmi lesquels la hausse du salaire minimum, un meilleur accès à l'emploi, et l'introduction d'un système public de stocks alimentaires où les denrées étaient produites par les exploitations familiales.

Sources : Chhibber, A., Ghosh, J. and Palanivel, T., 2009, « The Global Financial Crisis and the Asia-Pacific region – A Synthesis Study Incorporating Evidence from Country Case Studies », The Global Economic Crisis and Developing Countries: Impact and Responses, Oxfam International.

Le rôle de la volonté politique et de la population

Le manque de soutien public à l'agriculture dans de nombreux pays peut être attribué non seulement à l'austérité des mesures dictées par les donateurs et le manque de fonds gouvernementaux, mais également au pouvoir restreint des agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans à négocier des aides. Une société civile organisée est vitale pour favoriser une redistribution des pouvoirs. Et encore plus dans le cas de l'agriculture, où les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans font face à de nombreux défis pour s'organiser, comme le conflit, le manque de ressources, la discrimination par l'âge ou par le genre. La plupart des paysans les plus démunis sont incapables de « demander » des services adaptés, et ne sont pas organisés en communauté agricole. Les coopératives et les organisations de producteurs qui servaient parfois de relais aux paysans pour la prise de décision politique soit n'existent plus, soient se sont considérablement affaiblies dans la plupart des pays, tandis que les représentants des intérêts commerciaux des groupes agricoles, mieux organisés et ayant plus de pouvoir, ont dominé de manière croissante les débats et la prise de décision politique.

Un rapport de 2008 de la Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural sur l'implantation effective dans le secteur rural de la Déclaration de Paris, observe sans détour que « les paysannes et paysans et les communautés rurales ont été largement exclus des mesures politiques agricoles », telles que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), approches sectorielles conjointes pour multi-donateurs⁽⁸⁴⁾.

Le déclin des organisations de producteurs en faveur des agriculteurs et agricultrices pauvres associé à la privatisation ou au démantèlement de services publics majeurs (comme les comités de commercialisation, les banques agricoles et les services d'aide au développement) les ont laissés sans réel pouvoir de négociation sur le marché. À mesure que l'État reculait, les géants mondiaux de la commercialisation des semences et des engrais sont devenus les principaux fournisseurs des agriculteurs et

agricultrices familiaux et paysans en biens de consommation, en financement et en service d'aide au développement. Qu'en résulte-t-il ? La forte concentration des groupes commerciaux de semences et d'engrais a réalisé des bénéfiques records, tandis que les agriculteurs et agricultrices devenaient de plus en plus dépendants de services onéreux, les menant à toujours plus d'endettement et de marginalisation. Dans le même temps, l'organisation insuffisante des paysannes et paysans pauvres exacerbait une pression de toute part. Incapables de se développer sans le « soutien » très cher du secteur privé, ils sont de fait incapables de négocier des accords justes pour leurs produits sur le marché.

Néanmoins, les organisations de la société civile ne sont pas toujours les seules porteuses d'un changement en faveur des plus démunis. Dans certains cas, les idéologies, l'agenda et les sympathies des élites politiques peuvent apporter un changement en faveur des pauvres, comme cela s'est vu dans le virage du Malawi ou du Rwanda en faveur des agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans. Le Brésil est un cas intéressant, où une volonté politique et une pression de la société civile ont toutes deux joué un rôle dans les mesures visant les plus démunis. La récente reconnaissance du droit à l'alimentation dans la Constitution fédérale brésilienne – déclarant le droit légitime, au plus haut niveau, à ce qu'aucun Brésilien ne souffre de la faim⁽⁸⁵⁾ – a été le résultat combiné d'un engagement fort du Président Lula et de plusieurs années de plaidoyer et d'activisme de la part de la société civile du pays.

Une condition de base permettant aux citoyens d'engager la responsabilité du gouvernement est l'assurance d'une information de qualité : connaître les obligations et les promesses qui lient le gouvernement, ce qu'il met en place effectivement – ou pas – pour tenir ses engagements, et l'efficacité de ses actions. C'est pourquoi, dans le classement de cette année, nous avons inclus l'état du droit à l'information en tant qu'indicateur.

Au niveau mondial, une étape importante vers une plus grande responsabilisation vis-à-vis de la faim a été franchie à travers la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unis (CSA), dont l'objectif est « la coordination des efforts de la communauté internationale pour en finir avec la faim » et avec la garantie que « toutes les voix pertinentes seront entendues dans le débat public concernant l'alimentation et l'agriculture ». Le CSA pourrait devenir un acteur clé dans un système de gouvernance représentative légitime des ressources alimentaires, mais n'est pour l'instant qu'une instance de débat. Il manque de pouvoir réel pour faire pression sur un État (ou un groupe d'États) membre de l'ONU dont les agissements nuiraient au droit à l'alimentation, et bien que son mandat inclut « la coordination des efforts de la communauté internationale », celui-ci n'a pas les moyens de coordonner les financements mondiaux. Pour que le CSA puisse remplir sa mission, il doit être lié à des mécanismes multilatéraux légitimes afin de renouveler les plans nationaux et régionaux de réduction de la faim et s'assurer que la communauté internationale puisse les financer aux niveaux nécessaires.

Échec de la libération du potentiel des femmes paysannes

« Je dois absolument produire plus de nourriture et gagner plus d'argent : mes enfants ont été renvoyés de l'école car nous ne pouvions pas payer leur scolarité. Il vaut mieux travailler avec les autres. On s'entraide et on a plus de poids. »

- **Liccy Nhkoma, 46 ans, exploitante agricole, district de Rumphi, Malawi**

Dans la plupart des domaines étudiés dans ce classement FaimZÉRO, les gouvernements et les donateurs échouent à soutenir les femmes dans leurs besoins spécifiques. Les femmes paysannes doivent être soutenues afin d'augmenter leur productivité pour qu'elles puissent améliorer la sécurité alimentaire de leurs familles et produire le surplus nécessaire à la revente sur les marchés locaux. Hélas, les inégalités de genre dans les secteurs agricoles et fonciers sont particulièrement graves.

Les femmes ne possèdent que 1 % des terres dont les titres de propriété existent. En RDC, en Zambie, en Afrique du Sud, au Rwanda et au Sierra Leone, la possibilité pour une femme d'accéder et de contrôler la terre est particulièrement limitée. Même en Afrique du Sud par exemple, où la constitution garantit l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, les « lois coutumières » sont souvent invoquées dans les zones rurales du pays afin de réduire leurs droits à la propriété. Les femmes accèdent à la terre par le biais de leurs maris, tandis qu'une femme seule en est exclue car la terre est réservée aux couples.


Dans la plupart des pays étudiés dans le classement, même si les femmes sont en mesure d'obtenir des terres, elles sont souvent écartées – ou les dernières servies – des différents programmes pouvant les aider à se développer, comme les services d'aide au développement, les crédits et les matières premières subventionnées. Les femmes paysannes en Afrique Subsaharienne ne bénéficient que de 7 % des services d'aide au développement, et de moins de 10 % des crédits destinés aux paysannes et paysans⁽⁸⁶⁾.

Dans la mesure où les femmes paysannes constituent la majorité des paysannes et paysans pauvres, il est impératif qu'elles soient représentées et à même de présenter leurs besoins spécifiques afin que les gouvernements et les donateurs puissent commencer à y subvenir. Des millions de femmes paysannes démunies pourraient de ce fait sortir d'elles-mêmes de la pauvreté, et renverser ainsi des inégalités de genre durablement établies.

Nous avons inclus dans le rapport de cette année une nouvelle mesure des institutions sociales et des inégalités de genre, qui permettent l'analyse des racines institutionnelles de l'exclusion des femmes du développement (voir page 88). Le Brésil, le Cambodge et le Vietnam reçoivent les meilleures notes dans ce domaine, tandis que le Sierra Leone, l'Inde et le Pakistan sont les plus mauvais.

Encadré 8 : Une seule case ne suffit pas.

Le classement FaimZÉRO inclut un nouveau sous-indicateur qui mesure les performances des gouvernements dans la collecte de données détaillées par sexe, en relation dans le cas présent aux ressources et services clés du secteur agricole. Notre examen a permis de savoir si les gouvernements collectent des données détaillées par sexe sur les domaines suivants : propriété de la terre, bénéficiaires des services d'aide au développement, accès au crédit. Les résultats sont décevants – bien que peu surprenants – dans la mesure où seuls le Guatemala, le Brésil, l'Éthiopie et le Nigeria recueillent des données détaillées dans ces trois domaines.



Les statistiques des femmes concernant leur rendement, leur taux d'adoption technologique et leur consommation de matières premières sont rarement indiquées, et ce indépendamment du manque de données détaillées par sexe. Ce phénomène accentue l'invisibilité des femmes dans le domaine agricole, malgré le fait qu'elles constituent la majorité des paysans dans la plupart des pays. Le manque de données perpétue l'idée – par ailleurs parfaitement infondée empiriquement – que les femmes sont moins productives que les hommes. Concentrer les réformes agricoles en faveur des femmes vise à vaincre les discriminations dans l'accès aux ressources existantes, ainsi qu'à introduire des services et technologies nouvelles qui répondent aux besoins spécifiques des femmes paysannes. Tandis que certaines contraintes sont spécifiques aux femmes et demandent des mesures adaptées, la plupart de leurs besoins sont les mêmes que ceux des hommes, et le véritable enjeu politique réside dans le fait de leur garantir le même accès aux biens et services. Par le biais d'outils tels que la collecte de données et la mise en place de comparaisons détaillées par sexe, et la surveillance de celles-ci, les gouvernements peuvent réaliser à travers leurs actions des progrès majeurs en termes d'inégalités de genre.

Sources : ActionAid International, 2010, « Fertile Ground: How Governments and Donors can halve hunger by supporting small farmers ».

Une crise mondiale : L'enjeu de la réduction de la faim

« Tous les membres de la communauté perçoivent que le climat est en train de changer – c'est une préoccupation majeure, car notre survie dépend de la pluie. Je produis 50 % de moins qu'il y a 5 ans, en grande partie à cause de ce climat changeant et d'une terre peu fertile. »

- Tesfa Garadew, 57 ans, État régional d'Amhara, Éthiopie

Les agrocarburants et la crise financière : Impact sur les populations pauvres et réponses des gouvernements

L'explosion des prix des aliments et du carburant, suivie de la crise financière mondiale, a eu des effets profonds sur les populations pauvres des pays en développement. Cette période de désarroi mondial a également eu pour effet un réveil brutal pour nos dirigeants – avec des conséquences à la fois négatives et positives.

Un nombre important de gouvernements de pays en développement a été incité à revoir leurs politiques alimentaires et à prendre acte que le démantèlement de l'aide publique à l'agriculture par des réformes économiques était une erreur. Après des décennies de baisse, les gouvernements et les donateurs ont recommencé à investir dans l'agriculture. Dès avant la crise alimentaire, les investissements étaient revenus à la hausse, les dépenses dans l'agriculture des gouvernements africains doublant entre 2000 et 2005. La crise alimentaire a également souligné la dépendance et le coût des importations, incitant des pays comme le Nigeria, le Sénégal, la Tanzanie, le Bangladesh et l'Inde à mettre en œuvre de nouveaux projets renforçant leur sécurité alimentaire, visant à ne plus dépendre des importations pour nourrir leurs populations. Il est dommage qu'il ait fallu une crise alimentaire, qui a eu un impact dévastateur sur les plus démunis, pour déclencher de telles actions.

Un résultat bien plus négatif de la crise alimentaire réside dans l'intérêt croissant des gouvernements internationaux et des investisseurs privés à

l'acquisition de terres cultivables dans les pays en développement. Dans le cas des gouvernements, l'intention est d'utiliser ces terres pour cultiver des denrées de base pour leur propre population, tandis que celui des investisseurs est d'utiliser la terre pour produire des matières premières agricoles – comme les agrocarburants – destinées à l'exportation. Ces phénomènes ont conduit l'ONU à produire une série de rapports soulignant la peur d'une nouvelle « ruée vers les terres » et des déplacements de populations pauvres. Pour l'instant néanmoins, la seule réponse de la communauté internationale est une série de « directives » relativement anodines de la part de la Banque mondiale, qui ont été condamnées avec franchise par le Rapporteur spécial aux Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, en raison de leur absence de mesures de protection concrètes en faveur des plus démunis.

De plus, la crise a posé de nouvelles problématiques concernant l'avenir : quel est le rôle adéquat des gouvernements dans la gouvernance économique ? Comment et par qui les prix alimentaires doivent-ils être régulés ? Quelles sont les étapes à franchir pour garantir la sécurité alimentaire mondiale à moyen terme ? Une attention particulière a été portée au rôle de la spéculation rampante des matières premières agricoles, directement liée à la dérégulation de la majeure partie du système financier, incluant les marchés de matières premières, dans les années 90. Un consensus s'est formé sur le fait que la spéculation a poussé artificiellement les prix à la hausse durant la crise alimentaire de 2008. Le Congrès des États-Unis a récemment adopté des mesures largement applaudies afin de réintroduire des règles essentielles concernant le commerce des matières premières, mais l'Union Européenne n'a encore rien fait. Les négociations au sujet de la création de réserves virtuelles ou réelles de grains au niveau régional ou mondial pour encadrer les prix sont restées sans conséquence.

La crise alimentaire a également démontré les limites certaines de l'actuel marché des matières premières alimentaires. Néanmoins, malgré de nombreuses promesses sérieuses de la part des dirigeants du globe à

remettre les accords commerciaux sur les rails, l'OCDE rapporte que les subventions à l'agriculture dans les pays industrialisés ont encore augmenté en 2009, au bénéfice des plus grandes compagnies et propriétaires terriens⁽⁸⁷⁾. Ce dumping de « montagnes de nourriture » maintenu à des prix artificiellement bas sur les marchés des pays développés ont continué pendant et après la crise ; alors qu'un surplus de lait au sein de l'UE a poussé les prix à la baisse l'année dernière, les sociétés ont reçu des subventions de la part de l'UE au lieu de réduire leur production, et ont vendu leur excédent de lait aux pays africains à des prix défiant toute concurrence des producteurs locaux. Pendant ce temps, par des moyens légaux comme les Accords de partenariat économique de l'UE, les pays riches ont maintenu la pression sur leurs voisins plus pauvres en réduisant leurs propres tarifs et en subventionnant toujours plus, laissant les paysans pauvres complètement vulnérables face à des prix d'importation artificiellement bas.

Si trop peu a été fait concernant les causes d'une malnutrition grandissante, les réponses en termes de financement sont encore plus parlantes. Les nations du G8 et du G20 réunies en 2009 se sont engagées à fournir un total de 22 milliards de US \$ sur trois ans afin d'aider les paysans des pays en développement et de lutter contre la faim. Au cours de cette étape, la reconnaissance du fait que la clé de la résolution de la crise alimentaire résidait dans l'investissement en faveur des agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans a été chaudement accueillie. Néanmoins, selon les calculs Peuples Solidaires et ActionAid, seulement environ 6 milliards de US \$ consistaient en argent frais, et non en promesses recyclées – et la question de savoir comment et à quoi cet argent sera investi n'a toujours pas de réponse claire. En pleine incertitude économique – avec les budgets de certains pays donateurs réduits ou au moins gelés – de sérieuses inquiétudes existent à savoir si cet argent sera effectivement disponible ou non.

Encadré 9 : **Les accaparements de terre : un phénomène inquiétant pour un avenir libéré de la faim.**

Les gouvernements tout comme les investisseurs privés négocient des accords concernant l'utilisation et la propriété de larges andains de terre fertile, parfois en échange d'une promesse d'investissement, ou encore pour des sommes d'argent dérisoires. Ces accords sont motivés par l'inquiétude des gouvernements vis-à-vis de la sécurité alimentaire et de populations croissantes, ainsi que par l'expansion du marché des agrocarburants. Cette tendance s'est intensifiée à la suite de la crise alimentaire, quand des pays connus pour être des grands importateurs de matières premières alimentaires ont connu des restrictions et des émeutes. Soucieux de leur sécurité alimentaire pour l'avenir, la Chine, l'Inde, l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud, le Koweït, les Emirats Arabes Unis et le Qatar se sont engagés dans un plan mondial d'accaparement de terre et d'eau. Ils souhaitent acheter des terres et de l'eau dans d'autres pays afin de subvenir à leurs propres populations.

Il est impossible de dire avec exactitude combien d'accords d'acquisition de terre ont été signés dans le monde, ni même quels pays sont les plus affectés. La fuite de l'ébauche d'un rapport de la Banque mondiale montre que les investisseurs dans les terres cultivables ciblent les pays dont la législation est insuffisante, achetant des terres arables à bas prix et ne remplissant pas les engagements en termes d'emploi et d'investissement. « L'intérêt des investisseurs se concentre sur les pays avec une faible régulation concernant l'administration des terres », peut-on lire dans ce rapport, précisant plus avant que « rarement si ce n'est jamais », des efforts sont faits pour lier de tels investissements à des « stratégies plus larges de développement national » « Les consultations des populations locales sont souvent insuffisantes », ajoute-t-il. Bien que les accords stipulent des promesses de création d'emploi et d'infrastructures, « les investisseurs ne donnent pas suite à leurs plans d'investissements, et dans certains cas infligent de sérieux dégâts aux ressources de base locales ».

Sources : Alex Evans. Fuite d'un rapport sur les accaparements de terre de la Banque mondiale. 28 juillet 2010. Javier Blas, 2010, Financial Times, World Bank warns on « farmland grab ».

Plus inquiétant encore, Peuples Solidaires et ActionAid n'ont pas réussi de trouver une preuve d'aucune augmentation des fonds mis à disposition par les donateurs en direction du secteur agricole issus de l'initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire du G8, où des promesses de 22 milliards de US \$ ont été annoncées. Même prise dans son ensemble, la petite augmentation de 6 milliards de US \$ (d'argent frais) est en fait constituée d'une pléthore d'autres dépenses liées à la sécurité alimentaire – aucun fonds n'est destiné au secteur agricole. De plus, les nouveaux fonds destinés à l'agriculture émanant de quelques pays sont compensés par la réduction d'engagements pris par d'autres. Ainsi, les États-Unis se sont engagés à de nouvelles promesses de dons significatives pour aider le secteur agricole, mais les réductions d'autres pays – comme le Japon ou l'UE – tirent en fait à la baisse les engagements totaux du G8.

Les États-Unis se sont engagés à de nouvelles promesses de dons significatives par le biais de l'initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire en 2009. Sous la présidence de Barack Obama, les promesses de dons des États-Unis pour venir en aide au secteur agricole pourraient connaître une hausse spectaculaire de 74 %, à ajouter au triplement du financement de programme de nutrition dans les pays en développement. Obama a également envoyé des signaux encourageants concernant les intentions des États-Unis en matière d'utilisation de ces fonds, investissant dans des projets agricoles conduits par les nations concernées.

À l'opposé, l'Italie s'est engagé à de très faibles dons, poursuivant logiquement sa performance globale, parmi les plus mauvaises de l'Union Européenne en terme d'APD – contribuant tout juste à hauteur de 0,16 % de son PNB en 2009⁽⁸⁸⁾. Un calcul Peuples Solidaires et ActionAid montre qu'il n'existe que peu de traces de quelconques nouveaux engagements de la part de l'Italie, mais plutôt une réduction d'environ 14,4 millions de US \$ de fonds engagés.

La crise financière a explosé sur les talons de la crise alimentaire. Bien que les pays en développement ne l'aient pas déclenchée, il est rapidement devenu clair qu'ils seraient ceux qui en souffriraient le plus. Et alors que les banques des pays riches reviennent à nouveau à des niveaux records de bénéficiaires en 2010, la Banque mondiale et le FMI estiment à

114 millions le nombre de personnes jetées dans la pauvreté absolue par le ralentissement économique⁽⁸⁹⁾.

Qui plus est, les effets de la crise semblent devoir perdurer dans les pays en développement dans les années à venir : les taux de population sous le seuil de pauvreté seront plus élevés en 2015, et peut-être encore plus tard – jusqu'en 2020 – qu'ils ne l'auraient été si l'économie mondiale avait poursuivi sa croissance au même rythme qu'avant la crise⁽⁹⁰⁾.


Face à un tel contexte, de nombreux pays donateurs, incluant l'Italie, le Japon, la Grande-Bretagne et l'Irlande, soit réduisent leur budget d'aide publique, soit se désengagent d'importantes promesses de dons en faveur des pauvres. De fait, durant leur sommet de 2010, les pays du G8 ont reculé en ne remplissant pas leur engagement de 2005 qui prévoyait une hausse de leurs promesses.

Encadré 10 :

Les plans nationaux ont besoin de financements externes : le cas du Rwanda.

L'appui au processus PDDAA (voir encadré 5) par le sommet de L'Aquila du G8 a marqué un tournant dans l'approche des donateurs vis-à-vis d'un soutien plus fort aux plans nationaux. En 2009, le lancement du Programme mondial de sécurité alimentaire et agricole (GAFSP) par l'Espagne, le Canada et les États-Unis a également eu un effet catalyseur pour une approche plus efficace basée sur les plans nationaux.

En 2010, le GAFSP a alloué de nouveaux fonds à des plans de développement agricole établis et conduits au niveau national dans cinq pays – dont le Rwanda. Malgré des engagements importants en faveur du secteur agricole et faisant partie des premiers signataires d'une convention PDDAA, le Rwanda peine à combler le « manque budgétaire » de ses plans et recherche désespérément le soutien de donateurs.



Avec 82 % des ménages pauvres dépendant de l'agriculture pour la majorité de leurs revenus, un tel financement aiderait le Rwanda à soutenir sa croissance économique et à réduire la pauvreté. Le Rwanda a fait de véritables progrès en quelques années, grâce à un engagement gouvernemental fort en matière d'agriculture. En conséquence de quoi la situation s'est inversée en termes de malnutrition et de pauvreté dans le pays. La production agricole a ainsi augmenté de 15 % entre 2008 et 2009, celle de maïs ayant doublé. Ceci à son tour a fortement réduit l'insécurité alimentaire et a renforcé la croissance économique.

L'importance de ce nouvel apport de fonds ne réside pas seulement dans les nouvelles possibilités de financement qu'il offre, sinon également dans la manière dont il est dépensé. Heureusement pour le Rwanda, certains de ces fonds viendront soutenir des plans déjà existants. Par exemple, les États-Unis doivent soutenir plus avant les plans du Rwanda pour la réduction de l'érosion des sols et pour l'irrigation, entre autres, et augmenteront drastiquement les capacités de financements des plans en cours au Rwanda.

Sources : Robert Zoellick, 2009, « Africa's lot not hopeless; it just requires more help », Daily Nation www.nation.co.ke/oped/Opinion/-/440808/646332/-/4n7j56/-/ ; Banque mondiale, 2010, « Global Fund Enlists Support of Civil Society and Producer Organizations to Advance Country-led Agriculture and Food Security Programs », 15 juillet ; Sam Ruburika, 2009, « Rwanda: Country Weathers Economic Crisis Despite Challenges Lying Ahead », All Africa, <http://allafrica.com/stories/200908060430.html>.

L'appétit pour les ressources concurrence la nourriture pour les plus pauvres

« Je n'ai pas de ferme et je n'ai pas de jardin parce que la seule terre que j'avais a été détruite par une société de agrocarburants. Nous souffrons de la faim et pourtant j'abandonne car même si je pouvais me trouver un autre lopin de terre à cultiver, je suis certain qu'ils viendraient le détruire aussi. »

- Elisa Alimone Mongue, 42 ans, Mozambique

Comme nous en avons parlé plus haut, la surconsommation massive d'énergie et des autres ressources naturelles dans le Nord devient l'une des principales causes de la faim dans les pays en développement. C'est pour cette raison Peuples Solidaires et ActionAid ont décidé de classer les pays développés selon leurs résultats en matière de changement climatique et de agrocarburants, en plus de leur soutien à des mesures agricoles et de protection sociale dans les pays en développement. Nous sommes donc en mesure de juger quels pays « donnent d'une main et reprennent par l'autre ».

Comme l'indiquent nos indicateurs sur le changement climatique (voir page 97) et sur les agrocarburants (voir page 95), les pays développés échouent lamentablement à réduire leur consommation de ressources.

Le changement climatique commence à produire des effets désastreux sur les rendements agricoles – les revenus de populations urbaines seront de plus en plus difficiles à obtenir. La rareté de l'eau induite par le changement climatique et l'augmentation des sécheresses sévères et des inondations affectent déjà la production alimentaire, tout particulièrement en ce qui concerne les aliments de base. Dans les seuls derniers mois, les inondations qui ont frappé le Pakistan ont conduit à d'importantes pénuries alimentaires, tandis que les sécheresses en Russie ont entraîné une hausse mondiale des prix⁽⁹¹⁾. Ces phénomènes correspondent directement aux prédictions en matière de changement climatique – un avertissement clair des impacts tragiques qu'il pourrait induire sur la faim dans le monde.

Les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans, les bergers et les pêcheurs artisanaux pourraient subir des effets complexes et localisés du changement climatique. Dans les pays en développement, les impacts pourraient être colossaux : selon le GIEC⁽⁹²⁾, le rendement de l'agriculture pluviale dans certains pays africains pourrait chuter jusqu'à 50 % d'ici à 2020, et jusqu'à 30 % dans certains pays d'Asie Centrale et d'Asie du Sud d'ici à 2050. L'agriculture a donc le potentiel d'être un élément de la solution ou un élément du problème. Qu'est-ce qui peut alors être entrepris et que font les pays riches ?

Pour se prémunir des impacts climatiques les plus dangereux, il faut que les pays riches réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % par rapport à leurs niveaux de 1990 d'ici à 2020. Notre classement (voir page 96) montre que seule la Grande Bretagne, avec son engagement de réduction de 34 %, et la Norvège (30 %) s'en approchent. Les pays les plus mal classés ont des objectifs tellement bas qu'ils sont presque ridicules, les États-Unis, l'Australie et le Canada s'engageant à des réductions de 3 à 4 %, tandis que le Japon n'a pas pris aucun engagement.

Nous avons également signalé les émissions des pays développés depuis 1990. Seule la Finlande a réduit suffisamment ses émissions, même si la Norvège, la Grande-Bretagne, le Portugal, la France et l'Allemagne s'en approchent. En Irlande, la situation s'inverse – très rapidement.

Les pays riches ont cumulé une énorme « dette climatique » d'émissions de gaz à effet de serre tout au long de leur histoire, qui empêche aujourd'hui les pays pauvres de recourir à de l'énergie bon marché, par une utilisation intensive de carburants fossiles, pour sortir de la pauvreté, si l'on veut juguler le réchauffement climatique. Les pays en développement, qui sont souvent en première ligne dans le combat contre le réchauffement, ont besoin d'une aide publique étrangère importante pour s'adapter au changement climatique, combattre la déforestation et s'imposer des sentiers de croissance à basses émissions carboniques.

Aucune estimation mondiale ne peut être précise à 100 %. Néanmoins, les calculs du PNUD sur l'adaptation et par les chercheurs de la Commission Européenne sur la mitigation suggèrent un besoin de financement public des pays en développement d'au moins 182 milliards de US \$ par an d'ici à 2020, en plus des promesses de dons existantes⁽⁹³⁾.

Les pays riches qui ont largement contribué à cette crise climatique font peu jusqu'à présent pour payer le véritable coût de leur pollution. Notre classement montre qu'à ce jour, pas un seul pays n'a payé plus de 5 % de la part qui leur revient dans les 200 milliards de US \$ à déboursier. Les États-Unis, la Grèce, le Japon, la Corée du Sud, l'Autriche et la

Belgique sont les plus à blâmer. Au vu des impacts sérieux du changement climatique sur la sécurité alimentaire, les pays tels que les États-Unis, qui apparaissent comme les champions de la lutte contre la faim, doivent faire correspondre leur ambition montrée au cours des engagements de l'Aquila en prenant des mesures légales pour réduire leurs émissions et s'engager à fournir des fonds supplémentaires afin de soutenir l'adaptation et la mitigation qui s'imposent aux pays en développement.

L'agriculture est aujourd'hui reconnue comme étant un facteur de changement climatique. En effet, celle-ci est responsable de 32 % des émissions de gaz à effet de serre⁽⁹⁴⁾. Les stratégies précédentes visant à intensifier

Encadré 11 : **Réduire la faim dans une économie mondialisée :** **l'émergence des BRICs.**

La sécurité alimentaire de la Chine est menacée : sa population ne cesse de grandir, le pays va devoir gérer ses effets sur le changement climatique, et il ne possède que 7 % des terres arables mondiales, dont un peu plus d'un million d'hectare disparaît chaque année à cause de la pollution et de la désertification. Alors que la réaction de la Chine à s'intéresser à l'étranger pour subvenir à ses besoins alimentaires est une solution logique, un tel phénomène pourrait avoir de graves conséquences pour les pays visés. La Chine a commencé à s'installer durablement dans l'agriculture africaine de manière substantielle. Elle a engagé 800 millions de US \$ dans la modernisation des infrastructures agricoles du Mozambique, et on estime à plus d'un million le nombre d'agriculteurs chinois à travers le continent. La politique agricole est à la délocalisation de sa production alimentaire et on dit que le pays a signé quelques 30 accords d'acquisition de terre dans différentes parties du globe. Alors que certains clament que la Chine ne s'est pas accaparée des terres aussi agressivement qu'elle l'aurait pu, cette politique d'acquisition de terre effraie ceux qui y voient une forme de « néo colonialisme », ou ceux qui pensent que cela compromet la sécurité alimentaire des pays hôtes par le biais d'accords vagues et manquant de garanties claires. Par ailleurs, les investissements lourds en matière de biotechnologies de la Chine ces deux dernières décennies inquiètent également, dans la mesure où ils pourraient

conduire à la mise en place de technologies qui ne sont pas adaptées aux millions d'agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans.

L'influence du Brésil s'étend également mais de manière différente, comme l'a montrée la tournée du président Lula da Silva dans six pays africains, durant laquelle il a assuré l'engagement du Brésil à aider l'Afrique à construire un avenir de stabilité et de développement. L'aide brésilienne se concentre non seulement sur les infrastructures, mais également sur les programmes sociaux et agricoles. L'Agence brésilienne de coopération (ABC) a un petit budget de 52 millions de reals (30 millions de US \$) mais on estime que l'aide brésilienne au développement atteindra globalement 4 milliards de US \$ par an – moins que la Chine, mais autant que des donateurs généreux comme la Suède ou le Canada.

L'un des objectifs clairs de l'engagement du Brésil vis-à-vis des autres pays est le développement d'une industrie et d'un marché global des agrocarburants. Vu les problèmes associés à la production de agrocarburants (voir page 95), les pays africains devraient considérer l'adoption du plan brésilien avec précaution. Plus positivement, il est enthousiasmant de voir le Brésil exporter son système de revenus sociaux conditionnés, très efficaces dans la réduction de la faim, comme cela a été le cas au Mozambique.

Sources : Carl Rubinstein, 2009, « China's eye on African agriculture », 2 Octobre, www.atimes.com/atimes/China_Business/KJ02Cb01.html; FAO, 2009, « Towards eliminating hunger: responses to the food crisis », The Economist, 2010, « Speak softly and carry a blank cheque. In search of soft power », 15 juillet, http://www.economist.com/node/16592455?story_id=16592455

la production se sont reposées sur les énergies fossiles, l'irrigation, les engrais chimiques et les pesticides. Le coût se mesure en termes de sols érodés et épuisés, de réserves d'eau épuisées, de salinisation causée par l'irrigation, de réserves d'eau polluées par les écoulements de pesticides et d'engrais, et de réduction de la biodiversité. Dans cette nouvelle ère de changement climatique et d'épuisement des ressources, les efforts pour augmenter la production agricole doivent aller de pair avec la préservation de l'environnement. En particulier, il est nécessaire d'augmenter les recherches, le développement et l'assistance aux programmes de soutien aux paysans promouvant de faibles consommations de matières premières, des méthodes agricoles résistantes au climat telles que l'agro-

écologie et l'agriculture bio. À ce jour, l'agriculture durable n'a reçu que peu d'appui de la part des gouvernements. Le classement FaimZÉRO juge également les pays développés à hauteur de leur soutien à l'IAASTD (pour International Assessment for Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development), résultat de quatre ans de recherches et de consultation impliquant 400 experts et membres de la société civile, qui est aujourd'hui ratifié par 58 pays (voir encadré 12) et qui souligne l'importance d'aller vers une agriculture plus durable.

Plus grave encore, dans leur recherche de réduire leur dépendance au pétrole sans avoir à réduire leur consommation d'énergie, les pays riches

Encadré 12 : IAASTD et agriculture durable

De nombreuses études montrent qu'une agriculture durable issue d'exploitations familiales et paysannes peuvent augmenter les rendements de manière significative. Elle utilise relativement peu d'engrais agrochimiques, qui coûtent moins chers aux paysans, étant également plus respectueuse et meilleure pour l'environnement. Cette situation est un échange gagnant-gagnant tant pour les paysans pauvres que pour l'environnement. Plusieurs organisations paysannes ont pris fait et cause pour cette approche depuis longtemps : leurs voix sont souvent couvertes par celles des intérêts du marché. Pourtant, des agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans mieux organisés, plus à même de négocier sur les marchés et de demander des services adaptés, pourraient être la clé du développement d'alternatives durables nécessaires.

L'IAASTD – résultat de quatre années de recherches et de consultation impliquant 400 experts et membres de la société civile – est aujourd'hui ratifié par 58 pays. Ce rapport appelle les dirigeants à reconnaître l'impact des externalités négatives de l'agriculture conventionnelle sur l'environnement, à apprendre des initiatives agro-écologiques existantes et à penser à des solutions intégrées pour l'agriculture incluant une dynamique sociale plutôt que des technologies surbrevetées et onéreuses. Il argumente en faveur d'un soutien massif au développement et

à l'expansion de méthodes peu consommatrices de ressources et biologiques – avec une attention particulière au travail des femmes et au respect des savoirs traditionnels et locaux. Il reconnaît que la garantie de la sécurité alimentaire et de revenus durables pour les personnes se trouvant actuellement sous le seuil de pauvreté a comme préalable le renforcement de l'accès et du contrôle des ressources par des agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans. Et il souligne que des régimes d'échange justes sont impératifs pour renverser le statu quo.

L'agriculture, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, est responsable de près de 14 % des émissions annuelles de gaz à effet de serre, et les modifications de l'utilisation des sols (incluant les déforestations en vue d'étendre les terres cultivables) le sont à hauteur de 19 % des émissions mondiales. Dans ce classement, nous avons signalé les pays signataires du IAASTD. Cependant, être signataire n'est pas suffisant en soi : les gouvernements doivent donner un aperçu de quand et comment ils comptent implanter les recommandations de l'IAASTD.

Sources : Pretty, J. et al. « Resource-conserving agriculture increases yields in developing countries ». *Environmental Science and Technology* 2006, 40(4)1114-1119. International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development, 2009, Agriculture at a Crossroads: Synthesis Report.

Pour se prémunir des impacts climatiques les plus dangereux, il faut que les pays riches réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % par rapport à leurs niveaux de 1990 d'ici à 2020. Notre classement (voir page 96) montre que seule la Grande Bretagne, avec son engagement de réduction de 34 %, et la Norvège (30 %) s'en approchent. Les pays les plus mal classés ont des objectifs tellement bas qu'ils sont presque ridicules, les États-Unis, l'Australie et le Canada s'engageant à des réductions de 3 à 4 %, tandis que le Japon n'a pas pris aucun engagement.

soutiennent d'ambitieux programmes d'expansion des agrocarburants. Les États-Unis et l'Union Européenne ont établi des objectifs ambitieux d'augmentation de leur consommation de agrocarburants, et soutiennent les producteurs de agrocarburants par des subventions généreuses et des allègements fiscaux. Ce phénomène met la pression sur les prix alimentaires et l'utilisation des sols.

Les agrocarburants industriels sont présentement élaborés à base de maïs, de blé, de canne à sucre et d'oléagineux, tels que l'huile de palme, de soja et de pépins de raisin. La demande en croissance rapide de agrocarburants dans les années 2007 et 2008 a été la cause majeure de la hausse des prix des matières premières alimentaires, affectant quoi et combien de personnes pouvaient manger dans les pays en développement. À mesure que les prix du pétrole augmentent à nouveau, la demande en agrocarburants pourrait à nouveau mettre une pression significative sur les prix alimentaires – et entraîner une hausse pouvant aller jusqu'à 15 % des prix des denrées de base d'ici à 2020, selon l'OCDE.

L'engouement pour les agrocarburants a également conduit à des « accaparements de terre » (voir encadré 8) par la prolifération de projets douteux à travers le monde. Dans cinq pays africains, 1,1 million d'hectare a été transféré à des industriels des agrocarburants – soit une superficie de la taille de la Belgique⁽⁹⁵⁾. Tout l'agrocarburant produit sur ces terres est destiné à l'exportation. Les sociétés européennes ont déjà acquis ou demandé au moins 5 millions d'hectares de terre pour les agrocarburants industriels dans les pays en développement – une superficie plus grande que celle du Danemark⁽⁹⁶⁾.

Peuples Solidaires et ActionAid estiment que pour subvenir aux transports prévus dans la Directive pour les énergies renouvelables de l'Union Européenne (dont la plupart consomment des agrocarburants), quelque 30 à 40 millions d'hectares de terre céréalière devront être acquis d'ici à 2020 afin de compenser la demande – la moitié desquels se trouveront dans des pays en développement⁽⁹⁷⁾.

Dans le classement, nous avons mesuré les objectifs d'implantation de agrocarburants que les pays développés se sont fixés, qui sont consti-

tués de mesures visant à augmenter l'utilisation d'éthanol et de biodiesel dans le carburant de transport. Ces objectifs sont invariablement liés à un échéancier ; ainsi la Grande-Bretagne a un objectif d'implantation de 5 % de agrocarburants d'ici à 2013/2014.

Le Portugal a le plus haut objectif d'implantation avec un taux de 10 %, suivi par les États-Unis (8,25 %), l'Allemagne (6,25 %) et la France (7 %). L'Australie et le Danemark présentent des objectifs relativement bas avec 0,4 % et 0,75 % respectivement.

Ce rapport montre également que les agrocarburants industriels ont un impact négatif sur les populations, paysans et travailleurs, ainsi que sur les chiffres de la faim. De plus, bien que souvent promus comme étant des alternatives « vertes », beaucoup de agrocarburants produisent plus de gaz à effet de serre que les carburants fossiles qu'ils sont destinés à remplacer, aggravant encore le problème du changement climatique⁽⁹⁸⁾. Il est clair qu'en tant que projet principal de substitution du carburant de transport, les agrocarburants échouent dans leur vocation à être un instrument de lutte contre le changement climatique, et va aggraver à la fois la faim et la pauvreté des plus démunis dans l'avenir.

Pour endiguer cette tendance, les pays riches doivent mettre en place un moratoire sur les expansions de agrocarburants industriels et renoncer à leurs objectifs et aux facilités financières cherchant à les promouvoir.

Conclusions et recommandations

Les OMD de réduction de la faim menaçant la progression dans d'autres domaines de réduction de la pauvreté, il est plus que jamais l'heure de mettre en place des projets sérieux et ambitieux pour lutter contre la faim dans le monde. Les exploitations agricoles familiales et paysannes doivent être au cœur de cette bataille contre la faim et la pauvreté, et des mesures de protection sociale doivent être mises en place pour venir en aide des plus vulnérables.

Afin d'atteindre les objectifs OMD1 de réduction de la faim de moitié, les pays en développement et les pays développés doivent :

1. Augmenter massivement leurs dépenses en faveur d'une agriculture durable et de la protection sociale, afin de réduire de moitié la faim d'ici à 2015.

Dans le cadre des révisions des OMD, les pays en développement et leurs partenaires donateurs doivent s'accorder sur des « plans de sauvetage » nationaux des OMD1, articulés autour d'actions dont les coûts sont évalués, l'agenda mis en place et soutenu par des engagements de financement fermes de la part des gouvernements et des donateurs. Ces plans de sauvetage doivent se baser sur des plans agricoles et de sécurité alimentaire nationaux existants, tout en les développant et en les étendant aux niveaux d'ambition et de financement requis pour atteindre les objectifs des Nations Unies sur la faim. Dans le monde, au moins 40 milliards de US \$ par an en termes de nouveaux financements sont nécessaires pour donner aux plans d'actions nationaux la dimension adéquate. Et de cette somme, au moins 20 milliards de US \$ (ou environ trois fois les montants promis pour la sécurité alimentaire au G8 de 2009) doivent provenir des donateurs.

Il est particulièrement important que les gouvernements et les donateurs développent les actions nationales dans le but de :

- Encourager les populations pauvres à cultiver pour sortir de la pauvreté. De nouvelles recherches d'ActionAid et notre expérience sur le terrain⁽⁹⁹⁾ ont permis de montrer les domaines spécifiques sur lesquels les gouvernements et les donateurs devraient se concentrer :
 - > Répondre aux besoins des femmes paysannes, et améliorer le contrôle des femmes sur la terre et les autres ressources agricoles.
 - > Encourager le retour des services d'aide au développement, qui sont vitaux pour fournir information et soutien aux agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans.
 - > Offrir des crédits accessibles aux paysannes et paysans. Le crédit public est quasiment inexistant dans de nombreux pays, alors qu'il est un élément clé pour permettre aux exploitations familiales et paysannes de se développer.
- Étendre les programmes de protection sociale afin de régénérer les économies rurales et s'assurer que les foyers ne soient pas victimes de la faim en cas de hausse des prix ou de mauvaises récoltes.

De plus, la communauté internationale doit offrir une garantie ferme qu'aucun plan national efficace visant à atteindre les objectifs OMD sur la malnutrition n'échoue par manque de financement. Les donateurs doivent urgemment annoncer un échéancier pour le déboursement de la totalité des 7 milliards de US \$ par an destinés à la sécurité alimentaire promis durant le G8 de 2009. Plus important, les pays ne participant pas à hauteur de leur responsabilité doivent annoncer des plans pour augmenter leurs contributions, jusqu'à atteindre un total de fonds offerts par les donateurs pour l'agriculture et la sécurité alimentaire à hauteur minimale des 20 milliards de US \$ annuels requis. Un partenariat global entre les pays développés et les pays en développement doit être établi

afin de garantir que tout plan national recevra la totalité du financement extérieur nécessaire, en temps et en heure, et de façon coordonnée.

2. La communauté internationale doit juguler à échelon national les causes de la faim mentionnées plus haut.

- Les pays développés doivent s'engager à réduire leurs émissions de 40 % d'ici à 2020 afin de maintenir les températures sous la zone de danger de 1,5 degré de hausse de la moyenne mondiale.
- Les pays riches doivent revoir à la hausse leurs promesses de dons afin de couvrir les 200 millions de US \$ nécessaires aux pays développés, et s'assurer que ces nouveaux dons sont constitués d'argent frais (c'est-à-dire qui ne réduisent pas une autre aide) et en spécifier la source.
- L'union Européenne et les États-Unis doivent renoncer à leurs objectifs et leurs subventions en termes de production de agrocarburants, qui nuisent directement à la sécurité alimentaire.
- Tous les signataires du rapport IAASTD doivent mettre en œuvre des échéanciers pour l'implantation de ses recommandations, et plus particulièrement la réorientation des recherches nationales et internationales et des dépenses de développement.
- Tous les États membres de l'ONU doivent mettre en œuvre des protections légales contre les accords transfrontaliers qui nuisent à la sécurité alimentaire.
- La communauté internationale doit renforcer et donner plus de pouvoir au Comité pour la sécurité alimentaire de la FAO, lui permettant d'engager la responsabilité de pays ou de groupes de pays pour des actions nuisant à la sécurité alimentaire, et de le soutenir par un partenariat mondial plus important qui repasse et contrôle les efforts nationaux de lutte contre la faim et leur permettent de trouver le financement international adéquat.

- L'Union Européenne doit suivre les États-Unis dans l'introduction de mesures de régulation des échanges de matières premières alimentaires afin de limiter la spéculation excessive.
- Les pays riches doivent cesser le dumping de matières premières agricoles bien trop subventionnées sur les marchés des pays en développement, et doivent revoir et réviser les accords commerciaux pour permettre aux pays en développement de protéger leurs récoltes de denrées de base.

2ÈME PARTIE
Bulletins de notes FaimZÉRO
Pays en développement

AGIR POUR LES DROITS. VAINCRE LA PAUVRETÉ



Pays : Afrique du Sud

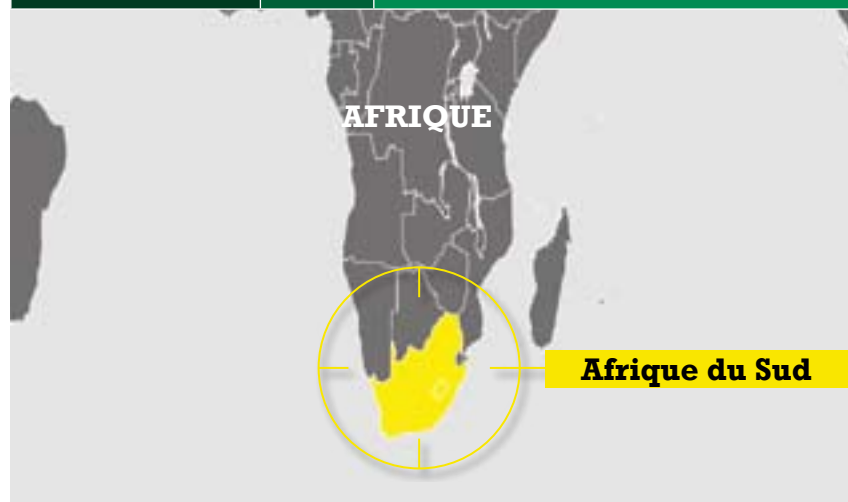
Chef d'État : **Président Jacob Zuma**

Résultat global : **29/100**

Note globale : **D**

Rang global : **22/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	E	Faibles taux de malnutrition
Cadre légal	D	Pas de droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	D	Budget très faible pour l'agriculture
Protection sociale	C	Protection sociale moyenne
Égalité des genres	D	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

Très loin d'atteindre les cibles de l'OMD à échéance 2015, le nombre de personnes souffrant de malnutrition en Afrique du Sud est en augmentation. Les études nationales montrent que jusqu'à 18 % de la population infantile du pays vit dans des foyers souffrant de la faim⁽²⁷⁰⁾. Ces faits sont tout simplement inacceptables dans un pays relativement riche. Le pays se place au 22^{ème} rang de ce classement FaimZÉRO.

L'ensemble des mesures de redistribution sociale en Afrique du Sud – y compris les pensions et les allocations familiales – doivent être complétées par un soutien plus important du secteur agricole. Certaines étapes ont été timidement franchies récemment⁽²⁷¹⁾. Durant les deux dernières années, le gouvernement a réhaussé le niveau de ses dépenses en faveur des communautés rurales et a concentré les mesures pour l'agriculture autour des besoins des paysannes et paysans pauvres.

Des financements supplémentaires ont été engagés en direction des zones où la concentration de la pauvreté est la plus élevée – la plupart des anciens ghettos de l'apartheid, où 60 % de la population rurale vit aujourd'hui. Ceci constitue une étape significative en faveur de l'éradication de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales⁽²⁷²⁾.

Cependant, il y a encore beaucoup de chemin à faire pour que le soutien budgétaire aux paysannes et aux paysans puisse être considéré comme adéquat. De plus, les très importantes inégalités dans la distribution des terres perpétuent des niveaux extrêmes de pauvreté. Il faut enrayer ces phénomènes.

Alors qu'en 2010, le pays souffre encore de la crise financière mondiale et des flambées des prix⁽²⁷³⁾, l'Afrique du Sud doit urgemment faire le point sur sa politique agricole et faire de ce secteur le pilier central de la lutte contre la pauvreté et la faim.



Pays : Bangladesh

Chef d'État : **Premier Ministre Sheikh Hasina Wazed**

Résultat global : **44/100**

Note globale : **C**

Rang global : **6/28**

Commentaires :

Le Bangladesh est en passe d'atteindre l'OMD de réduction de moitié du nombre de personnes souffrant de la faim et se place au sixième rang du classement FaimZÉRO de cette année. Ses bonnes notes reflètent les progrès réalisés dans la réduction de la proportion de sa population souffrant de la faim de 36 pourcent à 26 pourcent depuis 1990. Néanmoins, l'impact des crises alimentaires et financières (non incluses dans les projections) pourrait conduire le Bangladesh à ne plus se trouver sur la bonne voie concernant l'OMD de réduction de la faim.

La réduction impressionnante du nombre de personnes souffrant de la faim au Bangladesh est de fait relative – le pays connaissait des taux très élevés de population souffrant de faim et de malnutrition⁽¹⁰⁰⁾. Aujourd'hui, environ 65,3 millions de Bangladais n'ont toujours pas accès à suffisamment de nourriture⁽¹⁰¹⁾, soit environ la moitié de la population du pays⁽¹⁰²⁾. De plus, la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile est la plus haute de toute l'Asie du Sud, et l'une des plus élevées au monde.

Bien que le Bangladesh ait atteint une autosuffisance en termes de production agroalimentaire⁽¹⁰³⁾, la production de riz du pays baisse d'environ 3,9 % chaque année à cause du changement climatique⁽¹⁰⁴⁾.

La terre est un enjeu crucial au Bangladesh : environ 60 % des paysannes et des paysans sont de fait sans terre et la taille des exploitations est trop petite pour subvenir aux besoins des familles. Un pourcent de la terre arable est perdu chaque année en conséquence du changement climatique et de l'urbanisation⁽¹⁰⁵⁾. Les droits des femmes concernant l'accès à la terre sont particulièrement restreints⁽¹⁰⁶⁾. L'introduction à grande échelle de l'agriculture durable et d'une réforme agraire est donc urgemment nécessaire.

Le gouvernement a répondu à la crise alimentaire par un ensemble de mesures de relance en faveur de l'agriculture, et par une extension importante de ses programmes de minima sociaux⁽¹⁰⁷⁾, jusqu'à un montant total égal à 12,58 % du budget national en 2009/2010⁽¹⁰⁸⁾. Des programmes de création d'emploi doivent maintenant être développés significativement dans le cadre du futur Plan gouvernemental d'investissement pour la sécurité alimentaire⁽¹⁰⁹⁾.

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Taux élevé de malnutrition
Cadre légal	D	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	C	Budget moyen pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	C	Résultats moyens pour l'égalité des genres





Pays : Brésil

Chef d'État : **Président Luiz Inácio Lula da Silva**

Résultat global : **58/100**

Note globale : **C**

Rang global : **1/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	B	Faibles taux de malnutrition
Cadre légal	A	Lois sur le droit à l'alimentation promulguées
Agriculture familiale et paysanne	E	Très faible budget pour l'agriculture
Protection sociale	B	Protection sociale élevée
Égalité des genres	A	Égalité des genres élevée



Commentaires :

Le Brésil arrive premier du classement FaimZÉRO pour la deuxième année consécutive pour ses remarquables progrès en termes d'éradication de la faim. Le pays a réduit de plus de la moitié le nombre d'enfants en insuffisance pondérale en moins de 10 ans⁽¹¹⁰⁾ et est en passe de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim avant l'échéance de 2015.

Le Brésil, sous la direction du gouvernement de Lula, et sous la pression concertée des organisations de la société civile, a mis en place ces dernières années un certain nombre de mesures progressives en faveur des pauvres. La pierre angulaire de touche de ces mesures se trouve être le programme « Faim Zéro »⁽¹¹¹⁾, dont le but est l'éradication complète de la faim au Brésil par le biais d'une stratégie d'ensemble – rassemblant 53 initiatives – afin de garantir la sécurité alimentaire.

Parmi ceux-ci, le programme Bolsa Familia profite à 12 millions de familles en situation de pauvreté extrême par des redistributions de revenus, favorisant l'accès à l'éducation, la santé et la protection sociale.

Début 2010, le Congrès brésilien a consigné le droit à l'alimentation au sein de la Constitution fédérale en tant que droit constitutionnel, inscrivant la garantie légale qu'aucun Brésilien ne devrait souffrir de la faim⁽¹¹²⁾. Ce fait constitue une victoire pour tous ceux qui ont mené une campagne de longue haleine pour son inscription.

Le gouvernement a également commencé à investir des sommes plus importantes dans l'agriculture familiale et paysanne⁽¹¹³⁾. Néanmoins, la route est encore longue avant d'en finir avec la faim et de réduire les énormes inégalités historiques entre les petits exploitants agricoles et les grands propriétaires terriens. Le Brésil a longtemps concentré ses investissements dans l'agrobusiness, concentrant la terre entre les mains d'un tout petit nombre. Seulement 1 % de la population rurale détient 43 % des terres⁽¹¹⁴⁾.

Pourtant, les mesures actuelles sont en passe de réduire les inégalités dans leur ensemble⁽¹¹⁵⁾. Au Brésil, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême a diminué de 21 millions en 2003 à 8,9 millions en 2008⁽¹¹⁶⁾.

Le gouvernement brésilien doit cependant éviter de promouvoir les agrocarburants au détriment de la sécurité alimentaire, dans la mesure où l'expansion des agrocarburants pousse les prix à la hausse et convertit les récoltes en carburant.



Pays : **Burundi**

Chef d'État : **Président Pierre Nkurunziza**

Résultat global : **16/100**

Note globale : **E**

Rang global : **27/28**

Commentaires :

Une proportion impressionnante, 63 % des Burundais, souffrent de la faim⁽¹¹⁷⁾. Malgré quelques améliorations constatées, à long terme, le nombre de personnes souffrant de la faim et le nombre d'enfants en insuffisance pondérale se sont accrus régulièrement⁽¹¹⁸⁾. Il n'y a pour le moment aucun signe montrant que le Burundi pourra respecter ses engagements OMD1. En conséquence, le pays s'éternise en bas du classement, seule la RDC ayant encore de moins bons résultats.

La plupart des causes de la faim précisées en 2009 persistent : fragile stabilité politique, faible gouvernance et les héritages encore présents de 13 ans de guerre civile, qui a détruit les voies de communication et les infrastructures sociales de santé ainsi que les habitations – ainsi que de très faibles moyens d'existence. Le Burundi a le deuxième taux le plus élevé de densité de population en Afrique, avec une démographie galopante et une production agricole qui stagne⁽¹¹⁹⁾. Ce perpétuel état de crise est encore empiré par le retour en masse de réfugiés dans le pays.

De plus, les hausses en 2009 des prix de la pomme de terre et des haricots ont rendu la situation encore plus critique : 75 % des familles consomment des portions alimentaires moindres et des repas moins fréquents que l'année précédente⁽¹²⁰⁾.

Fait encourageant, en 2009, le gouvernement a signé un accord dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (CAADP) pour investir 10 % de son budget en faveur de l'agriculture. Cependant, ce budget stagne à 4,9 %, sans amélioration apparente en matière de services d'aide au développement, d'accès au crédit ou de systèmes d'irrigation.

Des mesures étatiques de protection sociale sont encore largement manquantes. Il n'existe pour le moment aucun salaire minimum ou minima social, très peu d'aide alimentaire aux mères, et rien qui ressemble à des rations alimentaires ou un système de redistribution. Le très incomplet programme de repas gratuits à l'école ne couvre que 15 % des élèves scolarisés. Une augmentation des mesures de protection sociale est vitale pour endiguer la malnutrition, comme l'est un investissement dans le développement basé sur l'agriculture.

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	E	Malnutrition très élevée. Taux en hausse.
Cadre légal	E	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	D	Faibles budgets pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale négligeable
Égalité des genres	C	Égalité des genres moyenne





Pays : Cambodge

Chef d'État : **Premier Ministre Hun Sena**

Résultat global : **38/100**

Note globale : **D**

Rang global : **12/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	B	Taux de malnutrition élevés
Cadre légal	E	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	D	Faible budget pour l'agriculture
Protection sociale	E	Faible protection sociale
Égalité des genres	C	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

Le Cambodge s'élève au 12^{ème} rang du classement FaimZERO de cette année à la suite de progrès en matière de réduction de la proportion de personnes souffrant de la faim de l'OMD1. Sortant de décennies de guerre civile et de stagnation économique, le Cambodge a réussi ces 10 dernières années à réduire tant la proportion d'enfants en insuffisance pondérale que celle de personnes souffrant de malnutrition au sein de sa population.

Pourtant, une croissance inégale des richesses ces dernières années a laissé 2,6 millions de personnes (en majorité dans les zones rurales) dans une pauvreté extrême, une situation rendue plus difficile à cause des chocs climatiques et des faibles récoltes qui en ont découlé, ainsi qu'en raison des hausses des prix des denrées alimentaires et de la récession économique mondiale⁽¹²¹⁾. En conséquence, le nombre de personnes souffrant de la faim reste élevé, et certaines estimations portent à 40 % la proportion d'enfants en malnutrition chronique, un taux parmi les plus élevés d'Asie⁽¹²²⁾.

Le soutien gouvernemental aux communautés rurales les plus touchées manque. Pour que le Cambodge puisse capitaliser ses progrès en matière d'éradication de la faim, celui-ci doit soutenir plus activement les communautés rurales pauvres et inverser les inégalités. Les paysannes et les paysans ont un besoin urgent de services d'aide au développement, de crédits et de subventions pour les matières premières afin de sortir de la pauvreté. Le phénomène croissant de l'endettement rural se doit d'être résolu avant qu'une crise n'explose⁽¹²³⁾.

Les paysannes et paysans nécessitent également de meilleures garanties en termes de droit à la propriété. Au Cambodge, trois familles rurales sur cinq sont soit sans terre, soit n'en possèdent pas assez pour être autosuffisantes : les accaparements de terre et les expropriations forcées empirent encore cette situation⁽¹²⁴⁾. Environ 3 millions d'hectares ont été préemptés par le gouvernement en tant que Concessions économiques de propriétés⁽¹²⁵⁾, pour partie à des prix très bas⁽¹²⁶⁾ et sans compensation suffisante⁽¹²⁷⁾.

Entre 2007 et 2008, le prix du riz a augmenté de 100 %⁽¹²⁸⁾. La crise financière a frappé très durement les industries du tourisme, du textile et de la construction du pays – et les femmes ont été les plus affectées. La réponse limitée du gouvernement n'a permis aucune intensification des budgets alloués aux minima sociaux : on estime à moins de 1 % du PIB du Cambodge le budget destiné aux minima sociaux⁽¹²⁹⁾. Un programme de protection sociale d'ensemble est nécessaire pour remplacer des mesures disparates et mal coordonnées⁽¹³⁰⁾.



Pays : Chine

Chef d'État : **Président Hu Jintao**

Résultat global : **57/100**

Note globale : **C**

Rang global : **2/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	B	Faible taux de malnutrition
Cadre légal	E	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	B	Budget moyen pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	B	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

La Chine a le deuxième rang de notre classement FaimZÉRO, avec des réductions des taux de pauvreté et de malnutrition records. Le pays a réussi à remplir ses deux OMD, réduisant de moitié les proportions de personnes et d'enfants souffrant de la faim avant l'échéance de 2015.

Ces résultats se sont accompagnés de progrès extraordinaires dans la réduction de la pauvreté, le nombre de personnes touchées ayant été divisé par quatre entre 1980 et 2005, de 835 millions à 208 millions de personnes⁽¹³¹⁾. Les niveaux de pauvreté dans la population chinoise sont passés de 84 % à 15 % sur la même période⁽¹³²⁾.

Le secteur agricole a joué un rôle central dans ces progrès. Les recherches suggèrent que l'investissement dans l'agriculture familiale et paysanne a eu quatre fois plus d'impact sur l'éradication de la pauvreté que la croissance des secteurs industriels ou des services⁽¹³³⁾. Depuis les années 80, le gouvernement a lourdement investi en faveur des petits exploitants et des paysannes et paysans pauvres, et a également entrepris une réforme agraire redistribuant de façon relativement équitable les terres. Il en résulte une baisse du nombre de personnes souffrant de la faim de 58 millions entre 1990 et 2001⁽¹³⁴⁾.

La Chine a remarquablement bien supporté les crises alimentaire et financière mondiales. L'autosuffisance alimentaire du pays, ainsi qu'un soutien financier à l'agriculture accru, ont laissé quasiment sans effet les hausses des prix mondiaux des denrées alimentaires⁽¹³⁵⁾. De plus, le gouvernement a introduit plusieurs mesures en faveur des plus démunis, fournissant un soutien aux migrants urbains et augmentant le volume des pensions et des allocations chômage existantes⁽¹³⁶⁾.

Cependant, certains points menacent potentiellement les récents succès chinois. Certains prédisent que la Chine ne pourra rester autosuffisante en matière de production alimentaire à horizon de 2030 en raison du changement climatique⁽¹³⁷⁾. Le gouvernement chinois a répondu à de telles conjectures par un certain nombre de nouvelles mesures, dont certaines posent de potentiels problèmes pour l'avenir – à l'exemple de ses recherches visant à viabiliser les OGM⁽¹³⁸⁾, et de la politique chinoise de rachat de terres arables dans des pays hautement vulnérables.



Pays : Éthiopie

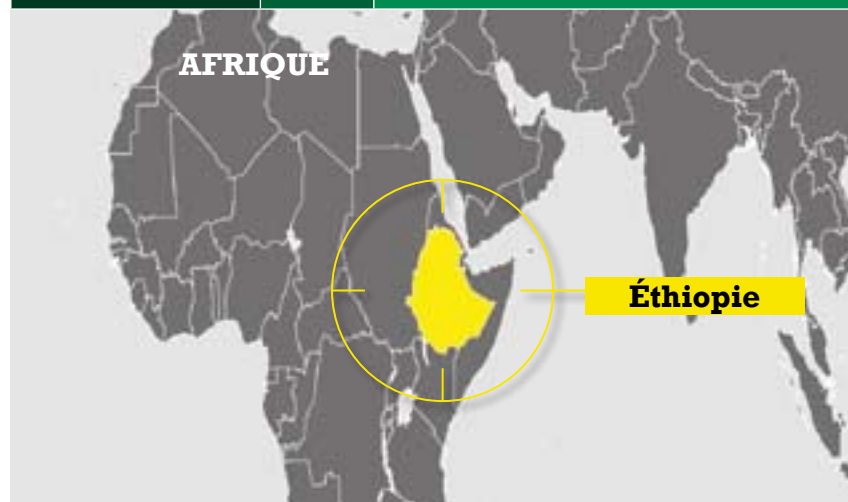
Chef d'État : **Président Meles Zenawi**

Résultat global : **40/100**

Note globale : **D**

Rang global : **10/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Taux de malnutrition très élevés
Cadre légal	D	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	C	Budget moyen pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale négligeable
Égalité des genres	B	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

L'Éthiopie a déjà atteint ses objectifs de réduction de la proportion de personnes souffrant de la faim, de 71 % en 1990 à 44 % en 2005, la plaçant à la 10^{ème} place du classement de cette année.

Néanmoins, les niveaux de sous-alimentation (aux environs de 40 %), de retard de croissance (46,9 %)⁽¹⁴⁴⁾ et de l'insuffisance pondérale infantile restent obstinément élevés, et en conséquence l'Éthiopie ne sera très probablement pas en mesure d'atteindre les deux OMD1 relatifs à la réduction de la faim d'ici à 2015.

Environ 85 % des 80 millions d'Éthiopiens travaillent dans le secteur agricole⁽¹⁴⁵⁾ et son économie dépend largement des revenus d'exportation agricoles et de l'aide extérieure (25 % du budget). Le gouvernement alloue une part significative de son budget à l'agriculture, particulièrement si l'on considère les montants alloués localement⁽¹⁴⁶⁾. La hausse de la dépense publique dans ce secteur au cours des dernières années commence à produire des effets de levier sur une production en augmentation.

Le gouvernement a répondu à la crise alimentaire et à une grave sécheresse par la création de minima sociaux (son Programme de minima sociaux productifs), par des importations subventionnées de denrées alimentaires et d'engrais⁽¹⁴⁷⁾. Lancé en 2005, le PSNP* subventionne les importations de nourriture et d'engrais, et redistribue de la nourriture et des revenus à 7 millions d'Éthiopiens⁽¹⁴⁸⁾. Pourtant, 5,2 millions de personnes seront toujours dépendantes de l'aide alimentaire en 2010, malgré les récents efforts d'investissement dans l'agriculture et la collaboration avec les donateurs pour fournir une protection sociale⁽¹⁴⁹⁾. L'inflation des prix des denrées alimentaires est toujours trop forte⁽¹⁵⁰⁾. Alors que le PNSP a écarté le risque d'une malnutrition grandissante et de paupérisation, les améliorations en termes de niveaux de vie sont encore trop lentes à venir, et une aide plus importante est encore nécessaire⁽¹⁵¹⁾. Le gouvernement se doit de continuer à soutenir financièrement le secteur agricole⁽¹⁵²⁾.

L'égalité des genres demeure un problème dans le secteur agricole, où cinq fois plus d'hommes que de femmes sont propriétaires terriens. Les parcelles possédées par les hommes sont en moyenne 56 % plus grandes que celles détenues par les femmes⁽¹⁵³⁾. Le cadre légal garantissant le droit à l'alimentation est encore insuffisant.

* PSNP : pour Productive Safety Nets Program



Pays : Gambie

Chef d'État : **Président Yahya Jammeh**

Résultat global : **28/100**

Note globale : **D**

Rang global : **24/28**

Commentaires :

La Gambie est loin de pouvoir atteindre les OMD1 de réduction de la faim ; en fait, le pays régresse à un rythme inquiétant. Les taux de malnutrition en Gambie ont augmenté de près de 50 % entre 1990 et 2005, et selon la FAO, 29 % de la population souffrent aujourd'hui de sous-alimentation⁽¹⁶⁴⁾.

Grâce aux bonnes conditions climatiques remplaçant les sécheresses de ces dernières années, la production céréalière en 2009-2010 a été supérieure de 51 % à celles des cinq années précédentes⁽¹⁶⁵⁾. Néanmoins, le très fort taux de dépendance aux importations (environ 50 %⁽¹⁶⁶⁾) continue de fragiliser la sécurité alimentaire de la Gambie, particulièrement dans les périodes où le Dalasi est faible⁽¹⁶⁷⁾. La réduction de la part budgétaire destinée à l'agriculture, ramenée à 3,4 % en 2010, est décevante, particulièrement après la signature par la Gambie d'une convention CAADP à la fin de l'année 2009, et l'engagement du pays à porter les dépenses en faveur du secteur agricole à 10 % du budget national⁽¹⁶⁸⁾.

Il est à espérer que le Plan national d'investissement dans l'agriculture de la Gambie aura un effet significatif⁽¹⁶⁹⁾. Alors que le pays souhaite accueillir des investissements étrangers pour son secteur agricole⁽¹⁷⁰⁾, celui-ci ne doit pas oublier de soutenir ses propres paysannes et paysans qui forment, et en particulier les femmes⁽¹⁷¹⁾, entre 70 et 80 % de la force de travail nationale. Le plan d'investissement ne peut en aucun cas se substituer à des mesures et des stratégies opérationnelles d'ensemble en faveur du secteur agricole, qui a désespérément besoin d'être réanimé.

Le gouvernement doit également renforcer ses droits constitutionnels à l'alimentation, et face à une proportion de personnes souffrant de malnutrition toujours très élevée, mettre en place des mesures de protection sociale faisant gravement défaut dans le pays.

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	D	Malnutrition très élevée. Taux en hausse
Cadre légal	E	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	D	Budget faible pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	D	Égalité des genres moyenne





Pays : Ghana

Chef d'État : **Président John Atta Mills**

Résultat global : **46/100**

Note globale : **C**

Rang global : **5/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	B	Faibles taux de malnutrition
Cadre légal	E	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	D	Faible budget pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	B	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

Le Ghana a montré qu'il était possible de faire des progrès spectaculaires dans l'éradication de la faim et de la pauvreté. Dès 1999, le Ghana avait rempli ses objectifs de réduction de la proportion de population souffrant de la faim ; ce fut également le premier pays africain à diviser par deux le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté, signifiant que le pays avait rempli ses OMD1 bien avant l'échéance de 2015⁽¹⁷²⁾. Les niveaux de malnutritions ont été remarquablement réduits, celle-ci touchant 30 % de la population en 1990, et seulement environ 9 % aujourd'hui⁽¹⁷³⁾.

La croissance constante du secteur agricole et les investissements à long terme dans l'agriculture, concentrés sur l'agriculture familiale et paysanne, ont joué un rôle important dans la lutte contre la faim au Ghana, de même que des mesures comme le programme alimentaire à l'école⁽¹⁷⁴⁾. Le pays s'est maintenant engagé dans le développement de ce programme afin qu'il bénéficie à un million d'élèves d'ici à la fin 2010, tout en assurant que la fourniture de repas scolaires profite localement aux communautés paysannes⁽¹⁷⁵⁾. Il n'est cependant pas certain que cette échéance soit tenue.

Malgré des progrès enviables, le Ghana ne doit pas diminuer sa vigilance. La nécessité de soutenir les paysannes et les paysans sur des sujets comme l'adaptation au changement climatique existe toujours, tout en augmentant les dépenses globales en faveur de l'agriculture familiale et paysanne⁽¹⁷⁶⁾. Certaines poches de malnutrition perdurent encore, notamment dans les zones les plus pauvres du Nord du pays.

En attendant, les sociétés d'agrocaburants s'accaparent de terres au Ghana et menacent la sécurité alimentaire, notamment dans les régions pauvres du Nord, où la malnutrition frappe encore. Le gouvernement se doit d'enrayer ce problème afin de protéger les droits des paysannes et des paysans⁽¹⁷⁷⁾.



Pays : Guatemala

Chef d'État : **Président Álvaro Colom Caballeros**

Résultat global : **42/100**

Note globale : **C**

Rang global : **9/28**

Commentaires :

La récente mise en place au Guatemala d'un système de protection sociale, ainsi que l'introduction rapide de lois sur le droit à l'alimentation, ont permises de relatives bonnes notes dans le classement de 2009, portant le pays à la neuvième place. L'accomplissement d'une partie de l'OMD1 par la réduction de moitié du nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale⁽¹⁵⁴⁾ en 2004 améliore ses résultats cette année.

Cependant, la situation concernant la malnutrition au Guatemala a empiré ces dernières années. Ce sont 16 % de la population qui souffraient de la faim en 2006, soit plus de 14 % de plus qu'en 1990. Selon une étude récente⁽¹⁵⁵⁾, le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition chronique est de 43,4 %, dont 16,1 % subissant une malnutrition Aiguë. Les années 2009 et 2010 ont été particulièrement difficiles, une sécheresse sévère entraînant la famine dans la région connue comme le « couloir sec »⁽¹⁵⁶⁾, laissant 350 000 familles au bord du dénuement⁽¹⁵⁷⁾, tandis que l'ouragan Agatha, en mai 2010, a causé l'anéantissement de récoltes sur l'ensemble du pays⁽¹⁵⁸⁾. Au Guatemala, la proportion de population souffrant de malnutrition est toujours la quatrième au niveau mondial, et la plus élevée d'Amérique Latine et des Caraïbes⁽¹⁵⁹⁾.

La malnutrition au Guatemala tend à être chronique, frappant principalement les populations jeunes, rurales et indigènes⁽¹⁶⁰⁾, les femmes étant souvent les plus touchées⁽¹⁶¹⁾. Les programmes de protection sociale progressifs, comme « Mi familia progressa », un système de redistribution des revenus en faveur des familles pauvres, et le programme alimentaire scolaire national, qui couvre environ 70 % des écoles, ont des effets bénéfiques sur les inégalités historiques. Néanmoins, ceux-ci mériteraient d'être développés afin de bénéficier aux communautés indigènes les plus vulnérables⁽¹⁶²⁾. L'implantation d'un système de redistribution de revenus fiscaux doit être mise en place dans ce but⁽¹⁶³⁾.

Le Guatemala manque d'une stratégie de développement rural d'ensemble, d'une réforme agraire et d'investissements dans l'agriculture familiale et paysanne. Les inégalités historiques concernant l'accès à la propriété terrienne perdurent, laissant les populations pauvres, indigènes et rurales dans l'impossibilité d'accéder à des ressources productives tout en travaillant pour des salaires faibles. L'expansion des agrocarburants et les accaparements de terre menacent de réduire encore plus les terres arables disponibles à ceux qui en ont le plus besoin.

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Malnutrition moyenne. Taux en croissance
Cadre légal	A	Lois sur le droit à l'alimentation promulguées
Agriculture familiale et paysanne	E	Très faible budget pour l'agriculture
Protection sociale	D	Protection sociale moyennement faible
Égalité des genres	B	Égalité des genres moyenne





Pays : Haïti

Chef d'État : **Président René Prével**

Résultat global : **30/100**

Note globale : **D**

Rang global : **20/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	D	Taux très élevés de malnutrition
Cadre légal	D	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	C	Budget moyen pour l'agriculture
Protection sociale	D	Protection sociale faible
Égalité des genres	-	Pas de données



Commentaires :

En plus d'un coût énorme en vies humaines, le tremblement de terre dévastateur qui a frappé Haïti en janvier 2010 a entraîné une crise alimentaire dans le pays. Environ 69 % des familles vivant dans les énormes camps créés après la catastrophe naturelle ⁽¹⁷⁸⁾, et 58 % du reste du pays, souffrent d'insécurité alimentaire ⁽¹⁷⁹⁾. Il n'est pas étonnant de trouver Haïti à la 20^{ème} place de ce classement FaimZÉRO, de même qu'on ne peut pas attendre du pays qu'il atteigne ses OMD. Selon la tendance actuelle, Haïti ne sera pas en mesure de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim avant 2064.

Le pire de la flambée des prix des denrées alimentaires semble être passé ⁽¹⁸⁰⁾. Néanmoins, le riz, le blé et les haricots sont encore majoritairement importés, laissant la sécurité alimentaire d'Haïti à la merci des fluctuations des prix internationaux et des taux de change ⁽¹⁸¹⁾.

Le déplacement de plus de 600 000 personnes des zones touchées par le tremblement de terre a accru la tension sur les foyers ruraux ⁽¹⁸²⁾, et fragilisé la viabilité de pratiques agricoles ⁽¹⁸³⁾ déjà compromises par des décennies d'indifférence. Des mesures d'urgence sont à prendre pour remettre l'agriculture en état de marche – comme des redistributions de terre, et une meilleure irrigation et sécurité accrue de l'approvisionnement en semences – afin de soutenir les 75 % de la population dépendant de l'agriculture pour survivre ⁽¹⁸⁴⁾. Hélas, le département agricole de l'Action humanitaire n'est actuellement financé qu'à 40 % ⁽¹⁸⁵⁾, même si les augmentations des allocations destinées à l'agriculture de la part du gouvernement devraient représenter un appel d'air.

La distribution de nourriture aux populations alimentaires vulnérables doit être rapidement développée par le biais de programmes de nutrition, d'activités d'échange de travail contre nourriture et argent, et de programmes alimentaires à l'école.



Pays : Inde

Chef d'État : **Premier Ministre Manmohan Singh**

Résultat global : **30/100**

Note globale : **D**

Rang global : **21/28**

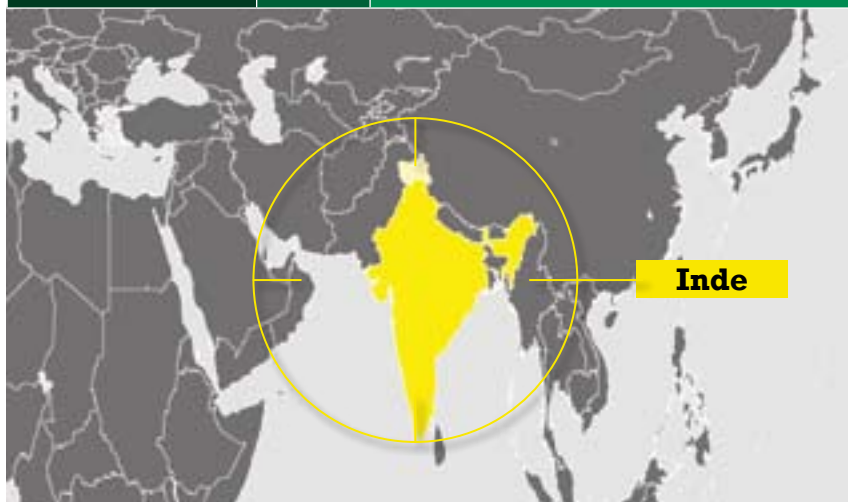
Commentaires :

Près d'un quart de la population mondiale souffrant de déficiences alimentaires vit en Inde⁽¹⁸⁸⁾. Avec une population souffrant de la faim en augmentation d'environ 53 millions entre 1990 et 2005, on prévoit que l'Inde ne sera pas en mesure de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de malnutrition avant 2083 – soit près de 70 ans après l'échéance prévue par l'OMD. Le gouvernement estime à 43 % la proportion d'enfant de moins de cinq ans souffrant de malnutrition⁽¹⁸⁹⁾. Il n'est donc pas surprenant de retrouver l'Inde à la 21^{ème} place de ce classement FaimZÉRO.

La renaissance du Conseil consultatif national (NAC), chargé de développer et d'implanter les propositions du National Food Security Act (NFSA) a permis d'insuffler un nouvel élan dans la lutte contre la crise agricole et alimentaire. Cependant, des réformes urgentes du Système public de redistribution sont nécessaires⁽¹⁹⁰⁾ afin de garantir un accès équitable aux semences alimentaires dans l'ensemble du pays. Le National Rural Employment Guarantee Act, entaché de retard de paiements et de pénalités⁽¹⁹¹⁾, a également besoin d'améliorations pour s'assurer que ceux qui doivent en bénéficier aient un meilleur accès à la nourriture.

Les prix des denrées alimentaires sont encore très élevés en Inde et continuent d'augmenter⁽¹⁹²⁾ à cause de restrictions qui font suite aux faibles pluies de l'année précédente, les plus basses en pratiquement quatre décennies⁽¹⁹³⁾. On prévoit que la récession du secteur industriel va continuer en 2009-2010⁽¹⁹⁴⁾. La part du budget dédiée à l'agriculture, de 2,3 %, est encore trop basse pour produire un effet de levier sur le secteur⁽¹⁹⁵⁾. De massifs investissements à long terme sont nécessaires, particulièrement dans la recherche agricole, les services d'aide au développement⁽¹⁹⁶⁾ et l'irrigation. Une réforme agricole pourrait aider à réduire la prévalence de malnutrition, dans la mesure où les petits paysans marginaux exploitant moins de 2 hectares constituent plus de 84 % des agriculteurs du pays⁽¹⁹⁷⁾. Le gouvernement doit également arrêter de promouvoir les « accaparements de terre » par les grandes compagnies, qui accroissent le dénuement des communautés traditionnelles dont les revenus dépendent de ces ressources.

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	D	Taus élevés de malnutrition
Cadre légal	C	Droit à l'alimentation en élaboration
Agriculture familiale et paysanne	D	Budget très faible pour l'agriculture
Protection sociale	C	Protection sociale moyenne
Égalité des genres	C	Égalité des genres moyenne





Pays : Kenya

Chef d'État : **Président Mwai Kibaki**

Résultat global : **37/100**

Note globale : **D**

Rang global : **16/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Taux élevés de malnutrition
Cadre légal	D	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	D	Faible budget pour l'agriculture
Protection sociale	D	Faible protection sociale
Égalité des genres	D	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

Ces dernières années, le Kenya a souffert d'une série de crises alimentaires graves causées par la combinaison des sécheresses, des flambées des prix des denrées alimentaires et des conflits. Malgré des progrès mineurs en termes de malnutrition – notamment grâce au retour des pluies à la fin de l'année 2009 – le pays reste piètrement hors de portée des objectifs de l'OMD1. Si la tendance se poursuit, le pays ne sera par exemple pas en mesure de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim avant 2124. De plus, près de 4 millions de Kenyans sont toujours en attente d'une aide alimentaire début 2010.

Pour continuer de faire baisser le nombre de personnes souffrant de la faim, le gouvernement kenyan doit rapidement mettre en place des mesures efficaces⁽¹⁹⁸⁾ et s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition, incluant le manque d'investissement dans l'agriculture, et une législation et des mesures disparates et contradictoires⁽¹⁹⁹⁾. La préparation du Programme national alimentaire et nutritionnel (National Food and Nutrition Policy) doit rapidement aboutir et être ratifiée par le gouvernement.

Plus prometteur, la Loi de réforme agraire (National Land Policy) a été promulguée, garantissant aux femmes un meilleur accès à la propriété terrienne et protégeant les intérêts de la communauté paysanne⁽²⁰⁰⁾. La nouvelle constitution a également été amendée avec succès pour renforcer les droits des femmes⁽²⁰¹⁾, notamment concernant l'accès à la terre et le droit à l'alimentation⁽²⁰²⁾.

Le Kenya est dorénavant signataire d'une convention du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (CCADP) et s'est donné comme objectif de porter à 7 % de la croissance de son PIB la part allouée au secteur agricole dans les cinq prochaines années⁽²⁰³⁾. Mais alors que le gouvernement déclare avoir doublé ses investissements dans l'agriculture en 2008 (jusqu'à 8 % du budget national), des questions importantes subsistent à savoir si ces fonds sont concentrés sur l'agriculture durable⁽²⁰⁴⁾, et quels agendas ministériels ont été inclus dans ce chiffre⁽²⁰⁵⁾. L'allocation budgétaire actuelle pour l'agriculture est estimée à environ 3,6 %⁽²⁰⁶⁾. Les hausses de fonds du ministère de l'eau et de l'irrigation ne seront pas seulement investies en faveur de l'agriculture, mais également en dépenses concernant les systèmes d'approvisionnement en eau des foyers urbains et ruraux⁽²⁰⁷⁾.



Pays : Lesotho

Chef d'État : **Premier ministre Pakalitha Mosisili**

Résultat global : **28/100**

Note globale : **D**

Rang global : **23/28**

Commentaires :

Se plaçant au 23^{ème} rang de ce classement, la situation de la sécurité alimentaire du Lesotho s'est aggravée ces dernières années. Le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant de sous-alimentation est en augmentation (17 %) et on estime entre 400 000 et 450 000 le nombre de personnes nécessitant une aide alimentaire début 2010 – soit près d'un quart de la population du pays⁽²¹²⁾. Le Lesotho n'est pas sur la voie d'atteindre ses OMD en matière d'éradication de la faim.

La production alimentaire au Lesotho s'est contractée depuis des années à cause de mauvaises conditions climatiques rallongeant les périodes de sécheresse, accentuant l'érosion des sols et augmentant le prix des intrants pour les paysans ; tandis que le HIV a fragilisé les communautés paysannes dans ce pays qui a l'un des plus forts taux d'infection dans le monde (estimé à 22 %)⁽²¹³⁾. La difficile production du maïs a eu pour conséquence une importante quantité de terre arable laissée en jachère : la FAO estime que plus de la moitié des terres arables du pays n'est pas utilisée⁽²¹⁴⁾. Cette baisse de la production accroît les difficultés d'alimentation des familles pauvres qui sont poussées à acheter la plupart des denrées alimentaires qu'elles consomment, alors même que ces prix augmentent et que leurs revenus diminuent⁽²¹⁵⁾. Le pays importe 70 % de ses denrées alimentaires, le rendant particulièrement vulnérable aux flambées des prix alimentaires et du carburant⁽²¹⁶⁾.

Avec la majorité de ses 1,8 million d'habitants dépendant de l'agriculture, le pays a besoin de mesures fortes en faveur de la sécurité alimentaire et de l'agriculture. L'établissement, cette année, par le gouvernement d'un groupe de travail interdépartemental pour développer un programme d'investissements dans le secteur agricole, en collaboration avec la Banque mondiale, le FIDA et la FAO, permet d'espérer une forte mobilisation de ressources en vue d'éradiquer durablement la faim. Cependant, la part du budget allouée à l'agriculture reste à un niveau incroyablement bas de 2,2 %.

En 2010, le gouvernement a réitéré ses engagements en termes de protection sociale pour les plus âgés et les enfants orphelins et vulnérables, pourtant la couverture de protection sociale reste très modeste dans un pays de plus en plus touché par la faim.

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	D	Malnutrition moyenne. Taux en hausse
Cadre légal	E	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	D	Budget très faible pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	D	Faible égalité des genres





Pays : Libéria

Chef d'État : **Présidente Ellen Johnson-Sirleaf**

Résultat global : **30/100**

Note globale : **D**

Rang global : **18/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	D	Malnutrition très élevée. Taux en hausse
Cadre légal	D	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	D	Budget très faible pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	C	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

Le gouvernement du Liberia réalise de véritables efforts pour lutter durablement contre la faim et la pauvreté, raison de sa légère remontée dans le classement, à la 18^{ème} place cette année.

Avec 70 % des Libériens dont les revenus dépendent de l'agriculture, il est encourageant de constater que le développement agricole est au cœur de la Stratégie de réduction de la pauvreté du pays. Les financements du gouvernement ont déjà permis l'augmentation de la production du riz de 85 000 tonnes métriques en 2006 à plus de 200 000 en 2009, conduisant pour la première fois le Programme alimentaire mondial à acheter du riz localement pour ses programmes alimentaires à l'école⁽²⁰⁸⁾. Et pourtant, vu la quantité élevée de terres fertiles dans le pays, il est possible d'en faire encore davantage, et le gouvernement doit augmenter les allocations budgétaires en faveur de l'agriculture, pour l'instant de seulement 2,2 %, afin de produire encore plus d'effets.

Une politique de tolérance zéro envers la corruption, une industrie renaissante et des investissements plus importants depuis l'étranger ont également été les bienvenus, comme l'a été la réforme agraire qui a redonné confiance à la population pour semer et investir dans des terres faisant auparavant l'objet de litiges. Néanmoins, malgré une législation garantissant aux femmes et aux hommes les mêmes droits de propriété, le changement tarde à venir et les discriminations perdurent⁽²⁰⁹⁾.

Le Liberia reste l'un des pays les plus pauvres du monde⁽²¹⁰⁾. La très longue guerre civile a détruit les systèmes agricoles et les sources de revenus. Aujourd'hui, existe un très fort chômage, et bien que la population souffrant de la faim a été réduite à 38 %, les taux actuels ne permettront pas au Liberia de diviser par deux le nombre d'enfants de moins de cinq ans en insuffisance pondérale avant 2028⁽²¹¹⁾. Le gouvernement doit s'assurer que l'exploitation des ressources naturelles et le développement du secteur agricole profitent à tous les Libériens, et non seulement aux investisseurs.

Peuples Solidaires et ActionAid espèrent particulièrement une augmentation du soutien aux paysannes et aux paysans afin d'améliorer leur accès aux ressources, à des marchés viables, à des centres de transformations et à des structures commerciales. Les programmes de protection sociale nécessaires pour prévenir la malnutrition ou des distributions d'urgence de minima sociaux sont encore manquants.



Pays : Malawi

Chef d'État : **Président Bingu wa Mutharika**

Résultat global : **47/100**

Note globale : **C**

Rang global : **4/28**

Commentaires :

Le Malawi est très souvent mentionné comme une véritable success story au vu de ses remarquables progrès dans l'éradication de la faim. Le pays a atteint son OMD de réduction de moitié du nombre de personnes souffrant de la faim dès 2009⁽²¹⁷⁾ et est en bonne voie pour réduire de moitié la malnutrition infantile d'ici à 2013. Pour un pays qui a connu des taux de malnutrition et de pauvreté écrasants, cela constitue un record et porte le Malawi au quatrième rang du classement FaimZÉRO de cette année.

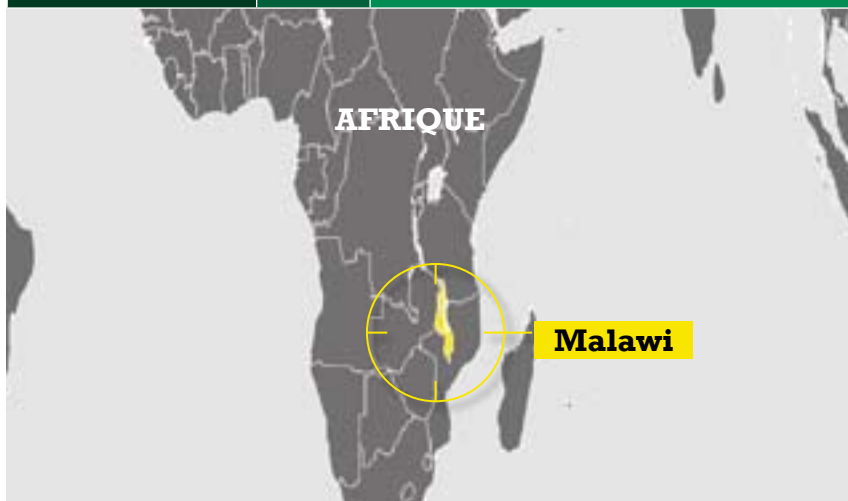
Le nombre de personnes nécessitant une assistance alimentaire a été réduit de plus de 4,5 millions en 2004 à moins de 150 000 en 2009⁽²¹⁸⁾. Ces progrès ont été rendus possibles par une forte volonté politique et des stratégies efficaces pour l'éradication de la faim.

Le gouvernement a alloué 11 % de son budget 2010-2011 à l'agriculture, dépassant même les 10 % d'objectifs stipulés par le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (CAADP)⁽²¹⁹⁾. Il a développé davantage de plans pour étendre les pratiques d'agriculture durable dans le budget 2010, avec des financements permettant l'irrigation de plus d'un million d'hectares autour des rivières et des lacs du pays⁽²²⁰⁾.

Le Malawi a également développé la Charte du Droit à l'alimentation, prête à être promulguée par le gouvernement. Il est cependant essentiel que le ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire prenne fait et cause pour cette charte afin qu'elle soit rapidement promulguée, que le Droit à l'alimentation soit garanti pour les générations à venir.

Hélas, malgré tous ces succès, des pénuries locales de denrées alimentaires ont eu lieu cette année. Alors que le gouvernement possède des stocks importants de grain grâce à une production excédentaire, il fait encore face à des difficultés en ce qui concerne la distribution⁽²²¹⁾.

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Taux de malnutrition très élevés
Cadre légal	C	Droit à l'alimentation en élaboration
Agriculture familiale et paysanne	B	Fort budget pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	C	Égalité des genres moyenne





Pays : Mozambique

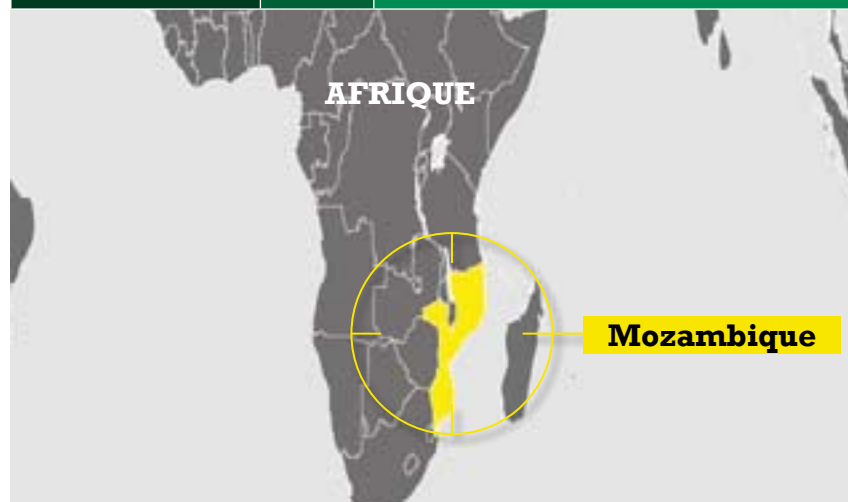
Chef d'État : **Président Armando Guebuza**

Résultat global : **42/100**

Note globale : **C**

Rang global : **7/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Taux de malnutrition très élevés
Cadre légal	D	Droit à l'alimentation en élaboration
Agriculture familiale et paysanne	D	Budget moyen pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	C	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

Le Mozambique a de bons résultats depuis des années en matière d'éradication de la faim et de la pauvreté. Selon les estimations de la FAO, le pays a atteint en 2009 sa cible OMD de réduction de moitié du nombre de personnes souffrant de la faim. Pourtant, la réduction de la malnutrition infantile est plus difficile : et on n'attend pas que le pays soit en mesure d'atteindre la cible dans ce domaine avant 2029⁽²²²⁾.

En réponse aux rapides hausses de prix durant la crise alimentaire, le gouvernement a mis en place un plan pour augmenter la production agricole entre 2008 et 2011 afin de réduire la vulnérabilité future du pays. Dans ce but, celui-ci a augmenté les financements, et cette année a alloué 10 % de son budget en faveur du secteur agricole (conformément à l'objectif du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine – CAADP)⁽²²³⁾.

La production alimentaire a augmenté d'environ 11 % en 2009⁽²²⁴⁾ et en 2010⁽²²⁵⁾. Vu l'importance du secteur agricole au Mozambique, cette augmentation a été un véritable moteur de croissance économique⁽²²⁶⁾.

L'investissement dans l'irrigation doit encore être revu à la hausse, cependant : seulement 1 % des terres arables du pays sont aujourd'hui irriguées⁽²²⁷⁾.

Dans le même temps, la stratégie de protection sociale doit être étendue pour pouvoir couvrir un plus grand nombre que les actuels 150 000 bénéficiaires – une mesure vitale, puisque la moitié des 22 millions d'habitants du pays vivent en dessous du seuil de pauvreté⁽²²⁸⁾.

Une ébauche de charte pour le Droit à une alimentation adéquate doit être soumise au gouvernement pour ratification d'ici à la fin de l'année 2010. Le droit à l'alimentation est également au cœur de la Stratégie nationale pour l'alimentation et la sécurité alimentaire pour la période 2008-2015.



Pays : Népal

Chef d'État : **Premier ministre Madhav Kumar Nepal**

Résultat global : **38/100**

Note globale : **D**

Rang global : **14/28**

Commentaires :

Bien qu'étant l'un des pays les plus pauvres du monde, le Népal a réalisé quelques progrès depuis 1990 en réduisant la proportion de sa population souffrant de sous-alimentation – d'où sa promotion à la 14^{ème} place du classement FaimZÉRO de cette année. Pourtant, le pays n'est toujours pas en mesure d'atteindre toutes ses cibles OMD : on ne prévoit pas que celui-ci soit en mesure de réduire de moitié le nombre d'enfant en insuffisance pondérale avant 2051.

En 2006, le Népal émergeait d'une décennie de conflit armé. L'insécurité politique, toujours d'actualité, affecte chaque secteur de la société népalaise, y compris l'agriculture⁽²²⁹⁾. De plus, la typologie du climat changeant⁽²³⁰⁾ – les sécheresses devraient être de plus en plus fréquentes – permet aux paysannes et aux paysans de moins bonnes récoltes, augmentant leurs dettes et leur inaptitude à s'autosuffire en matière alimentaire⁽²³¹⁾. La malnutrition est concentrée dans les régions vallonnées et montagneuses de l'Ouest du pays⁽²³²⁾.

L'investissement dans l'agriculture doit être revu à la hausse et les agriculteurs et agricultrices familiaux et paysans doivent être soutenus par le biais de subventions aux matières premières et des services d'aide au développement, par exemple. La constitution – une fois finalisée – stipulera probablement le droit à l'alimentation et le droit à un revenu décent.

Les inégalités de castes et des genres doivent être renversées. L'accès des femmes à la propriété terrienne, nécessaire pour la sécurité alimentaire des foyers, est pour l'instant réduit à 10,8 %⁽²³³⁾. L'annonce d'un « Programme d'emploi garanti » à destination des plus démunis est en soi un progrès – mais la législation est pour l'instant bloquée. Le programme de pensions aux personnes âgées, bien qu'en principe universel, doit être étendu pour l'être réellement.

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Taux de malnutritions moyens
Cadre légal	D	Pas de droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	C	Budget pour l'agriculture moyen
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	D	Égalité des genres moyenne





Pays : Nigéria

Chef d'État : **Premier ministre Goodluck Jonathan**

Résultat global : **38/100**

Note globale : **D**

Rang global : **13/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Taux de malnutritions faibles
Cadre légal	D	Pas de droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	D	Budget pour l'agriculture faible
Protection sociale	E	Protection sociale négligeable
Égalité des genres	B	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

Le Nigeria se place au 13ème rang des pays en développement de ce classement FaimZÉRO – mais pour un pays doté de sols si riches et fertiles, et des plus grandes réserves de pétroles d'Afrique, il devrait faire beaucoup mieux. Le pays peine encore à nourrir ses 140 millions d'habitants⁽²³⁴⁾, tandis que 26 pourcent des enfants y souffrent de malnutrition. Ce qui est choquant, c'est que le Nigeria n'est pour le moment pas en mesure d'atteindre ses cibles OMD de réduction de moitié de la malnutrition infantile avant 2025.

Les investissements nationaux destinés à l'agriculture sont faibles depuis des décennies. Mais la crise alimentaire a forcé le gouvernement à s'engager à réinvestir dans l'agriculture et à respecter son engagement dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (CAADP) d'allouer 10 % de son budget au secteur agricole⁽²³⁵⁾. Pourtant, après avoir augmenté son budget à l'agriculture l'année dernière, le gouvernement a réduit les dépenses pour l'agriculture dans son budget 2010, jusqu'à un piètre 3,6 % du total national⁽²³⁶⁾.

Cette petite allocation est mal orientée, avec seulement 13 % de la terre irriguée et très peu de services d'aide au développement disponibles. Le Nigeria a un potentiel agricole quasiment sans limites, avec plus de la moitié de ses terres arables en jachères⁽²³⁷⁾. L'ironie, c'est que le Nigeria importe une très grande part de ses besoins alimentaires de base, alors qu'il lui suffirait de cultiver pour être autosuffisant.

Le Nigeria doit faire des progrès vers l'éradication de la malnutrition infantile en introduisant des meilleurs programmes de protection sociale. À ce jour, son système de redistribution des revenus est de faible ampleur, et il pourrait être étendu pour réduire au mieux les impacts de la crise économique mondiale⁽²³⁸⁾.



Pays : Pakistan

Chef d'État : **Premier ministre Yousaf Raza Gillani**

Résultat global : **26/100**

Note globale : **D**

Rang global : **25/28**

Commentaires :

Des déficits alimentaires sur l'ensemble du pays et des importantes hausses de prix ont entraîné environ 17 millions de personnes supplémentaires à connaître l'insécurité alimentaire, s'ajoutant aux 60 millions de Pakistanais déjà dans ce cas – portant la population touchée à quasiment la moitié du pays⁽²³⁹⁾. Les prix nationaux des denrées alimentaires sont sensiblement plus élevés qu'avant la crise alimentaire de 2008, et après les récentes inondations catastrophiques, qui ont détruit des millions d'hectares de récoltes, la situation alimentaire du Pakistan semble aujourd'hui désespérée. Le pays est au 25^{ème} rang de ce classement FaimZÉRO.

La distribution inégale des terres est le facteur majeur de la malnutrition au Pakistan⁽²⁴⁰⁾, la moitié seulement des paysannes et des paysans étant propriétaires des terres cultivées⁽²⁴¹⁾. Des mesures comme l'engagement de la Province de Sindh à redistribuer des terres aux 80 000 paysans pauvres et sans terre⁽²⁴²⁾ – particulièrement les femmes – représentent des avancées majeures qui vont dans le bon sens. Malgré cela, de tels programmes doivent être étendus et copiés dans les autres provinces. La société civile a dû lutter contre les politiques gouvernementales en faveur de l'agriculture extensive, qui auraient pu conduire à ce que 9,14 millions d'hectares soient mis entre les mains des grandes compagnies, au lieu de celles des sans-terre qui en ont le plus besoin.

Le gouvernement alloue une minuscule part de 1,6 % de son budget à l'agriculture, et ce malgré le fait que les revenus de la majorité de la population rurale en dépendent⁽²⁴³⁾. Les paysannes et les paysans ne peuvent qu'espérer que le Groupe de travail sur la Réforme agraire, mis en place en juin 2010, puisse mettre en œuvre des mesures pour le secteur agricole qui renforceront la sécurité alimentaire à venir pour les populations souffrant de malnutrition du Pakistan⁽²⁴⁴⁾.

Le pays a désespérément besoin d'un système global de protection sociale. À l'exception du Programme d'allocations sociales du Benazir* – dont le budget a été doublé en 2009-2010 afin de bénéficier à 5,5 millions de familles⁽²⁴⁵⁾ – le système de protection sociale est fragmenté et constitué de mesures expérimentales de faible envergure.

* Benazir : pour Benazir Income Support Programme

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	D	Malnutrition élevée. Taux en hausse
Cadre légal	D	Pas de droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	E	Budget pour l'agriculture très faible
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	D	Égalité des genres moyenne





Pays : République démocratique du Congo

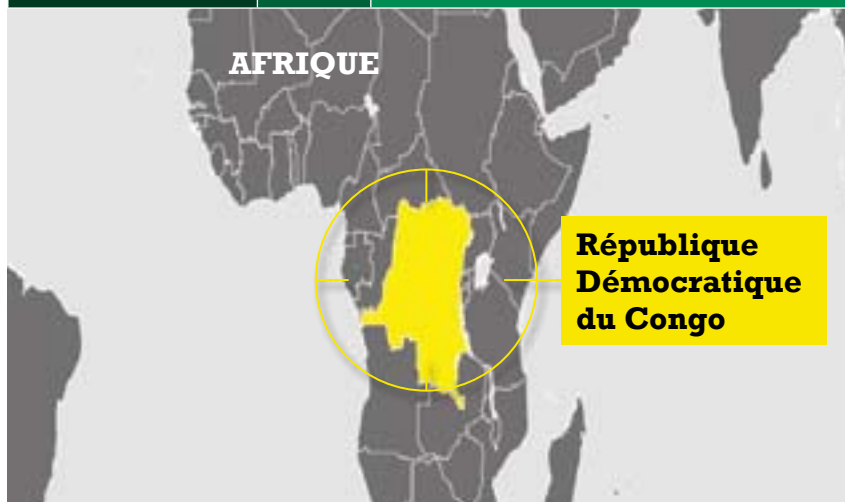
Chef d'État : **Président Joseph Kabila**

Résultat global : **11/100**

Note globale : **E**

Rang global : **28/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	E	Malnutrition très élevée. Taux en hausse
Cadre légal	E	Pas de législation sur le droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	E	Budget très faible pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale négligeable
Égalité des genres	D	Faible égalité des genres



Commentaires :

Les résultats de la République Démocratique du Congo (RDC) sont déplorablement bas dans toutes les catégories du classement FaimZÉRO, et sont notés comme la pire performance parmi tous les pays. Avec près de 76 % de sa population souffrant de faim chronique, la RDC détient les pires statistiques mondiales à ce sujet, et n'est en aucune mesure à même de respecter les OMD d'éradication de la faim⁽¹³⁹⁾. En réalité, la proportion de sa population souffrant de la faim est en hausse, celle-ci ayant déjà doublé depuis 1990. La malnutrition Aiguë constitue un problème endémique dans certaines parties du pays⁽¹⁴⁰⁾.

Alors que les conflits ont officiellement cessé en RDC, la violence – particulièrement celle faite aux femmes – continue d'infecter tout l'Est du pays⁽¹⁴¹⁾, où les conditions de vie sont exceptionnellement pauvres. L'agriculture et la sécurité alimentaire ne peuvent se développer dans de telles conditions. Malgré l'abondance de terres arables potentiellement cultivables, on estime que seul 1 à 2 % sont cultivées à ce jour⁽¹⁴²⁾. Si on souhaite juguler cette situation désespérante, le gouvernement devra faire de l'agriculture une priorité, allouant une part suffisante de son budget en ce sens. Il sera également dans l'obligation de garantir un meilleur accès des femmes à des ressources telles que la terre, le crédit, l'eau, les transports et les marchés.

Des actions gouvernementales directes sont nécessaires pour protéger la population de la faim. Les prix des denrées alimentaires sont encore élevés et volatiles sur la plupart du territoire, notamment car 95 % des aliments sont importés⁽¹⁴³⁾, tandis que la devise de la RDC basée sur ses ressources s'est effondrée. Le gouvernement doit investir plus des revenus miniers pour soutenir les paysannes et les paysans, et s'employer à diversifier l'économie. Alors qu'il existe un nombre important de terres cultivables, le territoire de la RDC regorge également de forêts pluviales qu'il s'agit de soutenir et de protéger contre les menaces, telles que les investissements étrangers rachetant les terres du gouvernement, afin de s'en servir pour cultiver des agrocarburants ou des récoltes destinées à l'exportation qui sont contre-productives.



Pays : Rwanda

Chef d'État : **Président Paul Kagame**

Résultat global : **39/100**

Note globale : **D**

Rang global : **11/28**

Commentaires :

Le Rwanda, par le biais d'engagements gouvernementaux forts en faveur de l'agriculture et d'un nouveau système de protection sociale, a réalisé des progrès impressionnants en très peu de temps de réduction des niveaux de malnutrition et de pauvreté. On note par exemple que le pays est en bonne voie pour atteindre son OMD de réduction de moitié de la malnutrition infantile juste un an avant l'échéance de 2015 – un bien meilleur résultat que celui de nations « plus riches ».

Les bons signaux de relance du secteur agricole sont dus à des investissements accrus dans l'agriculture, qui ont augmenté de 30 % entre 2007 et 2009⁽²⁴⁶⁾. La production agricole du pays a augmenté en conséquence de 15 % entre 2008 et 2009⁽²⁴⁷⁾, les rendements dans la production de maïs ayant doublé⁽²⁴⁸⁾. Il en a résulté une baisse substantielle de l'insécurité alimentaire et une forte croissance économique – et ce malgré le fait que la crise économique a frappé de nombreux autres secteurs, tels que le secteur minier⁽²⁴⁹⁾.

Ces progrès ont été rendus possibles par la nouvelle politique gouvernementale de soutien aux paysannes et aux paysans par le biais d'approvisionnements en outils et en semences essentielles, ainsi que par l'expansion de l'irrigation⁽²⁵⁰⁾ et du soutien à des méthodes d'agriculture durable et respectueuse de l'environnement afin d'endiguer le problème endémique de l'érosion des sols sur le territoire national.

Au Rwanda, l'une de nations enclavées à la densité démographique la plus élevée, et dont la plus grande part de l'agriculture est cultivée sur des coteaux érodés, ces mesures ont été vitales pour le développement du pays. Ce sont ces progrès qui ont permis au Rwanda de remonter dans le classement FaimZÉRO jusqu'à la 11^{ème} place cette année. Cependant, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir dans ce pays émergent à peine de la guerre civile et de taux de pauvreté désespérant, et des investissements toujours plus importants sont nécessaires pour capitaliser ces progrès⁽²⁵¹⁾.

Dans le même temps, un nouveau système de pensions et un programme de travaux publics vont permettre de réduire encore davantage la pauvreté. Ce dernier offrira aux populations pauvres des emplois garantis pendant 100 jours par an⁽²⁵²⁾.

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Taux de malnutrition très élevés
Cadre légal	D	Droit à l'alimentation en élaboration
Agriculture familiale et paysanne	C	Budget moyen pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale négligeable
Égalité des genres	D	Égalité des genres moyenne





Pays : Sénégal

Chef d'État : **Président Abdoulaye Wade**

Résultat global : **36/100**

Note globale : **D**

Rang global : **17/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Taux de malnutrition élevés
Cadre légal	E	Pas de droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	C	Faible budget pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	C	Moyenne égalité des genres



Commentaires :

La réduction de la proportion de population souffrant de la faim au Sénégal est encore loin de ce qui serait nécessaire pour atteindre l'échéance de 2015, et les projections actuelles indiquent que le pays ne pourra pas atteindre ses cibles avant 2060.

Le Sénégal est l'un des pays les plus touchés par la flambée des prix des denrées alimentaires de 2008 (subissant une hausse de 112 %), dans la mesure où près de 80 % du riz est importé⁽²⁵³⁾. Le Président Wade a annoncé un contrôle des prix du grain et des subventions pour les aliments de base. Il a également lancé un ambitieux programme pour le secteur agricole : la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (GOANA). Les objectifs sont de rendre le Sénégal autosuffisant en matière de riz et d'autres aliments de première nécessité d'ici à 2015 par le biais de l'irrigation et de la culture de terres inoccupées près du fleuve Sénégal⁽²⁵⁴⁾, ainsi que par d'importantes subventions sur les engrais, les semences et les pesticides.

Ces mesures, accompagnées de conditions climatiques favorables, ont contribué à une augmentation de la production pendant deux années consécutives⁽²⁵⁵⁾. Bien que ces mesures semblent s'engager dans la bonne direction, seulement 5 % du budget est à ce jour alloué à l'agriculture, et une augmentation de cette part pourrait grandement améliorer la situation. Le projet GOANA est également critiqué car il bénéficie majoritairement aux grandes sociétés.

L'accès à la terre est un enjeu majeur pour les paysannes et les paysans, dans la mesure où près de 350 000 hectares de terres ont été assignés à la production d'agrocarburants⁽²⁵⁶⁾ et la prospection de sociétés d'investissement étrangères a conduit à l'achat d'importantes bandes de terres, qui ne fournissent pas de récoltes pour les marchés nationaux⁽²⁵⁷⁾.

Le manque de mesures de protection sociale et d'une protection légale du droit à l'alimentation est un domaine sur lequel le Sénégal doit travailler pour renverser une situation de malnutrition désespérante et remonter au-dessus de la dix-huitième place du classement FaimZÉRO.



Pays : Sierra Leone

Chef d'État : **Président Ernest Bai Koroma**

Résultat global : **25/100**

Note globale : **D**

Rang global : **26/28**

Commentaires :

Émergeant encore d'une guerre civile qui a duré 10 ans, environ 29 % de la population de la Sierra Leone souffre de malnutrition⁽²⁵⁸⁾. La proportion d'enfants de moins de 5 ans en insuffisance pondérale est de 31 % et est en augmentation⁽²⁵⁹⁾. Le taux de malnutrition parmi l'ensemble de la population s'amplifie également, et le pays s'écarte de plus en plus de ses cibles OMD1 concernant la faim. La Sierra Leone régresse encore dans le classement de cette année au 26^{ème} rang.

La Sierra Leone a toujours un solde commercial net positif concernant le riz⁽²⁶⁰⁾, et le pays importe environ 40 % de ses besoins alimentaires⁽²⁶¹⁾. Cependant, les perspectives s'améliorent pour les paysannes et les paysans. La Sierra Leone a signé une convention dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (CAADP) et a lancé un Plan national de développement pour l'agriculture durable (NSADP*), qui a pour objectif l'éradication de la pauvreté et la hausse de la croissance économique par le développement du secteur agricole⁽²⁶²⁾. Un groupe de travail présidentiel a également été constitué pour superviser l'implantation du CAADP⁽²⁶³⁾.

Le gouvernement a alloué à l'agriculture 9,9 % de son budget 2010. Cependant, la totalité n'a pas été dépensée dans des programmes en faveur de l'agriculture, et l'on considère à 7,1 % la dépense pour des activités « réellement » liées à l'agriculture⁽²⁶⁴⁾. Les contributions additionnelles de la part des donateurs internationaux et du Programme agricole et de sécurité alimentaire mondiale devraient favoriser l'évolution des communautés rurales et le développement des agriculteurs et agricultrices familiaux⁽²⁶⁵⁾.

Les récentes réformes du gouvernement de sa politique d'administration des terres représentent une étape opportune⁽²⁶⁶⁾. Environ 1,5 million d'hectare de terres font actuellement l'objet de négociations dans divers endroits du pays pour des leasing à des investisseurs étrangers⁽²⁶⁷⁾, il est donc essentiel que ces réformes ne soient pas retardées.

Les faiblesses actuelles incluent le manque de services d'aide au développement pour les paysannes et les paysans⁽²⁶⁸⁾. La Sierra Leone n'a que peu de réalisations concernant les systèmes d'aide sociale en faveur des plus démunis. La protection sociale est limitée à des programmes de faible ampleur ou expérimentaux (tels que le Programme de minima sociaux), et il est urgent de compléter ces mesures de protection sociale⁽²⁶⁹⁾.

* NSADP : pour National Sustainable Agriculture Development Plan

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	E	Malnutrition très élevée. Taux en hausse
Cadre légal	E	Pas de droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	C	Budget moyen à l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	C	Égalité des genres moyenne





Pays : Tanzanie

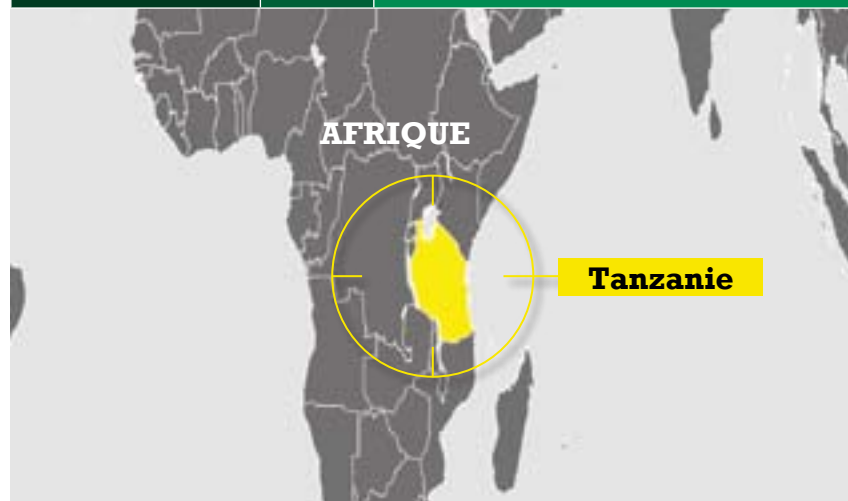
Chef d'État : **Président Jakaya Kikwete**

Résultat global : **37/100**

Note globale : **D**

Rang global : **15/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Malnutrition très élevée. Taux en hausse
Cadre légal	E	Pas de droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	C	Budget moyen pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale négligeable
Égalité des genres	C	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

Avec 44 % de sa population souffrant de sous-alimentation, la Tanzanie n'est largement pas en condition d'atteindre sa cible OMD de réduction de moitié de la proportion de personnes souffrant de malnutrition, plaçant le pays à la 15^{ème} place de ce classement FaimZÉRO. Près d'un enfant de moins de cinq ans sur quatre souffre d'insuffisance pondérale.

En août 2009, le gouvernement a introduit la mesure Kilim Kwanza (Agriculture d'abord) qui trace les grandes lignes pour une transformation de la production agricole du pays en secteur moderne et commercial d'ici à 2015. Son ambition est de développer la production agricole afin d'améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des 80 % de la population dont la rémunération dépend de l'agriculture⁽²⁷⁴⁾. Le gouvernement doit garantir un environnement politique et légal favorable au Kilim Kwanza quelque soit le résultat des élections d'octobre 2010.

Il est essentiel que les stratégies introduites pour augmenter la production agricole et la commercialisation du secteur n'empêchent pas la mise en œuvre d'autres mesures telles que le Village Land Act de 1999, qui vise à assurer et à protéger l'accès à la propriété terrienne pour les communautés rurales pauvres.

La promotion de la production d'agrocarburants a attiré un grand nombre d'investisseurs qui ont acquis de larges bandes de terres dont la culture aurait pu accroître les récoltes alimentaires. Le centre d'investissement de Tanzanie a désigné environ 2,5 millions d'hectares de terre comme « apte » à des projets d'investissements, et en 2009, environ 640 000 hectares avaient déjà été alloués à la production d'agrocarburants⁽²⁷⁵⁾. Pourtant, ces investissements doivent être jugés à l'aune de leurs effets sur la sécurité alimentaire et sur les droits humains. La Tanzanie doit mettre en œuvre un cadre légal et politique pour réguler ces investissements afin de protéger les intérêts de ceux dont les revenus dépendent de la production de ces terres⁽²⁷⁶⁾.



Pays : Ouganda

Chef d'État : **Président Yoweri Museveni**

Résultat global : **42/100**

Note globale : **C**

Rang global : **8/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	C	Taux de malnutrition moyens
Cadre légal	C	Droit à l'alimentation en élaboration
Agriculture familiale et paysanne	D	Budget moyen pour l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale négligeable
Égalité des genres	C	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

L'Ouganda se place au 8^{ème} rang dans ce classement FaimZÉRO, reconnaissant les efforts du pays à réduire la proportion de personnes touchées par la faim par rapport aux niveaux de 1990. Cependant, ces progrès n'ont pas été assez importants et malgré la rapide expansion économique, de nombreux Ougandais attendent encore de pouvoir en bénéficier. En 2009, 37 % des foyers sondés n'ont pas été en mesure de se fournir en quantité suffisante de nourriture à un moment de l'année⁽²⁷⁷⁾, les données fournies par le gouvernement donnant une estimation de 17,7 millions de personnes en insécurité alimentaire en 2007, contre 12 millions en 2002⁽²⁷⁸⁾. Les femmes sont particulièrement touchées – avec 69 % des foyers tenus par une femme souffrant de la faim⁽²⁷⁹⁾. Les retards de croissance chez les enfants sont en baisse, mais touchent encore plus d'un quart des enfants de moins de cinq ans⁽²⁸⁰⁾. Le changement climatique, les conflits et le manque de soutien à l'agriculture ont laissé des zones au Nord et au Nord-est du pays en grande insécurité alimentaire⁽²⁸¹⁾. Les programmes de protection sociale se développent aujourd'hui en Ouganda, mais ils sont toujours trop faibles et ils doivent être revus à la hausse pour faire face à cet état d'urgence.

Alors que l'agriculture emploie 73 %⁽²⁸²⁾ de la population⁽²⁸³⁾ (et 83 % des femmes), les allocations budgétaires au secteur sont restées très basses depuis des décennies, et la croissance de la production agricole a décliné de 7,9 % en 200-2001 à 0,7 % en 2007-2008⁽²⁸⁴⁾. Malgré l'engagement du gouvernement à porter à 10 % la part de son budget dédiée à ce secteur, et sa reconnaissance grandissante du rôle de l'agriculture dans l'éradication de la pauvreté, le plan quinquennal validé tout récemment n'alloue qu'entre 4,6 et 6,6 % du budget au secteur. Pourtant, si l'Ouganda parvenait à une croissance de 6 %, comme le stipule l'objectif visé par le CAADP, 2,9 millions de personnes supplémentaires ne vivraient plus en dessous du seuil de pauvreté à horizon 2015. Or, pour y parvenir, l'Ouganda devrait tripler son taux de croissance actuel dans le secteur agricole.

Les programmes agricoles doivent également s'adresser aux paysannes et paysans familiaux, et ne pas perpétuer les discriminations au sein de ces groupes, d'autant plus face aux problèmes que leur cause le changement climatique. L'Ouganda doit également garantir que les revenus de sa production pétrolière émergente soient réinvestis dans des programmes alimentaires et agricoles, et que le commerce régional des minéraux et les conflits ne viennent pas déstabiliser la région.



Pays : Vietnam

Chef d'État : **Premier Ministre Nguyen Tan Dung**

Résultat global : **51/100**

Note globale : **C**

Rang global : **3/28**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	B	Taux de malnutrition moyens
Cadre légal	E	Pas de droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	C	Budget moyen à l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale faible
Égalité des genres	C	Égalité des genres moyenne



Commentaires :

Le Vietnam se place au 3^{ème} rang mérité de ce classement FaimZÉRO, ayant réalisé des pas de géant vers l'éradication de la faim et de la pauvreté. Le pays a atteint ses cibles OMD de réduction de moitié de la proportion de personnes souffrant de la faim en 2004 et du nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale en 2007 – des années avant l'échéance mondiale de 2015⁽²⁸⁵⁾. Les progrès dans la réduction de l'insuffisance pondérale infantile ont été particulièrement remarquables, avec des taux chutant de près de 45 % au début des années 90 à moins de 20 % aujourd'hui⁽²⁸⁶⁾.

Les taux de réduction de la pauvreté sont également impressionnants, chutant de près de 60 % au début des années 90⁽²⁸⁷⁾ à 10 % estimés pour cette année⁽²⁸⁸⁾, soit une baisse de plus de trois quarts du nombre de personnes touchées par la pauvreté en tout juste 15 ans.

La majeure partie du succès économique vietnamien s'explique par le développement de l'agriculture paysanne et familiale dans les zones rurales, dont les origines remontent à la réforme « Doi Moi » entamée en 1986. Par le biais d'une redistribution équitable et un soutien important du gouvernement aux paysannes et paysans, cette réforme a eu un impact majeur sur la réduction des niveaux de pauvreté⁽²⁸⁹⁾. Le gouvernement a développé un certain nombre de programmes se concentrant sur l'extrême pauvreté des foyers les plus démunis, tout en introduisant des plans de crédits en faveur des paysannes et des paysans et en établissant un solide système de services d'aide au développement⁽²⁹⁰⁾.

Le Vietnam a supporté étonnamment bien la crise financière mondiale, par un mélange de mesures préexistantes et d'un ensemble de programmes « en faveur des pauvres ». Les nouvelles mesures introduites comprenaient un système de redistribution de revenus vers les foyers les plus pauvres, une meilleure couverture contre le chômage et la protection des travailleurs migrants qui avaient perdu leur emploi, ainsi qu'un soutien croissant à l'agriculture.



Pays : **Zambie**

Chef d'État : **Président Rupiah Banda**

Résultat global : **30/100**

Note globale : **D**

Rang global : **19/28**

Commentaires :

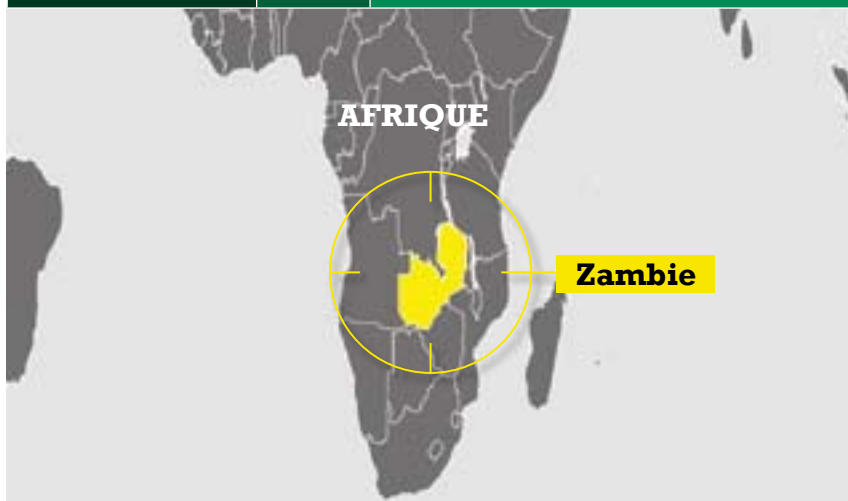
Le nombre de personnes souffrant de malnutrition est en hausse en Zambie, et il est impossible de dire quand le pays sera en mesure d'atteindre ses cibles OMD concernant l'éradication de la faim. On prévoit qu'à ce rythme, le pays ne pourra pas réduire de moitié le nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale avant 2027. La Zambie occupe logiquement une décevante 19^{ème} place dans ce classement FaimZÉRO.

Le gouvernement zambien doit mettre en œuvre de nombreuses nouvelles mesures pour pouvoir endiguer une faim croissante. Tout d'abord, il doit développer un plan détaillé à long terme de hausses budgétaires pour atteindre leur engagement dans le cadre du CAADP, signé cette année, et concentrer les investissements en faveur des paysannes et des paysans. La Zambie a une très faible couverture des services d'aide au développement soutenant les paysannes et les paysans et doit effectuer plus que des subventions en fournissant un véritable soutien afin de permettre de produire davantage. Avec 70 % de sa population pratiquant l'agriculture familiale et paysanne, cet investissement pourrait renforcer l'économie ainsi que renverser la tendance concernant la malnutrition⁽²⁹¹⁾.

Le gouvernement doit également mettre en place des mesures de protection sociale. La couverture de son système actuel est très faible, particulièrement dans un pays connaissant des niveaux avec un si grand nombre de personnes souffrant de malnutrition.

Une stratégie nationale d'ensemble pour l'éradication de la faim doit être implantée pour développer des initiatives cohérentes au sein des ministères responsables du soutien alimentaire, de la protection sociale et de l'agriculture. Dans le même temps, le rejet de l'inscription du droit à l'alimentation dans sa nouvelle constitution doit être repensé – ce geste aurait pu garantir une volonté politique plus forte et des mesures permettant l'éradication concrète de la faim. La Zambie aurait tout à gagner à copier son voisin le Malawi, qui a su rassembler ses forces politiques – alors même que ses ressources sont faibles – afin de réduire drastiquement le nombre de personnes souffrant de la faim.

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Malnutrition	D	Malnutrition très élevée. Taux en hausse
Cadre légal	E	Pas de droit à l'alimentation
Agriculture familiale et paysanne	C	Budget moyen à l'agriculture
Protection sociale	E	Protection sociale négligeable
Égalité des genres	D	Faible égalité des genres



2ÈME PARTIE
Bulletins de notes FaimZÉRO
Pays développés

AGIR POUR LES DROITS. VAINCRE LA PAUVRETÉ

Pays : **Australie**

Chef d'État : **Premier Ministre Julia Gillard**

Résultat global (budget) : **46/100**

Note globale (budget) : **C**

Rang global (budget) : **8/23**

Résultat global (politique) : **42/100**

Note globale (politique) : **C**

Rang global (politique) : **7/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	B	Faible mais fonds additionnels engagés
Aide à la protection sociale	E	Négligeable
Aide à l'égalité des genres	C	Sensibilité moyennement faible
Agriculture durable	A	Objectifs bas en agrocarburants
Changement climatique	E	Mauvaise performance



Commentaires :

L'Australie est toujours à la traîne dans la lutte mondiale contre la faim et la pauvreté. Malgré un engagement à porter son aide au développement à 0,5 % de son PIB d'ici à 2015-2016, le gouvernement n'a toujours pas défini d'échéance claire pour parvenir à l'objectif décidé par la communauté internationale de 0,7 %.

L'Australie peine également à développer une politique crédible en matière de climat et reste l'un des plus gros pollueurs en ce qui concerne les émissions de carbone par habitant. L'engagement du gouvernement, qui s'est donné un objectif contraignant de 4 % de réduction de ses émissions par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2020, est bien loin des objectifs promis par les pays développés comparables et n'aidera pas à enrayer le dangereux changement climatique qui nuit gravement à la sécurité alimentaire des communautés les plus pauvres du monde. L'Australie doit s'engager à réduire ses émissions de carbone de 40 % d'ici à 2020. Le pays doit également payer la part qui lui est imputable dans le coût pour les pays en développement de l'adaptation au changement climatique, estimé à 5,7 milliards de US \$ d'ici à 2020 – en plus des engagements déjà pris.

Nous retenons au crédit de l'Australie qu'elle est l'un des seuls pays à avoir engagé des fonds additionnels en faveur de l'agriculture à la suite de la crise alimentaire mondiale, dans le cadre de l'initiative pour la sécurité alimentaire de l'Aquila. Nous espérons que ce signal montre effectivement que l'Australie est prête à revoir à la hausse ses allocations d'aide à l'agriculture, pour améliorer la faible participation qui est la sienne aujourd'hui.

La résistance de l'Australie à la dénommée Taxe Robin des bois est clairement regrettable. Cette taxe infime sur les transactions financières mondiales pourrait fournir des milliards de dollars supplémentaires pour l'aide au développement et les programmes d'adaptation au changement climatique. La délégation australienne à la dernière réunion du G8/G20 de Toronto a joué un rôle déterminant dans le retrait de cette taxe de l'ordre du jour.



Pays : Danemark

Chef d'État : **Lars Løkke Rasmussen**

Résultat global (budget) : **37/100**

Note globale (budget) : **D**

Rang global (budget) : **14/23**

Résultat global (politique) : **53/100**

Note globale (politique) : **C**

Rang global (politique) : **2/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	C	Élevée mais pas de fonds additionnels
Aide à la protection sociale	E	Négligeable
Aide à l'égalité des genres	D	Sensibilité faible
Agriculture durable	A	Objectifs bas en agrocarburants
Changement climatique	D	Mauvaise performance



Commentaires :

Durant des années, le Danemark a aidé à la mise en place des normes internationales d'aide au développement, participant à celle-ci à hauteur de 0,7 % de son PIB. Il est frustrant de voir que le gouvernement danois a décidé cette année de geler ses allocations, entraînant une baisse qu'on estime de 0,88 % en 2009 à 0,76 % en 2013. Cette baisse va à l'encontre du consensus politique qui prévalait jusqu'alors de maintenir l'aide publique au développement au-delà de 0,8 %.

Le Danemark semble opérer un virage en matière d'efforts dans la lutte contre la faim. Le pays n'est pas signataire de l'initiative 2009 de l'Aquila pour le financement de l'agriculture et ne possède pas de stratégie spécifique quant au rôle de la sécurité alimentaire dans le développement. Il est probable que le gouvernement fasse de l'agriculture un pivot de ses engagements à venir, en cherchant à soutenir la croissance du secteur privé et de l'emploi dans les pays pauvres, mais sans garantie sur leur modalité : en faveur des grands groupes agroalimentaires et des initiatives orientées vers l'exportation ou au contraire destinés à soutenir l'agriculture familiale et paysanne, les initiatives locales pour la sécurité alimentaire et des pratiques d'agriculture durable.

Il a d'abord semblé que le Danemark pourrait montrer le chemin dans la recherche de nouvelles sources d'énergies renouvelables, ou propres, autres que les agrocarburants. Cependant on constate aujourd'hui que le pays s'est posé des objectifs élevés d'incorporation d'agrocarburants dans le secteur des transports.

L'échec d'un accord contraignant au COP15 a entraîné le Danemark à réduire ses ambitions politiques concernant le changement climatique en 2010. Néanmoins, fin septembre, la commission sur le climat du Danemark fournira de nouvelles perspectives sur la stratégie à tenir face au changement climatique. Le pays fournit toujours des fonds pour l'adaptation au changement climatique dans le cadre de l'APD – mais ne reconnaît pas la nécessité de fonds nouveaux et additionnels pour endiguer ce même changement climatique.

Le Danemark pourrait également user de son influence pour lutter contre les inégalités des genres (notamment par le biais de leur campagne mondiale très attendue à la veille du prochain sommet sur les OMD), en attirant l'attention sur les besoins de financement pour renverser les discriminations économiques perpétuelles dont les paysannes font l'objet.

Pays : Espagne

Chef d'État : **Premier Ministre José Luis Rodríguez Zapatero**

Résultat global (budget) : **19/100**

Note globale (budget) : **E**

Rang global (budget) : **18/23**

Résultat global (politique) : **29/100**

Note globale (politique) : **D**

Rang global (politique) : **10/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	B	Faible mais fonds additionnels promis
Aide à la protection sociale	E	Faible
Aide à l'égalité des genres	D	Sensibilité faible
Agriculture durable	D	Objectifs en agrocarburants élevés
Changement climatique	D	Mauvaise performance



Commentaires :

Les coupes budgétaires annoncées en mai de cette année ne permettront pas à l'Espagne de respecter ses propres engagements en matière d'aide publique, ni d'atteindre son objectif de 0,51 % de son PIB consacré à l'APD en 2010. C'est réellement décevant, vu les efforts récents du pays pour augmenter l'APD. L'Espagne ne doit pas prendre des mesures de lutte contre la crise fiscale au détriment des plus démunis, et doit se fixer des objectifs contraignants afin de consacrer 0,7 % de son PIB à l'APD en 2012, comme elle l'avait annoncé.

Le classement FaimZÉRO attribue du mérite à l'Espagne pour avoir fait de la lutte contre la faim une priorité de son programme d'APD et pour l'aide à l'agriculture supplémentaire annoncée à l'Aquila. Le pays est également proche de son propre objectif spécifiant que 10 % de son APD devrait être alloué à l'agriculture, le développement rural et la lutte contre la faim. Néanmoins, un faible taux d'APD en général indique qu'il faudra encore parcourir un long chemin avant que le pays contribue à hauteur de sa part imputable à ce secteur sous-financé. Les bons résultats relatifs de l'Espagne en matière de protection sociale sont obtenus dans un contexte de performances très médiocres de l'ensemble des donateurs dans ce domaine.

Durant sa présidence de l'UE en 2010, l'Espagne a su lancer le plan d'action pour l'égalité des genres de l'UE et la communication de la CE sur l'égalité des genres. Néanmoins, l'Espagne doit s'assurer que ces plans sont cohérents avec ceux du Comité d'aide au développement de l'OCDE afin d'améliorer la collecte de données sur le genre et la sensibilité spécifique de l'APD.

L'Espagne est loin derrière les autres pays donateurs en termes de diminution de ses émissions de gaz à effets de serre et ses objectifs pour 2020 sont très bas. Ceci témoigne de l'incohérence entre les engagements internationaux du pays, et son manque d'ambition au niveau national concernant le développement durable et le changement climatique.



Pays : États-Unis

Chef d'État : **Président Barack Obama**

Résultat global (budget) : **40/100**

Note globale (budget) : **C**

Rang global (budget) : **11/23**

Résultat global (politique) : **16/100**

Note globale (politique) : **E**

Rang global (politique) : **23/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	B	Use d'une influence importante
Aide à la protection sociale	E	Nouveaux engagements en cours
Aide à l'égalité des genres	E	Nouvelle stratégie promise
Agriculture durable	E	Objectifs en agrocarburants très élevés
Changement climatique	E	Doit mieux user de son influence



Commentaires :

Les États-Unis sont bien mieux classés que l'année dernière en matière d'APD, du fait de la forte influence politique de l'administration Obama sur les enjeux de sécurité alimentaire. En mai, l'administration a rendu publique sa nouvelle stratégie pour la sécurité alimentaire mondiale, le programme Feed the Future. Cette initiative fournit une vision stratégique et un plan d'affectation des 3,5 milliards de US \$ sur trois ans promis à l'Aquila en 2009 par les États-Unis pour la sécurité alimentaire.

Le programme Feed the Future représente un tournant spectaculaire dans la politique américaine pour le développement agricole. Son objectif est de soutenir les plans nationaux des pays en développement et il prévoit de nombreuses mesures destinées aux paysans familiaux, en particulier les femmes paysannes. Les États-Unis ont également fait d'importantes promesses de contribution financière au Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP*) de la Banque mondiale.

Dans l'ensemble, l'aide publique au développement officielle des États-Unis était de 28,665 milliards de US \$ en 2009, soit moins que l'objectif de 0,7 %, avec toutefois une augmentation de 1,8 milliard de US \$ par rapport à l'année précédente.

Cependant, alors que les États-Unis sont aujourd'hui leader en matière d'APD destinée à l'agriculture, des changements dans leurs politiques relatives aux agrocarburants et au changement climatique sont essentiels afin de rendre l'ensemble de leurs actions cohérentes.

Les normes d'énergies renouvelables (RFS*) aux États-Unis ont pour objectif l'incorporation de 9 milliards de gallons d'agrocarburants dans le secteur des transports. On prévoit qu'entre 2006 et 2012, le pays aura déboursé entre 76 et 93 milliards de US \$ en faveur des producteurs d'agrocarburants. Une récente analyse d'ActionAid et des agences de développement, parmi lesquelles la Banque mondiale, a démontré le lien direct qui existe entre l'augmentation de la production des agrocarburants en Afrique et en Amérique Latine et les hausses de prix des denrées alimentaires.

Vu l'impact majeur du changement climatique sur la sécurité alimentaire, les politiques du gouvernement américain en la matière ne correspondent pas aux ambitions des mesures en faveur de l'agriculture. Le congrès des États-Unis n'a pas encore promulgué de législation relative à des engagements contraignants de réduction des émissions et n'a pas engagé de soutien financier suffisant pour financer les besoins d'adaptation et de mitigation dans les pays en développement.

* NdT : pour Global Agriculture and Food Security Program / * NdT : pour Renewable Fuel Standards

Pays : France

Chef d'État : **Président Nicolas Sarkozy**

Résultat global (budget) : **50/100**

Note globale (budget) : **C**

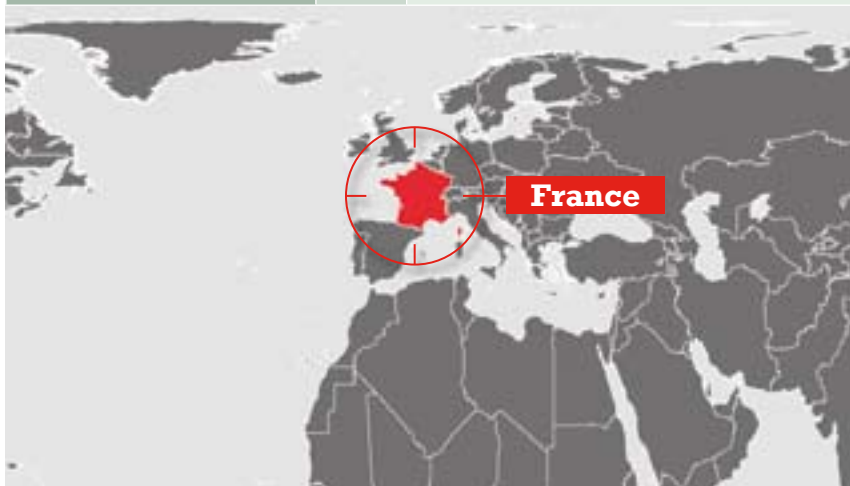
Rang global (budget) : **2/23**

Résultat global (politique) : **37/100**

Note globale (politique) : **D**

Rang global (politique) : **12/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	B	Moyenne et fonds additionnels engagés
Aide à la protection sociale	E	Négligeable
Aide à l'égalité des genres	D	Sensibilité faible
Agriculture durable	D	Objectifs en agrocarburants élevés
Changement climatique	C	Pas assez d'efforts



Commentaires :

Le gouvernement français a des résultats relativement bons au sein de ce classement FaimZÉRO, ce qui témoigne de l'attention portée par ce pays à l'alimentation et à l'agriculture pendant et après la crise alimentaire. Le président Sarkozy s'est présenté en héraut d'une nouvelle gouvernance en matière alimentaire et agricole, a défendu une réforme ambitieuse du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale de la FAO et promeut la régulation des investissements dans l'agriculture afin d'endiguer les accaparements de terre. La présidence française du G8 et du G20 sera l'occasion pour le pays de promouvoir une régulation mondiale du marché des matières premières agricoles, si la France est capable de faire preuve d'influence en matière de sécurité alimentaire et de malnutrition. Le versement des 20 milliards de US \$ promis à l'Aquila pour l'agriculture et l'alimentation devra également faire l'objet d'un soutien fort de la part du président français.

La France se situe parmi les premiers du classement en matière d'APD agricole, dans la mesure où elle verse 44 % de la part qui lui est imputable, ce qui veut toutefois dire que le pays doit doubler cette contribution afin d'atteindre la somme estimée nécessaire par les Nations Unies. La France a également fourni de fonds additionnels en soutien à l'agriculture dans le cadre de l'initiative de l'Aquila, engagement bienvenu pour endiguer l'insécurité alimentaire dans les pays du Sud, même si sa contribution pourrait être plus importante. La France doit notamment en faire davantage en matière de promotion de l'égalité des genres.

La France est mal notée en ce qui concerne l'impact de ses politiques sur la sécurité alimentaire mondiale. Ses résultats en matière de changement climatique sont corrects dans la mesure où elle réalise des progrès en termes d'émissions comparés à d'autres. Néanmoins, l'ensemble des pays donateurs a des résultats faibles dans ce domaine, dans la mesure où leurs financements restent largement insuffisants. La politique de la France concernant les accaparements de terre présente également des contradictions. Tandis que le ministre de l'agriculture Bruno Le Maire dénonce les actions « prédatrices » des investisseurs fonciers dans le Sud, le gouvernement français soutient avec fermeté les agrocarburants, dont la production entraîne des accaparements de terres dans les pays du Sud.

Le Président Sarkozy défend également la Politique agricole commune de l'UE qui déstabilise la production agricole dans les pays en développement. Les paysannes et les paysans du Sud qui souffrent de la faim ne peuvent se nourrir des belles paroles de la France : ils ont besoin de changements concrets et réels dans sa politique agricole et alimentaire.



Pays : Grèce

Chef d'État : **Premier ministre George Papandreou**

Résultat global (budget) : **13/100**

Note globale (budget) : **E**

Rang global (budget) : **21/23**

Résultat global (politique) : **37/100**

Note globale (politique) : **D**

Rang global (politique) : **13/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	E	Négligeable et pas de fonds additionnels
Aide à la protection sociale	E	Négligeable
Aide à l'égalité des genres	B	Sensibilité moyen
Agriculture durable	D	Objectifs en agrocarburants élevés
Changement climatique	D	Mauvaise performance



Commentaires :

La Grèce traverse actuellement une crise économique et financière profonde, et la malnutrition et la pauvreté sont encore moins prioritaires du fait d'un discours politique principalement centré sur les enjeux fiscaux et sociaux nationaux. Les montants de l'aide publique ont largement baissé, et la Grèce régresse en matière d'objectifs d'APD. À la suite de la contraction de l'économie, l'aide publique, en monnaie constante de 2009, a baissé de 12 % comparée à son niveau de 2008 et constitue en 2009 une part très faible de 0,19 % du PIB.

Malgré les engagements du gouvernement à mieux employer son aide publique, il n'y a pratiquement eu aucun changement dans la politique de développement de la Grèce. Le pays ne contribue qu'à hauteur de 13 % de la part qui lui est imputable dans l'aide publique destinée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, et ne coordonne pas son action avec les autres donateurs dans ce domaine, expliquant son très mauvais résultat en la matière.

En 2010, un comité a été constitué pour évaluer les progrès de la Grèce vis-à-vis des objectifs de l'UE à échéance 2020 en matière d'énergies renouvelables. Malheureusement, le pays a posé des objectifs d'incorporation d'agrocarburants plus élevés que prévu : on attend une hausse de la consommation d'agrocarburants dans le transport de 1,4 % en 2007 à 5,75 % en 2010. Avec des réductions d'émissions se poursuivant à un rythme lent – et une contribution nulle à la part lui revenant dans le financement de l'adaptation au changement climatique des pays en développement – la Grèce a encore beaucoup de chemin à faire pour devenir un contributeur sérieux dans l'effort global de résolution des enjeux du changement climatique et de ses impacts dévastateurs.

Le pays doit d'urgence revoir sa politique de développement et établir des mesures transparentes pour garantir que sa contribution aujourd'hui réduite soutienne efficacement les populations les plus démunies dans les pays les plus pauvres. Il est plus que jamais essentiel que la Grèce réévalue ses allocations budgétaires afin de respecter ses engagements dans la lutte contre la malnutrition.

Pays : Irlande

Chef d'État : **Taoiseach Brian Cowen**

Résultat global (budget) : **41/100**

Note globale (budget) : **C**

Rang global (budget) : **10/23**

Résultat global (politique) : **36/100**

Note globale (politique) : **D**

Rang global (politique) : **15/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	C	Moyenne et pas de fonds additionnels
Aide à la protection sociale	D	Faible
Aide à l'égalité des genres	D	Sensibilité faible
Agriculture durable	B	Objectifs en agrocarburants moyens
Changement climatique	D	Mauvaise performance



Commentaires :

L'Irlande est toujours le porte-parole de la lutte contre la faim, ayant fait de cet enjeu une priorité nationale. L'engagement politique du pays en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition a servi de guide pour une réponse mondiale à la flambée des prix des denrées alimentaires.

Après la crise financière mondiale qui a durement frappé l'Irlande, le pays a, en 2009, ramené son aide publique à 718 €, contre 921 € en 2008. Cela signifie que l'Aide publique au développement (APD) irlandaise se situe maintenant à 0,54 % de son produit intérieur brut (PIB). L'Irlande a également repoussé son échéance pour atteindre 0,7 % d'APD, de 2012 à 2015.

Le pays contribue environ à la moitié de sa part imputable dans le montant global nécessaire pour financer l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays pauvres, mais n'a pas engagé de fonds additionnels dans le cadre de l'initiative de l'Aquila lancée en 2009. L'Irlande est le deuxième plus grand donateur en matière de protection sociale – un domaine largement sous-financé par les autres donateurs – et ce même si sa contribution n'est actuellement que de 25 % de sa part imputable. L'Irlande s'est engagée à se baser sur l'indice d'égalité des genres du CAD de l'OCDE pour ses allocations d'APD, ce qui révèle en fait que seulement une très petite part de son aide publique est destinée aux besoins des femmes et à la lutte contre les inégalités des genres.

L'Irlande a de moins bons résultats dans les domaines qui ont un impact négatif sur la malnutrition dans le monde. Son objectif d'incorporation d'agrocarburants dans les transports est de 4 % malgré les mises en garde des effets négatifs d'une telle politique.

En 2009, les émissions de gaz carboniques de l'Irlande se sont réduites d'environ 15 %, ce qui est néanmoins largement à mettre au compte de la crise économique et financière, celles-ci devant remonter au gré de la relance économique. De fait, l'Irlande a de très mauvais résultats en matière de réduction de ses émissions, loin des 40 % nécessaires à endiguer le changement climatique. Le pays doit également jouer un rôle plus actif mondialement, et contribuer plus largement au financement de la mitigation. Une étude publiée en 2010 par le Ministère irlandais de l'énergie et du changement climatique appelle également l'UE à reconnaître le dioxyde de carbone absorbé par les forêts dans le cadre de la directive de réduction des émissions de gaz à effets de serre. Une telle prise en compte réduirait fortement la pression sur les États membres à réduire leurs émissions de carbone.



Pays : **Italie**

Chef d'État : **Premier ministre Silvio Berlusconi**

Résultat global (budget) : **19/100**

Note globale (budget) : **E**

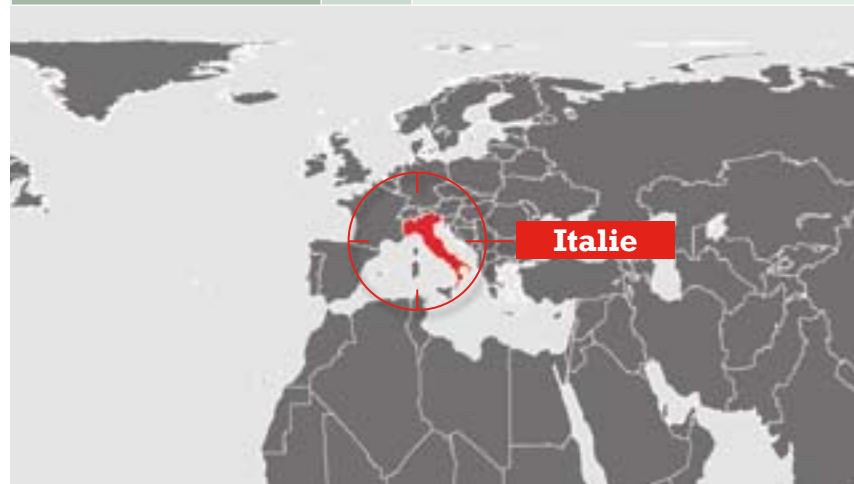
Rang global (budget) : **18/23**

Résultat global (politique) : **29/100**

Note globale (politique) : **D**

Rang global (politique) : **10/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	D	Négligeable et pas de fonds additionnels
Aide à la protection sociale	E	Négligeable
Aide à l'égalité des genres	E	Sensibilité très faible
Agriculture durable	C	Objectifs en agrocarburants élevés
Changement climatique	D	Mauvaise performance



Commentaires :

Le problème posé par la faible aide publique fournie par l'Italie est connu. En 2009, l'Italie occupe l'avant-dernière place parmi les donateurs, la part d'APD dans le PIB baissant à 0,16 %, alors qu'elle était de 0,22 % en 2008. En fait, malgré le fait que le gouvernement a déclaré en 2009 que l'OMD1 était le mieux financé de tous les OMD, avec 25 % de son aide publique totale, ces chiffres sont hors de propos en valeur absolue.

En avril 2010, le gouvernement a présenté ses projets visant à la mise en œuvre de l'OMD1, se concentrant essentiellement sur la lutte contre la pauvreté en général plutôt que spécifiquement contre la faim. Ceux-ci définissent en termes très basiques la pauvreté, les paramètres à prendre en compte, etc., et restent très évanescentes quant à des objectifs et des échéances claires en termes de réduction de la faim et de la malnutrition.

L'année dernière, l'Italie a accueilli le sommet du G8 à l'Aquila où des engagements majeurs ont été pris en matière de lutte contre la pauvreté : dans le cadre de l'initiative pour la sécurité alimentaire de l'Aquila, les pays donateurs ont promis 22 milliards de US \$ sur les trois prochaines années pour la sécurité alimentaire. Néanmoins, malgré les déclarations d'intention ambitieuses de son Premier ministre, l'Italie ne s'est engagé à verser que 428 millions de US \$ durant les trois prochaines années, dont seulement 180 millions sont des fonds additionnels. Ces montants sont dans les faits inférieurs à ce qui est normalement budgété pour des initiatives en faveur de la sécurité alimentaire.

L'Italie accueille également les agences pour la sécurité alimentaire des Nations Unies, et se doit donc de jouer un rôle important dans la lutte contre la faim et dans la définition d'une nouvelle architecture en matière de sécurité alimentaire, y compris en y participant financièrement.

L'Italie a établi son Plan national relatif à la directive européenne sur les énergies renouvelables (ENR) sans y inclure aucun critère de développement durable. Les objectifs stipulés dans le plan viendront augmenter légèrement l'utilisation minimum d'agrocarburants dans le secteur des transports, jusque 3,5 % d'ici à 2010, et 4 % à horizon 2012.

Pays : Pays-Bas

Chef d'État : **Premier ministre Jan Peter Balkenende**

Résultat global (budget) : **40/100**

Note globale (budget) : **D**

Rang global (budget) : **12/23**

Résultat global (politique) : **42/100**

Note globale (politique) : **C**

Rang global (politique) : **6/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	C	Moyenne et pas de fonds additionnels
Aide à la protection sociale	E	Négligeable
Aide à l'égalité des genres	D	Sensibilité faible
Agriculture durable	C	Objectifs en agrocarburants moyens
Changement climatique	D	Mauvaise performance



Commentaires :

Les Pays-Bas, généreux donateur avec plus de 0,8 % de leur PIB consacré à l'aide publique, se placent dans la première moitié du classement FaimZÉRO en matière d'APD. Le pays investit en moyenne 7,7 % de son APD dans l'agriculture – plus que la moyenne de l'UE – mais cette participation doit encore augmenter pour que les Pays-Bas atteignent la part qui leur est imputable dans les besoins mondiaux d'aide publique en matière d'agriculture.

À ce jour, la plupart de l'aide hollandaise à l'agriculture est destinée au soutien des structures nationales et au développement du marché. Néanmoins, les paysannes et les paysans pauvres n'en bénéficieront que si l'accès aux institutions et aux marchés est également amélioré, et que les organisations paysannes sont renforcées. Les paysans familiaux, et en particulier les paysannes, doivent donc faire l'objet de plus d'attention.

Alors que les Pays-Bas ont ouvert la voie en termes de sensibilité de leur APD pour l'égalité des genres, dans les faits, seul un faible pourcentage de celle-ci est destiné spécifiquement aux femmes.

La cohérence politique est une priorité pour le gouvernement hollandais, au niveau national et également en termes de coordination avec les politiques de l'UE. Les Pays-Bas ont de bons résultats dans ce domaine, mais le pays peut encore mieux faire. Au sein de l'UE, il a été l'un des pays les plus progressistes sur les enjeux du changement climatique et le financement de l'adaptation des pays en développement, mais les niveaux de tous les donateurs dans leur ensemble, y compris des Pays-Bas, sont encore trop faibles.

Le gouvernement hollandais investit dans des projets promouvant le développement durable dans les chaînes de production d'agrocarburants, et souhaite que le droit à la terre et à la sécurité alimentaire soient inclus dans les critères de développement durable de l'UE. Ce point essentiel doit continuer d'être soutenu par le gouvernement, surtout dans le contexte d'une augmentation des objectifs d'incorporation d'agrocarburants dans les transports hollandais, prévue pour 2014.



Pays : Royaume-Uni

Chef d'État : **Premier ministre David Cameron**

Résultat global (budget) : **48/100**

Note globale (budget) : **C**

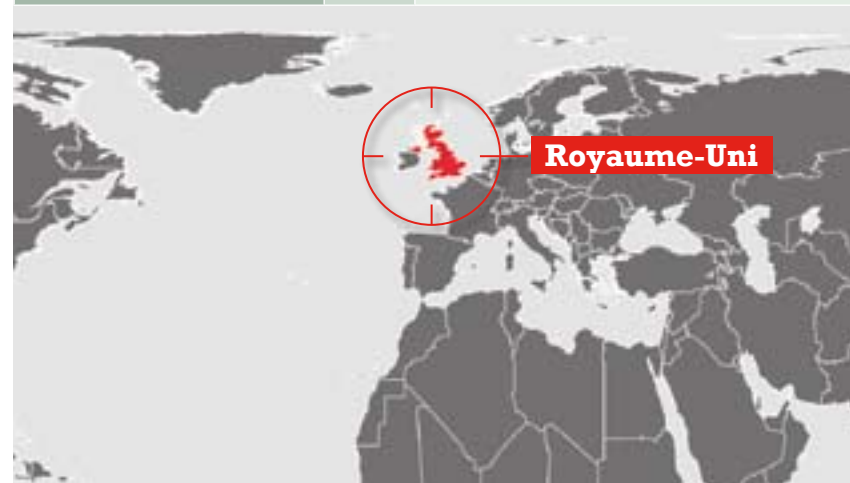
Rang global (budget) : **7/23**

Résultat global (politique) : **49/100**

Note globale (politique) : **C**

Rang global (politique) : **3/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	B	Faible mais fonds additionnels promis
Aide à la protection sociale	E	Faible
Aide à l'égalité des genres	D	Sensibilité faible
Agriculture durable	D	Objectifs en agrocarburants élevés
Changement climatique	D	Mauvaise performance



Commentaires :

Le Royaume Uni réalise deux choses importantes qui vont dans le bon sens concernant la lutte contre la malnutrition mondiale : elle s'est engagée à fournir 0,7 % de son PIB pour l'aide publique au développement, et a promis de réduire de 34 % ses émissions de gaz carbonique par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2020. Malheureusement, ces résultats impressionnants ne naissent pas d'une volonté du Royaume Uni de lutter contre la faim, mais d'autres objectifs politiques concurrents. Lorsqu'il s'agit de prendre des mesures volontaires visant à éradiquer la faim, le Royaume Uni est bien moins actif.

Malgré un fort engagement dans l'aide publique, la GB n'investit pas assez dans l'agriculture. Le pays dépense tout juste un peu plus d'un tiers de sa part imputable à l'aide publique aux paysans, nécessaire pour réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim. De la même manière, il ne fournit qu'une fraction de ce qui est nécessaire en termes de protection sociale dans les pays en développement. Les femmes paysannes sont particulièrement oubliées et pratiquement rendues invisibles dans les mesures du DFID* pour l'agriculture. En 2009, 1 seul projet agricole sur les 45 que dirigeait le DFID avait pour principal objectif l'égalité des genres.

À ce jour, le Royaume Uni a utilisé relativement peu d'agrocarburants. Pourtant, cette politique est en cours de révision et le gouvernement envisage de tripler ses objectifs d'incorporation d'agrocarburants dans les transports d'ici à 2020. Une telle augmentation pourrait non seulement aggraver la malnutrition mais également empêcher le pays d'atteindre ses objectifs en matière de réduction d'émissions de gaz carbonique.

Afin de ne pas plus régresser dans la lutte contre la faim, le Royaume Uni doit apporter les preuves qu'il s'agit pour lui d'un enjeu prioritaire et augmenter son APD agricole, à l'inverse ne pas augmenter ses objectifs d'incorporation d'agrocarburants, et prendre des mesures concrètes afin de réduire ses émissions de gaz à effets de serre.

* NdT : Secrétariat à la coopération internationale pour Department of International Development

Pays : Suède

Chef d'État : **Premier ministre Fredrik Reinfeldt**

Résultat global (budget) : **50/100**

Note globale (budget) : **C**

Rang global (budget) : **4/23**

Résultat global (politique) : **35/100**

Note globale (politique) : **D**

Rang global (politique) : **17/23**

INDICATEUR	NOTE	COMMENTAIRE
Aide à l'agriculture	C	Élevé mais pas de fonds additionnels
Aide à la protection sociale	E	Négligeable
Aide à l'égalité des genres	A	Forte sensibilité
Agriculture durable	C	Objectifs en agrocarburants élevés
Changement climatique	D	Mauvaise performance



Commentaires :

La Suède a une réputation de donateur généreux, le pays dépensant en 2009 1,12 % de son PIB en APD et se classant deuxième parmi les pays donateurs en matière d'APD destinée à l'agriculture. Le pays est également le plus performant en matière de sensibilité et de traçabilité de l'aide destinée aux femmes.

En 2009, le gouvernement suédois a annoncé l'allocation de 400 millions de US \$ à la lutte contre le changement climatique sur la période 2009-2012. Cependant, tout cet argent provient de l'aide déjà attribuée à d'autres programmes, et non pas de fonds additionnels. Le financement de l'adaptation et de la mitigation face au changement climatique est particulièrement nécessaire pour soutenir les pays en développement souffrant des conséquences désastreuses du changement climatique ; mais il est clair que la ponction de budgets d'aides publiques existants ne va pas seulement à l'encontre des accords internationaux sur le climat, mais pénalise finalement les plus démunis.

La ministre suédoise du développement et de la coopération, Gunilla Carlsson, souhaite renforcer le rôle du secteur privé dans la coopération dans l'espoir de faire augmenter les revenus fiscaux des pays pauvres. De fait, malgré un montant total d'évasion fiscale dans les pays en développement en faveur des sociétés multinationales estimé à 160 milliards de US \$ annuels, très peu d'attention est portée à ce sujet. Ces montants sont supérieurs à l'ensemble de l'aide publique combinée et seraient largement suffisants pour faire de tous les Objectifs du millénaire pour le développement une réalité. Le gouvernement suédois doit développer une approche cohérente contre les fuites de capitaux et l'évasion fiscale du point de vue des pays en développement.

La Suède a été la première en termes de proportions de voitures vertes vendues, ainsi qu'en matière de consommation d'agrocarburants dans le secteur des transports, en grande partie à cause des larges subventions offertes pour l'achat d'un véhicule vert. La plupart des agrocarburants utilisés en Suède sont produits à base d'éthanol importé du Brésil. Si l'on en croit une prévision de l'agence pour l'énergie suédoise, la majorité des 10 % d'énergies renouvelables dans les transports que la Suède s'est donnée comme objectif dans le cadre de l'UE seront en fait des agrocarburants importés. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités pour garantir que les politiques publiques et les subventions en Suède n'ont pas d'effet négatif sur la sécurité alimentaire et le droit à la terre dans les pays en développement.

3^{ÈME} PARTIE Indicateurs FaimZÉRO

AGIR POUR LES DROITS. VAINCRE LA PAUVRETÉ

Informations sur les indicateurs, les méthodologies et les sources

La campagne FaimZÉRO est une campagne mondiale de plaidoyer d'ActionAid à laquelle s'associe Peuples Solidaires. Elle s'adresse aux gouvernements du Nord et du Sud afin qu'ils remplissent le premier Objectif du Millénaire du Développement de réduire la faim de moitié d'ici à 2015. Ce rapport FaimZÉRO analyse les niveaux d'action à ce sujet tant de la part des nations riches que des nations pauvres. Alors que d'autres classements internationaux se focalisent sur l'échelle et l'amplitude des données concernant la malnutrition, ce rapport est unique dans le sens où il évalue les avancées concrètes que les gouvernements ont entreprises pour son élimination.

Ces bulletins de notes FaimZÉRO sont élaborés dans le but d'évaluer les progrès de deux groupes de pays dans la réalisation de leurs objectifs à en finir avec la faim dans le monde :

A. Les 28 pays en développement participant à la campagne FaimZÉRO d'ActionAid

B. Les 23 pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE

Concernant les pays en développement, nos indicateurs sont basés sur les mesures identifiées par les Nations Unies comme étant les plus à même de renverser l'augmentation des chiffres de la faim, telles que stipulées tout récemment dans son Cadre d'action global contre la crise alimentaire mondiale, mais qu'on retrouve également dans d'autres accords et directives de l'ONU.

Tous les pays ne se trouvaient pas dans la même situation, quand la communauté internationale a décidé, en 2000, d'adopter les Objectifs du millénaire pour le développement. Certains se remettaient à peine de guerres civiles, d'autres subissaient une pandémie rampante de SIDA. Certains, avec des

niveaux historiquement élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire, avaient plus de chemin à faire, et moins de ressources pour parvenir à des résultats. C'est pourquoi nous avons décidé que notre classement saluerait les efforts et les progrès, et pas seulement les résultats.

Les pays en développement ont été évalués à l'aide de cinq indicateurs : leur engagement législatif vis-à-vis du droit à l'alimentation, leurs investissements dans l'agriculture et la protection sociale, leur engagement en faveur de l'égalité des genres et des droits des femmes, et leurs performances en matière de malnutrition et d'alimentation infantile.

Ce second classement FaimZÉRO a vu s'ajouter un nouvel indicateur relatif à l'égalité des genres, à cause du rôle essentiel du soutien aux femmes paysannes dans la lutte contre la faim. Cet indicateur est basé sur l'indice d'institutions sociales et d'égalité des genres, sur l'accès des femmes à la terre, et sur la disponibilité de données détaillées par genre.

Les pays en développement sont évalués autant sur leurs actions que sur les résultats de celles-ci en matière de réduction de la faim. En évaluant les résultats, nous sommes en mesure de trouver des similitudes et des différences parmi les mesures et actions mises en œuvre par les pays qui ont fait des progrès importants à ce sujet. Pour les pays en développement qui se portent mieux, comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et l'Inde, nous avons estimé que le niveau de résultats souhaitable devait être plus élevé que celui des pays plus pauvres.

Le classement FaimZÉRO évalue également les mesures des pays développés, et leurs impacts positifs ou négatifs globaux sur la réduction de la faim dans le reste du monde. Pour ce faire, ils ont été évalués selon deux groupes d'indicateurs :

1. Leurs fonds dédiés à l'agriculture et ceux dédiés aux mesures de protection sociale (« indicateurs budgétaires »). Ces indicateurs ont

pour but d'évaluer le niveau d'engagement en faveur de secteurs qu'ils ont eux-mêmes, dans le Cadre d'action global et dans l'initiative pour la sécurité alimentaire de l'Aquila, décrétés comme cruciaux pour réduire la faim. De même que pour les pays en développement, le classement FaimZÉRO 2010 a utilisé un nouvel indicateur de soutien à l'égalité de genre, sur la base de la quantité d'APD destinée à des projets pertinents.

2. Les donateurs ont également été évalués sur l'impact de leurs politiques nationales (indicateur de « cohérence politique ») sur la malnutrition actuelle et future des pays en développement, notamment par le biais de subventions à l'utilisation d'agrocarburants (qui contribuent à la volatilité des prix des denrées alimentaires) et aux émissions carboniques (qui entraînent des réductions dramatiques des rendements des cultures dans de nombreux pays en développement).

Plus avant, nous donnons davantage de détails sur chaque indicateur et les sources et méthodologies utilisées pour calculer les notes.

Tableau 5 : Indicateur : Faim

	PRÉVALENCE DE L'INSUFFISANCE ALIMENTAIRE CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS (%)	PROPORTION DE PERSONNES SOUFFRANT DE MALNUTRITION DANS LA POPULATION TOTALE (%)	ESTIMATION DE L'ANNÉE OÙ SERA ATTEINTE LA CIBLE CONCERNANT L'INSUFFISANCE	ESTIMATION DE L'ANNÉE OÙ SERA ATTEINTE LA CIBLE CONCERNANT LA RÉDUCTION DE MOITIÉ DU NOMBRE DE PERSONNES SOUFFRANT DE MALNUTRITION (OMD 1)	DÉFICIT ALIMENTAIRE DE LA POPULATION SOUFFRANT DE MALNUTRITION	NOTE GLOBALE POUR LA MALNUTRITION	RANG FINAL DES PAYS CONCERNANT LA MALNUTRITION
ANNÉE	DIVERSES	2004-2006			2004-2006		
IMPORTANCE RELATIVE	38 %		38 %	25 %			
GHANA	14	8	2012	1999	Moyen	B	1
CHINE	5	10	2002	2010	Élevé	B	2
VIETNAM	20	13	2007	2004	Élevé	B	3
BRÉSIL	2	6	2001	2012	Élevé	B	4
CAMBODGE	29	25	2010	2010	Élevé	B	5
NIGERIA	27	8	2025	2005	Moyen	C	6
MOZAMBIQUE	21	37	2012	2009	Élevé	C	7
OUGANDA	16	15	2039	2020	Moyen	C	8
GUATEMALA	6	16	2004	Taux en augmentation	Élevé	C	9
BANGLADESH	41	26	2009	2015	Élevé	C	10
MALAWI	16	29	2013	2009	Élevé	C	11
RWANDA	18	40	2016	2031	Sévère	C	12
NÉPAL	39	16	2093	2021	Moyen	C	13
TANZANIE	17	35	2011	Taux en augmentation	Élevé	C	14
KENYA	16	30	2028	2071	Élevé	C	15
SÉNÉGAL	15	25	2042	2091	Moyen	C	16
ÉTHIOPIE	35	44	2029	2009	Sévère	C	17
LESOTHO	17	15	Taux en augmentation	Taux en augmentation	Moyen	D	18
GAMBIE	16	29	2016	Taux en augmentation	Élevé	D	19
LIBERIA	20	38	2028	Taux en augmentation	Sévère	D	20
ZAMBIE	15	45	2027	Taux en augmentation	Sévère	D	21
PAKISTAN	31	23	2011	Taux en augmentation	Élevé	D	22
HAÏTI	19	58	2018	2053	Aigu	D	23
INDE	44	22	2017	2083	Élevé	D	24
SIERRA LEONE	28	46	Taux en augmentation	Taux en augmentation	Sévère	E	25
AFRIQUE DU SUD	8	5	Taux constant	Nc	Élevé	E	26
RDC	28	75	2060	Taux en augmentation	Élevé	E	27
BURUNDI	39	63	Taux en augmentation	Taux en augmentation	Sévère	E	28

A : Évaluation des pays en développement

Les 28 pays en développement étudiés dans ce classement sont ceux qui participent à la campagne FaimZÉRO d'ActionAid, dans la mesure où le personnel d'ActionAid et nos partenaires sur le terrain sont en mesure de nous fournir des données de première main au sujet des mesures et des programmes des gouvernements concernés visant à en finir avec la faim. Un autre critère important dans ce choix est la disponibilité d'informations relativement fiables pouvant être comparées par les différents indicateurs.

L'absence de certaines données a conduit à se baser sur certaines hypothèses dans les méthodologies de calcul, de notation et de classement servant de base à ce rapport. À des fins de transparence totale, nous incluons dans cette section les données manquantes, les hypothèses et les calculs utilisés.

L'échelle de notation est commune à tous les indicateurs :

A : 81 % - 100 %

B : 61 % - 80 %

C : 41 % - 60 %

D : 21 % - 40 %

E : 0 % - 20 %

Indicateur : Faim

Nous évaluons les pays conformément aux deux cibles suivantes composant l'OMD1 : prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans, et proportion de la population souffrant d'une malnutrition chronique, le premier point étant plus une mesure de la détresse dans le court terme. Tous deux sont comparés aux données de 1990. Afin de savoir si les pays progressent ou non, le classement 2010 inclut des projections de l'année de réalisation des objectifs conformément aux tendances observées. L'intensité de la malnutrition (le déficit alimentaire) est également incluse dans la mesure où elle représente un indicateur clé de la sévérité de la situation. En ce qui concerne les pays en développement qui se portent mieux, comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et l'Inde, nous avons estimé que le niveau de résultats souhaitable devait être plus élevé que celui des pays plus pauvres.

Hypothèses générales :

- Ce classement évalue des pays non seulement sur les initiatives mises en œuvre par les gouvernements pour éliminer la faim, mais également sur la tendance, l'étendue et l'intensité de la sous-alimentation.
- Afin d'estimer l'étendue de la malnutrition, deux sources de données sont possibles. La première est la plus récente estimation de la sous-alimentation fournie par la FAO pays par pays, présentée en pourcentage (reflétant la part de la population dont la consommation en énergie diététique est insuffisante sur une période de trois ans – 2004 à 2006 – soit avant la flambée des prix des denrées alimentaires).
- La deuxième option est constituée des projections pour 2008-2009 de la plus récente évaluation de la sécurité alimentaire de l'USDA, qui dérivent de la base de données de la FAO et des données de la Banque mondiale, mais en se basant sur des modèles légèrement différents (voir <http://www.ers.usda.gov/briefing/globalfoodsecurity/questions.htm#fao>). Néanmoins, dans la mesure où les projections de l'USDA souffrent d'un manque de données quant à l'estimation de la proportion de mal nourris dans des pays clés comme la Chine ou le Brésil, nous les avons écartées.
- Selon la FAO, la sous-alimentation renvoie à la condition d'une population dont la consommation en énergie diététique est en permanence sous le seuil minimal garantissant une vie saine et qui autorise à un minimum d'activité physique ne conduisant pas à une diminution inacceptable de l'indice de masse corporelle.
- Au niveau national, les gouvernements, les organisations académiques et de la société civile se sont également accordés sur leur propre seuil de minima diététique (souvent en différenciant les zones urbaines et rurales), mais ceux-ci ne sont pas comparables entre les pays.
- Le deuxième groupe d'estimations utilisé pour évaluer l'étendue de la malnutrition est la prévalence nationale de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans, conformément aux standards de croissance infantile de l'OMS. Ces valeurs indiquent la proportion d'enfants souffrant de pertes de poids (« wasting ») et/ou de retards de croissance (« stunting »).
- Nous avons choisi de ne pas nous servir des données de mortalité infantile chez les enfants de moins de cinq ans car elle constitue un reflet partiel de la synergie fatale entre une consommation diététique inadéquate et un environnement malsain.

- Malgré la possibilité de redondance, nous avons choisi de faire une moyenne de ces deux groupes de données pour un certain nombre de raisons :
 1. Les données de la FAO sont une moyenne sur la période 2004-2006, tandis que les données de l'OMS concernant les enfants ne sont pas une moyenne, mais représentent celles de la dernière année disponible entre 2001 et 2008.
 2. Les données de la FAO sont basées sur des macro-estimations de projections démographiques, de disponibilité alimentaire et des inégalités en matière de distribution alimentaire rapportées à des seuils de sous-alimentation variables, détaillées par année et par pays, tandis que les données de la FAO sont basées sur des études nationales approfondies de terrain, et enfin
 3. Dans la mesure où les enfants sont les plus vulnérables à la sous-alimentation aux effets potentiels sur le reste de leur vie, les calculs de la malnutrition infantile, conjointement aux données relatives à l'ensemble de la population, permettent de rapporter cette importante vulnérabilité sans la fonder dans des moyennes démographiques.
- Afin de montrer que les pays ayant un revenu plus élevé soient évalués sur des critères plus importants d'efforts vers la réduction de la faim, nous avons classé les pays choisis en trois groupes différents, en fonction des dernières données disponibles du classement par pays de la Banque mondiale de juillet 2009 relatives à la croissance économique par habitant, et avons donné des notes individuelles pour chaque groupe de pays. Ces groupes sont constitués de pays à faibles revenus, de pays à revenus moyens, et de pays à forts revenus. La méthodologie de classification par pays de la Banque mondiale analyse les économies nationales en fonction de la croissance économique par habitant, calculée selon la méthode Atlas de la Banque mondiale. Ces groupes sont : faibles revenus, 995 US\$ ou moins ; revenus faibles à moyens, 996 à 3945 US \$, revenus moyens à forts, 3946 à 12 195 US \$, et forts revenus, 12 196 US \$ et plus.
- Le sous-indicateur indiquant l'étendue de la faim compte pour 75 % de la note finale, tandis que l'intensité de la faim compte pour 25 %. Le premier indicateur comprend la population entière (après accentuation des chiffres concernant la population infantile, qui est la plus vulnérable), tandis que le dernier analyse l'intensité de la faim parmi ceux qui souffrent de malnutrition ou de carences alimentaires.

Sous-indicateur : Étendue de la faim

- Premièrement, afin de noter les pays selon l'étendue de la malnutrition, nous avons choisi de retenir une moyenne simple de deux sources de données : la plus récente estimation de la malnutrition en tant que pourcentage de la population touchée (FAO) et la plus récente indication de la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans (OMS).
- Nous avons ensuite divisé les pays étudiés en trois catégories – faibles revenus, revenus faibles à moyens et revenus moyens à forts – sur la base de la classification de la Banque mondiale, et ensuite calculé la moyenne, le minimum et le maximum pour chaque groupe de pays.
- Puis nous avons utilisé une formule à deux entrées pour déterminer les notes en nous basant sur la méthodologie de la courbe de Bell pour une distribution normale afin d'évaluer chaque groupe de pays en fonction de la déviation par rapport à la moyenne respective de chaque groupe.
- Si l'étendue de la malnutrition est supérieure à la moyenne respective de chaque groupe (plus ce résultat est élevé, plus la note est basse), la formule utilisée pour donner un résultat en pourcentage entre 0 et 50 est :

$$\frac{50 - (\text{Pays} - \text{Moyenne} \times 50)}{\text{Maximum} - \text{Moyenne}}$$

Si l'étendue de la malnutrition est inférieure à la moyenne du groupe concerné, la formule utilisée pour donner un résultat en pourcentage entre 50 et 100 est :

$$\frac{100 - [(\text{Pays} - \text{Minimum}) \times 50]}{\text{Moyenne} - \text{Minimum}}$$

Néanmoins, dans tous les cas de figure, nous supposons que le pays qui a totalement éradiqué la faim doit recevoir un résultat de 100. Ainsi, dans la mesure où le minimum établi dans tous les cas est de zéro, la formule peut également s'énoncer sous la forme suivante :

$$\frac{100 - [(\text{Pays} - 0) \times 50]}{\text{Moyenne} - 0}$$

Donc, bien que l'Afrique du Sud ait des niveaux de faim égaux à ceux de la Chine, l'Afrique du Sud, en tant que pays à revenus moyens, recevra un résultat en pourcentage substantiellement moins élevé que la Chine, qui est un pays à revenus faibles à moyens. De même, le Vietnam, qui est un pays à faibles revenus, recevra un résultat en pourcentage substantiellement plus élevé que le Guatemala, qui est un pays à revenus faibles à moyens avec des niveaux similaires.

Sous-indicateur : Tendance de la malnutrition

- Afin d'analyser les tendances des chiffres de la malnutrition, les calculs se sont basés sur l'année estimée durant laquelle chaque pays atteindrait l'OMD1 de réduction de la proportion de personnes souffrant de la faim de moitié par rapport aux chiffres de 1990. Ces calculs sont basés sur une régression linéaire pour estimer les chiffres de 1990, et pour estimer l'année durant laquelle la moitié de ces niveaux serait atteinte.
- Les estimations des tendances de la malnutrition nationale sont celles utilisées par la FAO, constituées à partir de moyennes sur des périodes de trois ans : de 1990 à 1992, de 1995 à 1997, de 2000 à 2002, de 2003 à 2005 et de 2004 à 2006, et sur une seule année pour 1991, 1996, 2001, 2004 et 2005.
- Les estimations des tendances de l'insuffisance pondérale infantile sont celles utilisées par l'OMS, qui sont basées sur les révisions de l'OMS du 27 avril 2006 de ses normes de croissance de l'enfant (voir <http://www.who.int/childgrowth/fr>). Toutes les sources de données concernant les taux d'insuffisance pondérale chez les enfants n'ont pas été ajustées à ces nouvelles normes, il peut donc y avoir de légères divergences (d'environ plus ou moins 2-3 points en moyenne). Les estimations pour les régressions linéaires se sont basées sur toutes les années de la période 1990 à 2009, et, quand les données d'avant 1995 n'étaient pas disponibles, également sur les années 1986 à 1989. Quand les données de l'OMS étaient manquantes pour plus de deux années consécutives, ou dans le cas où elles auraient manqué pour les années précédant 1997, nous avons utilisé exclusivement la base de données OMD des Nations Unies (cas de la RDC, l'Éthiopie, la Gambie, le Lesotho, le Mozambique, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Vietnam). Toutes les bases de données OMD des Nations Unies n'ont pas été révisées en fonction des nouvelles normes de crois-

sance de l'enfant de l'OMS. Pour le Liberia, nous avons utilisé les données de l'OMS dans la mesure où deux données élémentaires seulement étaient disponibles dans la base de données OMD des Nations Unies.

- Sur la base d'un indice 100, avec une année maximale considérée comme étant 2050, les résultats en termes d'année estimée de respect de l'OMD1 et de prévalence de malnutrition et d'insuffisance pondérale infantile ont été calculés selon la formule suivante (à l'exception du Ghana dont les chiffres de l'année 1999 ont été arrondis à 100) :

$$2 \times [1050 - \text{année estimée de respect de l'OMD1}]$$

- Le résultat en termes de tendances n'a pas été ajusté au groupe de pays par revenu comme c'est le cas pour le premier sous indicateur ci-dessus. En effet, cette note est établie afin de rendre compte du progrès suivant un certain nombre d'indices (les niveaux de 1990), tandis que le premier sous indicateur prend déjà en compte les différences de ces indices entre les pays en fonction de leurs revenus.

Sous-indicateur : Intensité de la malnutrition

- L'intensité des carences alimentaires mesurée par la FAO indique le nombre de personnes sous-alimentées sous le seuil minimum de besoins alimentaires en termes d'énergie diététique. Elle est mesurée comme étant la différence entre le seuil minimum d'énergie diététique nécessaire et la consommation moyenne d'énergie diététique de la population sous-alimentée (en carence alimentaire). L'intensité des carences alimentaires est faible quand elle est inférieure à 200 kilocalories par personne et par jour, et élevée quand elle est supérieure à 300 kilocalories par personne et par jour. Plus le déficit alimentaire est grand, plus grande est la vulnérabilité en termes de santé liée à la sous-alimentation.
- Afin de classer les pays selon l'étendue des carences, nous nous sommes basés sur l'hypothèse suivante afin de mesurer l'étendue de la carence alimentaire de la population sous-alimentée (kcal/personne/j)

Carence alimentaire > 400 = « Aiguë », > 300 = « Sévère »,
> 200 = « Élevée », < 200 = « Modérée »

- Si nous considérons que le déficit alimentaire maximum est de 450 kcal/personne/j, nous avons donc calculé les résultats de cet indicateur selon la formule suivante :

$$100 - \frac{[\text{Carence alimentaire de la population sous-alimentée (kcal/personne/j)} \times 100]}{450}$$

Notes globales pour la malnutrition

Voici les pourcentages appliqués dans le calcul de la note globale pour la malnutrition : 37,5 % pour la moyenne des proportions de population sous-alimentée pour la période 2004-2006 et des données les plus récentes de prévalence d'insuffisance pondérale infantile ; 18,75 % pour le résultat de la tendance des proportions de populations sous-alimentées ainsi que pour la tendance de prévalence d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans ; et 25 % pour l'intensité de la malnutrition.

Sources des données :

Étendue de la malnutrition : Les données moyennes de proportion de populations sous-alimentées proviennent de la FAO : http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/documents/food_security_statistics/PrevalenceUndernourishment_en.xls

Les estimations de prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans proviennent du Système d'information statistique de l'OMS (WHOSIS) : <http://www.who.int/whosis/fr/>

Les estimations supplémentaires concernant la prévalence d'insuffisance pondérale infantile ont été tirées d'études rapportées sur le site Internet des statistiques OMD des Nations Unies : <http://unstats.un.org/unsd/mdg/Data.aspx>

Les dernières données de la classification de la Banque mondiale utilisées (juillet 2010, en ce qui concerne la croissance économique par habitant en 2009). Voir : <http://siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS/Resources/CLASS.XLS>

Étendue de la malnutrition : Les données pour la période 2004-2006 ont été tirées du site Internet du département statistique de la FAO : [fao.org/fileadmin/templates/ess/documents/food_security_statistics/Depth_Hunger_en.xls](http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/documents/food_security_statistics/Depth_Hunger_en.xls)

Indicateur : Cadre légal

Le classement FaimZÉRO a évalué le cadre légal du droit à l'alimentation dans chaque pays, en accordant le plus de valeur aux législations garantissant le droit à l'alimentation. Le classement 2010 observe également la protection légale du droit à l'information – un outil essentiel pour responsabiliser les gouvernements sur le droit à la nourriture. Vu que cette mesure considère uniquement si la législation est mise en place ou non – plutôt que d'estimer la qualité de la législation – elle ne prend part à la note finale que dans une moindre mesure.

Analyse des données

Dans le cas de dispositions constitutionnelles, nous avons distingué les constitutions stipulant explicitement le droit à l'alimentation en tant que droit unique et séparé des autres (qu'il soit ou non susceptible d'être jugé).

La garantie légale renvoie aux législations nationales. Nous n'avons pas examiné si les pays offraient une protection légale par application directe des traités internationaux concernant les droits humains.

Sous indicateur : garanties constitutionnelles

- La méthodologie de la classification des pays est une version modifiée de l'original créé par Vidar, 2006, « State Recognition of the right to Food, at the National Level », Article de recherche N° 2006/61, UNU-WIDER.

Élevées : Les constitutions contiennent des dispositions explicites en tant que droit unique et séparé des autres

Moyennement élevées : Les constitutions qui font une mention explicite du droit à l'alimentation, mais pas en tant que droit unique et séparé des autres

Moyennement basses : Ces constitutions protègent le droit à l'alimentation implicitement, par le biais de dispositions relatives aux droits à un niveau de vie adéquat, ou encore des dispositions relatives à la protection sociale ou au droit du travail, ou les deux, fournissant un bon niveau de protection au droit à l'alimentation. La protection ainsi offerte peut se trouver dans une ou diverses sections des constitutions.

Basses : Ces constitutions protègent le droit à des niveaux de vie adéquats, ou à la protection sociale et au droit du travail. Sont également incluses celles qui offrent une applicabilité directe de la Convention internationale des Nations Unies sur les droits économiques et sociaux.

Très basses : Ces constitutions ne protègent que le droit à la sécurité sociale ou le droit à un salaire minimum ou autres dispositions de moindre incidence, comme la protection des droits de l'enfant, la promotion de l'agriculture, la sécurité alimentaire, etc.

- Le calcul des résultats de cet indicateur (en pourcentage) est effectué selon la formule suivante :

« Élevées » = 100, « Moyennement élevées » = 67,
 « Moyennement basses » = 50,
 « Basses » = 33, « Très basses » = 17, « Pas de données » = 0

Sous indicateur : garanties légales

La classification des pays et de leurs résultats sur l'existence d'un cadre légal pour la protection du droit à l'alimentation est très simple, i.e.

« Oui » = 100, « Non » = 33 ou « En cours » = 33.

Sous indicateur : Droit à l'information

Le calcul des résultats de cet indicateur (en pourcentage) est effectué selon la formule suivante : « Légal » = 100, « De contrôle » = 67, « En cours d'élaboration » = 33 et « Aucun » = 0. Cet indicateur décrit le degré de formalisation du droit à l'information, mais n'explique pas le contenu des législations, des régulations ou de l'implantation.

Notes globales concernant le cadre légal

Dans le calcul des résultats de cet indicateur, la garantie constitutionnelle compte pour 30 %, la garantie légale pour 60 %, et le degré de formalisation du droit à l'information pour 10 %. Les données concernant la garantie constitutionnelle ne sont pas disponibles pour tous les pays et nous pensons que des garanties légales forment un cadre plus crédible pour la définition et le contrôle de ces différents sujets. Deuxièmement,

l'expérience internationale suggère que l'effort d'adoption d'une loi spécifique relative au droit à la sécurité alimentaire est plus important que celui d'ajouter un droit dans une constitution.

Sources des données

- La gradation des garanties constitutionnelles dérive d'une étude et analyse de 57 pays conduite par Vidar, 2006, « State Recognition of the right to Food, at the National Level », Article de recherche N° 2006/61, UNU-WIDER, ainsi que des données mises à jour fournies (communication personnelle avec Margaret Vidar du 14 septembre 2009). Ces données ont été validées et mises à jour par les pays faisant parties d'ActionAid chaque fois que cela a été possible.
- Dans le cas du Népal, l'évaluation se base sur les dispositions de la constitution provisoire du pays. Les dispositions ratifiées récemment au Kenya ont été incluses.
- Les données concernant le statut de garanties légales dérivent largement du rapport de la FAO de 2006, *The Right to Food in Practice : Implementation at the National Level* (Rome : Food and Organisation des Nations Unies).
- Les informations concernant le degré de formalisation du droit à l'information sont basées sur la carte établie par David Banisar, disponible sur : www.privacyinternational.org/foi/foi-laws.jpg, ainsi que d'autres études et articles d'information de nombreux pays.

Indicateur : Agriculture familiale et paysanne

Comme développé dans ce rapport, l'investissement dans l'agriculture a un potentiel majeur pour réduire la pauvreté, notamment au sein des zones rurales. Il peut également constituer un levier significatif de croissance économique. C'est pour cette raison que nous donnons à l'indicateur de « l'agriculture familiale et paysanne durable » un poids significatif dans la note globale.

Le classement mesure le pourcentage du budget gouvernemental destiné à l'agriculture comme un indicateur de l'engagement politique à la réduction de la malnutrition rurale. Il constate également le niveau d'accès des paysannes et paysans aux services d'aide au développement, essentiels aux agriculteurs et agricultrices pour les aider à augmenter leur productivité.

Tableau 6 : Indicateur : Cadre légal

	GARANTIE CONSTITUTIONNELLE DU DROIT À L'ALIMENTATION	GARANTIE LÉGALE DU DROIT À L'ALIMENTATION	DEGRÉ DE FORMALISATION DU DROIT À L'INFORMATION	NOTE GLOBALE POUR LE CADRE LÉgal	CLASSEMENT DES PAYS POUR LE CADRE LÉgal
ANNÉE	2006 et après	Dernière	2005 et après		
IMPORTANCE RELATIVE	35 %	60 %	5 %		
BRÉSIL	Élevée	Oui	De contrôle	A	1
GUATEMALA	Moyen-Élevée	Oui	Légal	A	2
OUGANDA	Moyen-Élevée	En cours	Légal	C	3
MALAWI	Moyen-Élevée	En cours	En cours	C	4
INDE	Moyen-Faible	En cours	Légal	C	5
AFRIQUE DU S.	Élevée	Non	Légal	D	6
HAÏTI	Élevée	Non	Aucune	D	7
MOZAMBIQUE	Faible	En cours	En cours	D	8
RWANDA	Faible	En cours	En cours	D	9
KENYA	Élevée	Non	Légal	D	10
BANGLADESH	Moyen-Élevée	Non	Légal	D	11
NÉPAL	Moyen-Élevée	Non	Légal	D	12
PAKISTAN	Moyen-Élevée	Non	De contrôle	D	13
ÉTHIOPIE	Moyen-Élevée	Non	En cours	D	14
NIGERIA	Moyen-Élevée	Non	En cours	D	15
GHANA	Moyen-Faible	Non	En cours	E	16
LIBERIA	Moyen-Faible	Non	En cours	E	17
SIERRA LEONE	Moyen-Faible	Non	En cours	E	18
TANZANIE	Moyen-Faible	Non	En cours	E	19
RDC	Moyen-Faible	Non	Aucune	E	20
CAMBODGE	Faible	Non	En cours	E	21
BURUNDI	Faible	Non	Aucune	E	22
GAMBIE	Faible	Non	Aucune	E	23
SÉNÉGAL	Faible	Non	Aucune	E	24
CHINE	Très faible	Non	De contrôle	E	25
LESOTHO	Très faible	Non	En cours	E	26
ZAMBIE	Très faible	Non	En cours	E	27
VIETNAM	Très faible	Non	Aucune	E	28

Les services d'aide au développement fournissent conseil et formation aux paysannes et paysans et leur permettent un partage d'expériences relatives à leurs problèmes ou à leurs opportunités.

Idéalement, nous aurions souhaité mesurer les sommes dépensées dans la recherche et le développement agricoles, ainsi que l'accès à l'irrigation et au crédit. Néanmoins, des données comparables et fiables ne sont disponibles sur aucun de ces points.

Analyse des données :

Sous indicateur : Allocations budgétaires destinées à l'agriculture

- En 2001, les États membres de l'Union Africaine se sont engagés dans un nouveau programme de revitalisation de l'agriculture et de réduction de la faim – le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Celui-ci inclut une promesse d'investissement à hauteur de 10 % de leur budget national à destination de l'agriculture d'ici à 2008. Bien qu'il existe des arguments techniques faisant du taux de dépense du PIB destiné à l'agriculture un meilleur indice, nous avons choisi de nous en tenir à la référence budgétaire car elle est soutenue par un engagement politique. Nous avons étendu cette mesure d'évaluation aux pays d'Asie et d'Amérique Latine.
- Afin de remettre à échelle les parts budgétaires destinées à l'agriculture (qui se situent entre 1,1 % et 11 %) sur une base 100 (avec un objectif maximal de 15 %), les résultats ont été calculés selon la formule suivante :

$$6,7 \times [100 \times \text{pourcentage d'allocation budgétaire à l'agriculture}]$$

Sous indicateur : Accès à des services de développement

- Les chiffres renvoient au pourcentage de paysannes et paysans ayant accès au développement.
- Dans le cas où la seule donnée disponible serait le nombre d'agents par paysan ou paysanne, l'accès a été estimé sur la base de la généreuse hypothèse suivante : un agent d'aide au développement peut tenir deux réunions par jour, une réunion efficace rassemble environ 30 personnes, et chaque agent officie quatre jours par semaine et 50 semaines par an. Par extension, un agent offre un accès à 12 000 personnes.

- Le nombre d'agents d'aide au développement a été divisé par le nombre de personnes de la population active engagées dans le secteur agricole.
- Les résultats sont basés sur la classification suivante :

Très faible = 16,7 (couverture de 0 à 10 %) ; Faible = 33,3 (de 11 à 20 %) ; Moyennement faible = 50 (de 21 à 30 %) ; Moyenne = 66,7 (de 31 à 60 %) ; Moyennement haute = 83,4 (de 61 à 75 %) ; Élevée = 100 (> 75 %).

Notes globales pour l'agriculture familiale et paysanne

- Voici les proportions d'incorporation aux notes finales pour cet indicateur : allocation budgétaire pour 75 % et accès aux services d'aide au développement pour 25 %.

Sources des données :

- Budget destiné à l'agriculture : Chaque fois que cela a été possible, les données budgétaires ont été basées sur les documents ou déclarations officiels de budget. Dans certains cas, des sources secondaires ont été utilisées. Nous avons également reçu des données actualisées de la part des bureaux nationaux d'ActionAid pour l'exercice budgétaire 2010-2011 quand elles étaient disponibles.
- Partout où des données détaillées concernant l'utilisation ont été disponibles, le poste agriculture incluait les forêts, le bétail, les réserves naturelles et l'environnement, ainsi que la pêche – mais pas le développement rural, l'eau ou les routes. Dans les systèmes fédéraux (comme le Brésil, l'Éthiopie, l'Inde ou le Nigeria), seules les dépenses publiques nationales ont été considérées.
- Les données relatives à l'accès aux services d'aide au développement sont basées sur l'étude des documents et articles disponibles (parmi lesquels les rapports de la Banque mondiale, les budgets et les discours sur les budgets).
- Le nombre de personnes de la population active engagées dans le secteur agricole est issu de la base de données de la FAO POPSTAT : <http://faostat.fao.org/site/452/default.aspx>

Tableau 7 : Indicateur : Agriculture familiale et paysanne

	POURCENTAGE DU BUDGET ALLOUÉ À L'AGRICULTURE	ACCÈS DES PAYSANES ET DES PAYSANS À DES SERVICES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT	NOTE POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE ET PAYSANNE	CLASSEMENT DES PAYS POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE ET PAYSANNE
IMPORTANCE RELATIVE	75 %	25 %		
CHINE	8,0	Élevé	B	1
MALAWI	11,0	Faible	B	2
VIETNAM	7,0	Élevé	C	3
ÉTHIOPIE	7,3	Moyen	C	4
BANGLADESH	6,6	Moyen	C	5
TANZANIE	8,1	Faible	C	6
RWANDA	6,4	Moyen	C	7
ZAMBIE	6,8	Moyen-Faible	C	8
NÉPAL	7,2	Faible	C	9
SIERRA LEONE	7,1	Faible	C	10
HAÏTI	6,0	Moyen-Faible	C	11
SÉNÉGAL	5,0	Moyen	C	12
MOZAMBIQUE	5,6	Faible	D	13
KENYA	3,9	Moyen	D	14
OUGANDA	5,4	Faible	D	15
AFRIQUE DU SUD	2,0	Élevé	D	16
GAMBIE	3,4	Moyen-Faible	D	17
BURUNDI	4,9	Très faible	D	18
CAMBODGE	4,0	Faible	D	19
INDE	2,3	Moyen-Faible	D	20
GHANA	3,9	Très faible	D	21
LESOTHO	2,2	Moyen-Faible	D	22
LIBÉRI	2,2	Moyen-Faible	D	23
NIGERIA	3,6	Très faible	D	24
PAKISTAN	1,6	Moyen-Faible	E	25
BRÉSIL	1,1	Moyen-Faible	E	26
RDC	1,8	Très faible	E	27
GUATEMALA	1,6	...	E	28

Indicateur : Protection sociale

La protection sociale, garantie par l'article 22 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, est le droit de chaque homme, chaque femme et chaque enfant. Les mesures de protection sociale sont essentielles afin de garantir l'exercice des personnes de leur droit à l'alimentation, et partout où des systèmes et mesures efficaces de protection sociale ont été mis en place avec une étendue suffisante, cela a eu un impact majeur en matière de réduction de la faim – le cas du Brésil et de la Chine en sont la preuve. La protection sociale peut prendre différentes formes : pensions, allocations familiales, repas gratuits à l'école, droit du travail.

Analyse des données :**Hypothèses générales :**

- Dans l'idéal, nous aurions préféré analyser les contributions budgétaires à la protection sociale dans les pays en développement, mais vu le manque de données comparables entre les pays, et le caractère transversal de ces investissements susceptibles d'être répartis entre différents ministères et départements, il s'est avéré très difficile d'agrèger les budgets et dans le même temps de garantir les comparaisons entre les pays. Nous espérons que dans les années à venir ces données manquantes seront disponibles sur les bases de données internationales.
- Vu que 80 % des pays manquent d'une protection sociale complète, nous avons sélectionné dans ce classement les catégories les plus pertinentes et facilement mesurables de protection sociale qui auraient un impact direct ou indirect sur la sécurité alimentaire. Il est cependant important de noter que nous ne considérons pas celles-ci comme étant des données en soi ou une liste exhaustive. Dans le combat contre les cycles intergénérationnels de malnutrition, un plus important paquet de mesures sociales est nécessaire.
- Les six sous-indicateurs composés des sous-catégories de protection sociale sont : aide alimentaire et nutritionnelle à la petite enfance, repas gratuits à l'école, salaire/niveau de vie minimums garantis, droit/aide alimentaire aux mères, rations/bons alimentaires/cuisines communautaires subventionnés, pensions sociales aux personnes âgées. Pour plus de détail concernant chacun de ces sous-indicateurs, voir le chapitre 4 du Classement 2009 sur la protection sociale.

Tableau 8 : Indicateur : Protection sociale

	ALIMENTATION / NUTRITION DE LA PETITE ENFANCE	REPAS GRATUITS À L'ÉCOLE	SALAIRE / NIVEAU DE VIE MINIMUMS GARANTIS	DROIT/AIDE ALIMENTAIRE AUX MÈRES	RATIONS/BONS ALIMENTAIRES/ CUISINES COMMUNAUTAIRES SUBVENTIONNÉS	PENSIONS SOCIALES AUX PERSONNES ÂGÉES	NOTE POUR LA PROTECTION SOCIALE	RANG FINAL DES PAYS POUR LA PROTECTION SOCIALE
IMPORTANCE RELATIVE	17 %	17 %	17 %	17 %	17 %	17 %		
BRÉSIL	Moyen	Élevé	Élevé	Moyen	Élevé	Faible	B	1
AFRIQUE DU SUD	Élevé	Élevé	Faible	Faible	Aucun	Moyen	C	2
INDE	Moyen	Élevé	Moyen	Aucun	Faible	Faible	C	3
GUATEMALA	Faible	Moyen	Faible	Faible	Moyen	Aucun	D	4
KENYA	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	D	5
HAÏTI	Aucun	Moyen	Faible	Faible	Faible	Aucun	D	6
CHINE	Aucun	Faible	Faible	Aucun	Aucun	Moyen	E	7
LESOTHO	Faible	Faible	Aucun	Aucun	Aucun	Moyen	E	8
LIBERIA	Aucun	Élevé	Aucun	Aucun	Aucun	Faible	E	9
SÉNÉGAL	Faible	Faible	Faible	Aucun	Faible	Aucun	E	10
BANGLADESH	Faible	Aucun	Faible	Faible	Aucun	Faible	E	11
VIETNAM	Aucun	Aucun	Faible	Faible	Aucun	Faible	E	12
MALAWI	Aucun	Faible	Moyen	Aucun	Aucun	Aucun	E	13
GAMBIE	Aucun	Moyen	Faible	Aucun	Aucun	Aucun	E	14
GHANA	Faible	Faible	Aucun	Aucun	Faible	Aucun	E	15
MOZAMBIQUE	Faible	Aucun	Aucun	Faible	Aucun	Faible	E	16
NÉPAL	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Faible	Moyen	E	17
PAKISTAN	Aucun	Aucun	Faible	Aucun	Moyen	Aucun	E	18
BURUNDI	Aucun	Moyen	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	E	19
ÉTHIOPIE	Aucun	Aucun	Faible	Aucun	Faible	Aucun	E	20
SIERRA LEONE	Aucun	Faible	Aucun	Aucun	Aucun	Faible	E	21
CAMBODGE	Aucun	Faible	Aucun	Aucun	Faible	Aucun	E	22
NIGERIA	Aucun	Aucun	Faible	Aucun	Aucun	Aucun	E	23
RWANDA	Aucun	Faible	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	E	24
OUGANDA	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Faible	Aucun	E	25
ZAMBIE	Aucun	Aucun	Aucun	Faible	Aucun	Aucun	E	26
RDC	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	E	27
TANZANIE	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	E	28

Dans tous les cas, nous avons uniquement considéré les programmes dont les bénéficiaires ne sont pas adossés à une « contribution » : ne sont donc pas inclus les systèmes de pensions basés sur des contributions employeurs-employés.

- Afin d'évaluer la performance de chacun de ces sous-indicateurs sur la base de recherches approfondies dans le domaine public et les vérifications et les données des programmes nationaux d'ActionAid, nous nous sommes servis d'une échelle à quatre points non proportionnelle :
 Élève = couverture de 75 % et plus de la population éligible
 Moyen = couverture de 50 à 74 %
 Faible = couverture de 15 à 49 %
 Aucun/Négligeable = couverture de 0 à 14 %
 La classification individuelle des pays est cependant souvent sujette à un défaut important de données concernant l'échelle, l'étendue et l'efficacité de ces mesures de protection sociale.
 - Les taux de couverture relatifs aux jeunes enfants, aux élèves scolarisés, et aux personnes âgées sont calculés sur la base des statistiques des Nations Unies par groupe d'âge et des recensements. Les taux de couvertures d'emploi garanti sont estimés partiellement sur le nombre de personnes âgées entre 15 et 59 ans multiplié par le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté national et par la proportion de la population vivant avec moins de 1,25 US \$ conformément à la Parité des pouvoirs d'achat (à l'exception du Liberia et d'Haïti, pour lesquels des statistiques concernant le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté sont indisponibles).

Notes globales pour la protection sociale

- Dans le calcul des notes globales pour cet indicateur, sous forme de pourcentage, chacun des six sous-indicateurs a reçu un poids relatif égal de 16,7 %.
- Pour calculer les notes de chaque sous-indicateur, nous avons posé que : Élève = 90, Moyen = 60, Faible = 30 et Aucun/Négligeable = 0. « Élève » a été limité à 90 dans la mesure où aucun pays ne peut réellement avoir un système de protection sociale sans faille.

Source des données :

- Les données de la plupart des indicateurs sont issues de recherches

sur des sources individuelles disponibles dans le domaine public et vérifiées par nos équipes sur le terrain dans les pays faisant partie de programmes ActionAid. Les données concernant les repas à l'école sont pour la plupart issues de William Lambers, 2009, Ending World Hunger: School Lunches for Kids Around the World, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, tandis que concernant les pensions sociales, nous nous sommes basés sur la base de données HelpAge International (2009) : helpage.org/Researchandpolicy/Socialprotection/PensionWatch/Coverage/main_content/PWTable.2.pdf. Les données concernant l'emploi et les niveaux de vie garantis, ainsi que les subventions alimentaires et les rations, sont extraites de recherches sur Google, les documents de la Banque mondiale, et d'une recherche Factiva avec les termes « food for work, cash for work, cash transfer, food voucher, food rations » et le nom du pays, réalisée entre le 8 juin et le 9 juin 2009.

- Les données concernant le taux de scolarisation sont extraites des bases de données de l'UNESCO : http://stats.uis.unesco.org/unesco/TableViewer/document.aspx?ReportId=143&IF_Language=fr
- Les données démographiques par groupe d'âge sont issues du département de la démographie des Nations Unies : <http://esa.un.org/unpp/index.asp?panel=2>
- Les données concernant le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté sont extraites de la base de données statistiques OMD des Nations Unies : <http://unstats.un.org/unsd/mdg/Data.aspx>

Indicateur : Égalité des genres

Les femmes et les filles forment une population disproportionnellement grande parmi les personnes souffrant de la faim, et sont celles qui sont le plus souvent en charge de nourrir leur famille. La dimension du genre dans la malnutrition mondiale ne doit donc pas être ignorée, et le Classement FaimZÉRO analyse dorénavant les efforts des pays à garantir les droits des femmes et à éliminer la discrimination par genre. À ce jour, malgré le fait que les femmes constituent le plus grand groupe parmi les paysans dans la plupart des pays, quasiment toutes les mesures en faveur du secteur agricole ignorent les besoins des femmes. Bien peu de gouvernements ont mis en place des lignes budgétaires pour soutenir spécifiquement les paysannes, et les femmes sont largement invisibles.

bles au sein des mesures des gouvernements et des donateurs visant à augmenter la productivité.

Le classement 2010 étudie les institutions, les relations et les pratiques perpétuant les discriminations de genre, donnant un poids particulier à l'indice d'institutions sociales et d'égalité homme-femme. Les institutions sociales injustes se reflètent concrètement dans la restriction d'accès à la propriété terrienne vis-à-vis des femmes, dans le non-respect de l'égalité de droits des femmes, et constitue un facteur majeur de réduction de l'aptitude des paysannes à cultiver et à augmenter leurs ressources alimentaires.

Un aspect de la difficulté à mesurer et à référencer l'égalité des genres est le manque de données détaillées à ce sujet dans les secteurs alimentaires et agricoles. Basé sur des données nationales, l'indicateur d'égalité des genres illustre à quel point des données détaillées par genre sont indisponibles dans la plupart des pays sur des enjeux essentiels du secteur agricole, comme la propriété terrienne, les bénéficiaires de crédit ou de services d'aide au développement. Seuls le Brésil, l'Éthiopie, le Guatemala et le Nigeria produisent de telles données dans les trois domaines retenus.

Analyse des données :

Hypothèses générales :

Quantifier l'égalité des genres est une tâche difficile et incertaine. Le manque de données à ce sujet – qui entrave les mesures et les actions publiques visant à promouvoir l'égalité des genres – est en soi un problème majeur, nous avons donc donné du crédit aux gouvernements qui collectent des données détaillées par genre dans le secteur agricole.

Sous indicateur : Institutions sociales et égalité homme-femme

- Ce sous-indicateur est basé sur les notes de l'indice récent appelé Institution sociales et égalité homme-femme. Contrairement aux autres indices concernant les résultats en termes de développement des femmes, l'indice ISE se concentre sur les causes institutionnelles de ces progrès ou reculs. Cet indice inclut 12 indicateurs dans cinq grandes catégories (mœurs familiales, intégrité physique, préférence à l'enfant mâle, libertés civiques, et droits de propriété), qui sont notées après un examen par pays.

- Les résultats sont basés sur la formule suivante :

$$100 - [100 \times \text{résultat ISE}]$$

Sous-indicateur : Accès des femmes à la terre

- L'indice ISE contient également un sous-indicateur spécifique concernant l'aptitude des femmes à posséder de la terre, qui a été comparé à d'autres recherches. Les pays sont notés comme bas, moyen ou haut, conduisant à des résultats de 0, 50 et 100 respectivement. Cette classification simplifiée a été utilisée car l'aptitude à posséder de la terre est un enjeu complexe, ne constituant qu'une partie de la mesure de l'accès des femmes à la terre.

Sous-indicateur : Données détaillées par genre dans le secteur agricole

Après étude des programmes nationaux, nous avons attribué un score de 100 pour Oui et de 0 pour Non pour rapporter l'existence ou non d'une collecte de données détaillées par genre de la part des gouvernements en matière de crédit à l'agriculture, de services d'aide au développement et de propriété terrienne. Nous avons retenu la moyenne des trois.

Notes globales pour l'égalité de genre

Les poids relatifs suivants ont été appliqués : ISE (50 %) ; accès à la terre (25 %), données détaillées par genre (25 %).

Sources des données :

- Les données ISE sont extraites de <http://genderindex.org/ranking>
- Le sous-indicateur d'accès des femmes à la propriété terrienne est partiellement basé sur une échelle dérivée de Lang, J., Enquête sur la Situation des Femmes dans le Monde, Paris: Assemblée Nationale (1998). Pour actualiser les données et les vérifier, nous avons consulté les programmes nationaux d'ActionAid et recouru aux données nationales disponibles sur <http://www.wikigender.org/>.

Tableau 9 : Indicateur : Égalité des genres

	INSTITUTION SOCIALE ET INDICE D'ÉGALITÉ HOMME-FEMME	ACCÈS DES FEMMES À LA TERRE	DONNÉES DÉTAILLÉES PAR GENRE DANS LE SECTEUR AGRICOLE	DONNÉES DÉTAILLÉES PAR GENRE POUR LES SERVICES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT	DONNÉES DÉTAILLÉES PAR GENRE CONCERNANT LE CRÉDIT	NOTE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES	RANG FINAL DES PAYS POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES	RANG FINAL DES PAYS POUR LA PROTECTION SOCIALE
IMPORTANCE RELATIVE	33 %	33 %	33 %			17 %		
BRÉSIL	98,1	Élevé	Oui	Oui	Oui	A	1	1
CHINE	78,2	Élevé	Oui	Non	Oui	B	2	2
NIGERIA	78,0	Moyen	Oui	Oui	Oui	B	3	3
ÉTHIOPIE	76,7	Moyen	Oui	Oui	Oui	B	4	4
GHANA	88,7	Moyen	Oui	Non	Oui	B	5	5
GUATEMALA	96,8	Faible	Oui	Oui	Oui	B	6	6
MALAWI	85,7	Moyen	Non	Non	Oui	C	7	7
OUGANDA	81,3	Moyen	Non	Oui	Non	C	8	8
MOZAMBIQUE	80,0	Moyen	Non	Oui	Nc	C	9	9
BANGLADESH	75,5	Moyen	Non	Non	Oui	C	10	10
INDE	68,2	Moyen	Oui	Non	Non	C	11	11
CAMBODGE	97,8	Moyen	Non	Non	Non	C	12	12
VIETNAM	97,0	Moyen	Non	Non	Non	C	13	13
BURUNDI	89,3	Moyen	Non	Non	Non	C	14	14
SÉNÉGAL	89,0	Moyen	Non	Non	Non	C	15	15
TANZANIE	88,8	Moyen	Non	Non	Non	C	16	16
SIERRA LEONE	65,8	Faible	Non	Oui	Oui	C	17	17
LIBERIA	77,3	Moyen	Non	Non	Non	C	18	18
PAKISTAN	71,7	Moyen	Non	Non	Non	D	19	19
RWANDA	83,1	Faible	Non	Non	Oui	D	20	20
AFRIQUE DU SUD	91,3	Faible	Non	Non	Non	D	21	21
KENYA	86,3	Faible	Non	Non	Non	D	22	22
NÉPAL	83,3	Faible	Non	Non	Non	D	23	23
GAMBIE	82,2	Faible	Non	Non	Non	D	24	24
RDC	79,6	Faible	Non	Non	Non	D	25	25
ZAMBIE	78,1	Faible	Non	Non	Non	D	26	26
LESOTHO	...	Moyen	Non	Non	Non	D	27	27
HAÏTI	...	Faible	Non	Non	Non	E	28	28

Notes globales tous indicateurs confondus pour les pays en développement

Afin de calculer les notes globales tous indicateurs confondus, nous avons donné une importance relative de 40 % aux données concernant la malnutrition, de 30 % pour l'agriculture familiale et paysanne, de 15 % pour la protection sociale, de 10 % pour le cadre légal, et de 5 % pour l'égalité des genres. La logique veut que toute réduction d'échelle et d'intensité de la faim représente l'indicateur de progrès le plus important. Les autres indicateurs représentent les interventions politiques prenant nécessairement plusieurs années pour créer des impacts sur les niveaux de malnutrition, et l'échelle des impacts dépendra de la qualité, du taux de couverture et de l'efficacité de ces mesures. Néanmoins, la combinaison des importances relatives des politiques d'intervention est plus grande que celle des résultats concernant la réduction de la faim dans la mesure où elle représente des actions et des décisions qui sont du ressort des États, tandis que la faim tend à être la conséquence de nombreux facteurs partiellement ou entièrement indépendants du contrôle des gouvernements (tels que les conflits, les catastrophes naturelles, ou les récentes crises alimentaires et financières). La faible importance accordée à l'égalité des genres est essentiellement due à la difficulté de la mesurer, mais nous espérons régler ce problème dans des futurs travaux.

B : Évaluation des pays développés

Le choix des pays développés étudiés dans ce Classement FaimZÉRO est basé sur la disponibilité des données et est donc restreint aux 23 pays membres du CAD de l'OCDE. Les pays ont été notés selon deux domaines explicites : budgétaire et politique.

L'échelle de notation pour tous les indicateurs reste la même :

A : 81 % - 100 %

B : 61 % - 80 %

C : 41 % - 60 %

D : 21 % - 40 %

E : 0 % - 20 %

Indicateur budget : Agriculture

Il existe différentes manières, directes ou indirectes, par lesquelles les donateurs financent le développement de l'agriculture. L'indicateur agriculture évalue dans quelle mesure les donateurs fournissent la part qui leur revient (en fonction de la croissance de leur PIB) au total estimé par les Nations Unies de l'investissement nécessaire pour réduire de moitié la population souffrant de la faim.

Cet indicateur témoigne également de l'engagement dans un combat plus large et mieux coordonné contre la faim après la crise alimentaire. Nous accordons plus de mérite aux pays qui auront apporté de l'argent frais directement en faveur de l'agriculture par le biais de l'initiative de l'Aquila, constituant un signal indirect dans la mesure où les dernières données du CAD de l'OCDE relatives à l'aide publique en faveur de l'agriculture que nous avons utilisées pour calculer la part revenant aux différents donateurs ne rend uniquement compte que des niveaux de 2006. Néanmoins, après un an, le détail des 22 milliards de US \$ issus de l'initiative de l'Aquila demeure difficile à analyser à cause du manque d'informations disponibles.

Analyse des données :

Hypothèses générales :

- Le premier sous-indicateur analyse la part actuelle d'APD destinée

à l'agriculture en tant que pourcentage de la part revenant à chaque pays requis en 2012. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a appelé à un investissement additionnel de 30 milliards de US \$ par an en faveur de l'agriculture et des infrastructures rurales, ainsi qu'une augmentation de l'aide alimentaire d'urgence. L'article d'ensemble d'ActionAid en 2009 « Laissez-les se nourrir de promesses : comment le G8 abandonne un milliard d'affamés », publié avant le sommet du G8 en Italie en 2009, suppose avec optimisme que les pays en développement seront en mesure de financer un tiers des augmentations nécessaires. Si les pays en développement investissent 10 milliards de US \$ supplémentaires sur les trois prochaines années, les donateurs devront fournir les 20 milliards restant. Les donations bilatérales et multilatérales dans ces domaines se sont élevées à environ 8,4 milliards de US \$ par an, donc le total des financements de la part de donateurs nécessaires d'ici à 2012 s'élève à environ 28,4 milliards de US \$ par an. Les calculs de ce Classement FaimZÉRO repart sur les mêmes hypothèses.

- On considère que les promesses de dons faisant partie de l'initiative pour la sécurité alimentaire de l'Aquila devraient s'ajouter aux fonds et aux promesses de dons existantes (voir, ActionAid International, 2010, « La question à 20 milliards de dollars »).
- Les fonds additionnels doivent être dirigés avec pertinence. La coordination de l'aide publique, des expériences et l'harmonisation des mesures sont essentielles (voir, ActionAid International, 2009, « Fertile Ground: How governments and donors can halve hunger by supporting small farmers »). Nous avons ainsi analysé si les pays étaient signataires ou soutenaient l'initiative de l'Aquila et son approche d'ensemble et coordonnée, et s'ils étaient membres du GDPRD*. Le GDPRD a été formé en 2003 pour promouvoir l'échange d'information, ainsi que la référence à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide publique et le programme d'action Accra dans ce domaine.
- Pour donner une indication supplémentaire au sujet du soutien aux initiatives nationales et régionales, ce classement a inclus le soutien ou non des donateurs au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

Sous-indicateur : Part de l'APD destinée à l'agriculture revenant à chaque pays

- Les parts revenant à chaque pays sont calculées selon une méthodologie standard de distribution proportionnelle du montant total requis en fonction de la croissance économique de chacun des pays, relativement aux autres pays membres de l'OCDE.
- La contribution actuelle de l'APD à l'agriculture est calculée sur la base de la dernière moyenne sur trois ans disponibles (2006 à 2008) suivant les codes CRC suivants :
310 : III. 1. Agriculture, Forêts, Pêche
41030 : Biodiversité
43040 : Développement rural
72040 : Aide alimentaire d'urgence
- De plus, le montant d'allocation budgétaire « crédit » est passé d'une estimation brute (et probablement surestimée) élevant à 5,5 % des budgets des gouvernements des pays en développement assignés à des secteurs pertinents. Par ailleurs, des dépenses brutes réparties sur plusieurs agences multilatérales – dans le cas présent, l'Association internationale pour le développement de la Banque mondiale, la Commission Européenne et le Fonds international pour le développement de l'agriculture – ont été imputées en fonction de leurs contributions respectives à l'agriculture. Dans la mesure où les données relatives aux dépenses du FIDA sont indisponibles, nous avons utilisé les montants promis.
- Le résultat pour les parts de financement de l'APD imputables aux différents pays équivaut à la valeur en pourcentage de l'actuelle contribution à l'APD comme pourcentage de la part imputable à chaque pays du montant estimé de 28,4 milliards de US \$ par an à financer par les donateurs pour la sécurité alimentaire. Dans le cas exceptionnel du Luxembourg, où la contribution à l'APD est supérieure à la part imputable, la note est de 100, constituant le résultat maximal.

Sous-indicateurs : Soutien aux initiatives internationales en faveur de l'agriculture

Le résultat attribué est de 100 pour Oui, et 0 pour non, dans l'analyse d'un soutien éventuel des donateurs au PDDAA, de la signature ou du soutien à l'initiative pour la sécurité alimentaire de l'Aquila, de l'appar-

Tableau 10 : Indicateur budget : Agriculture

	APD DESTINÉE À L'AGRICULTURE ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN POURCENT DE LA PART IMPUTABLE REQUISE EN 2012	SOUTIEN FINANCIER DIRECT AU CAADP	MEMBRE DE LA PLATEFORME MONDIALE DES DONATEURS POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL	SOUTIEN DE L'INITIATIVE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE L'AQUILA	DONATEURS APPORTANT DE L'ARGENT FRAIS VIA L'AQUILA	NOTE GLOBALE BUDGÉTAIRE POUR L'AGRICULTURE	RANG FINAL DES PAYS POUR L'AGRICULTURE
ANNÉE	2006-2008 (Moyenne)						
IMPORTANCE RELATIVE	50 %	8 %	8 %	8 %	25 %		
LUXEMBOURG	142	Non	Oui	Non	Non	B	1
FRANCE	44	Oui	Oui	Oui	Oui	B	2
ALLEMAGNE	37	Oui	Oui	Oui	Oui	B	3
GRANDE BRETAGNE	35	Oui	Oui	Oui	Oui	B	4
ESPAGNE	34	Oui	Oui	Oui	Oui	B	5
CANADA	33	Oui	Oui	Oui	Oui	B	6
AUSTRALIE	29	Oui	Oui	Oui	Oui	B	7
ÉTATS-UNIS	23	Oui	Oui	Oui	Oui	B	8
SUÈDE	81	Non	Oui	Oui	Non	C	9
NORVÈGE	73	Non	Oui	Oui	Non	C	10
PAYS-BAS	56	Oui	Oui	Oui	Non	C	11
IRLANDE	53	Oui	Oui	Oui	Non	C	12
DANEMARK	65	Non	Oui	Oui	Non	C	13
BELGIQUE	57	Non	Oui	Oui	Non	C	14
FINLANDE	54	Non	Oui	Oui	Non	C	15
SUISSE	53	Non	Oui	Oui	Non	C	16
JAPON	35	Oui	Non	Oui	Non	D	17
ITALIE	17	Non	Oui	Oui	Non	D	18
AUTRICHE	30	Non	Oui	Non	Non	D	19
CORÉE	9	Non	Non	Oui	Non	E	20
NOUVELLE-ZÉLANDE	21	Non	Non	Non	Non	E	21
GRÈCE	13	Non	Non	Non	Non	E	22
PORTUGAL	11	Non	Non	Non	Non	E	23

tenance au GDPRD, et de l'existence de fonds additionnels à l'initiative pour la sécurité alimentaire de l'Aquila.

Notes globales pour l'agriculture

- L'importance relative accordée aux sous-indicateurs est de 50 % pour la part de l'APD imputable à chaque pays, de 25 % pour des fonds additionnels dans le cadre de l'initiative de l'Aquila, et de 8,3 % chacun pour le soutien au PDDAA, la signature ou le soutien à l'Aquila, et l'appartenance au GDPRD.

Sources des données :

- La valeur de l'actuelle APD (moyenne de la période 2006-2008) destinée à l'agriculture et la sécurité alimentaire a été calculée comme décrite ci-avant à partir de l'outil de recherche des statistiques du développement international <http://stats.oecd.org/qwids/> (dernière vérification par l'auteur le 26 juillet 2010)
- Les nouvelles contributions à l'agriculture émanant de l'initiative de l'Aquila sont rapportées dans : ActionAid International, 2010, : « La question à 20 milliards de dollars : le G8 a-t-il tenu ses promesses dans la lutte contre la faim ? ».
- Le soutien au PDDAA est basé sur les données du PDDAA, « Outcomes from the 1st CAADP MDTF Partnership Committee (PC) Meeting », avril 2010 ([http://www.caadp.net/pdf/Agenda %209 %20 Outcomes %20from %20the %201st %20CAADP %20MDTF %20 Partnership%20Committee %20 \(PC\) %20 Meeting.pdf](http://www.caadp.net/pdf/Agenda%209%20Outcomes%20from%20the%201st%20CAADP%20MDTF%20Partnership%20Committee%20(PC)%20Meeting.pdf)) et le soutien des membres de la Plateforme des donateurs au PDDAA <http://www.donorplatform.org/content/view/312/221/>
- Les données concernant l'appartenance à la Plateforme des donateurs sont extraites de <http://www.donorplatform.org/content/view/429/2678/>, dans son actualisation du 28 avril 2010.
- Les signatures des pays à l'Aquila sont disponibles sur la Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire (http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/LAquila_Joint_Statement_on_Global_Food_Security%5B1%5D,0.pdf) et les pays supporters supplémentaires au « Partenariat pour la sécurité alimentaire » : <http://www.pittsburgh-summit.gov/resources/129662.htm>

Indicateur budget : Protection sociale

Dans la plupart des pays développés, la protection sociale est au cœur du contrat social qui lie l'État à ses citoyens, et est vitale dans la garantie de la sécurité alimentaire. Néanmoins, la majorité des pays membres de l'OCDE alloue des sommes minuscules pour aider les pays en développement à étendre les protections les plus sommaires. Nous avons donc mesuré le soutien des pays donateurs aux pays en développement en faveur de mesures de protection sociale.

Analyse des données :

Hypothèses générales :

- Cet indicateur analyse la part actuelle de l'APD destinée à la protection sociale en tant que pourcentage de la part imputable à chacun des pays.
- Devereux et al (2008) ont estimé que le « paquet minimum vital », qui consiste en une gestion communautaire de la malnutrition sévère, des programmes d'emploi garanti, des allocations sociales, et du soutien à la croissance des enfants, coûterait à la collectivité un maximum de 48,52 milliards de £ (78,64 milliards de US \$) par an.
- Là encore, nous partons du principe que les pays riches doivent contribuer à hauteur de deux tiers de la charge financière. Ce calcul reproduit les mêmes hypothèses et suppose un investissement collectif de la part des pays développés de 52,4 milliards de US \$ annuel pour la protection sociale dans les pays en développement.
- Les parts revenant à chaque pays sont calculées selon la méthodologie standard de distribution proportionnelle du montant total nécessaire en fonction de la croissance du PIB de chaque pays, relativement aux autres pays membres de l'OCDE.
- L'actuelle contribution à l'APD pour la protection sociale est intégrée sur la base de la dernière moyenne sur trois ans disponible (période 2006 à 2008), selon les codes CRC suivants :
 - 11230 : Minimum vitaux pour les adultes et les enfants
 - 12240 : Nutrition de base
 - 16010 : Services de protection sociale / redistribution des revenus
 - 16020 : Politique d'emploi et gestion de l'administration
 - 16050 : Aide publique multisecteurs pour les services sociaux de base
 - 16064 : Mitigations sociales pour le HIV/SIDA
 - 52010 : Programme pour la sécurité alimentaire / Aide publique alimentaire

Tableau 11 : Indicateur budget : Protection sociale

	PART ACTUELLE DE L'APD EN POURCENTAGE DE LA PART IMPUTABLE REQUISE EN TERMES DE PROTECTION SOCIALE	NOTE POUR L'AIDE PUBLIQUE À LA PROTECTION SOCIALE	CLASSEMENT DES PAYS POUR L'AIDE PUBLIQUE À LA PROTECTION SOCIALE	CLASSEMENT DES PAYS POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES
LUXEMBOURG	63,4	C	1	
IRLANDE	24,4	D	2	1
ESPAGNE	19,7	E	3	2
SUÈDE	19,0	E	4	3
BELGIQUE	18,2	E	5	4
NORVÈGE	17,8	E	6	5
PAYS-BAS	15,4	E	7	6
DANEMARK	15,4	E	8	7
FRANCE	14,0	E	9	8
GRANDE-BRETAGNE	13,5	E	10	9
FINLANDE	13,4	E	11	10
CANADA	10,9	E	12	11
PORTUGAL	9,6	E	13	12
ALLEMAGNE	9,6	E	14	13
AUTRICHE	9,4	E	15	14
AUSTRALIE	9,2	E	16	15
GRÈCE	7,6	E	17	16
ÉTATS-UNIS	7,3	E	18	17
ITALIE	7,2	E	19	18
JAPON	6,8	E	20	19
NOUVELLE-ZÉLANDE	5,1	E	21	20
SUISSE	4,5	E	22	21
CORÉE	1,0	E	23	22
ÉTATS-UNIS	4	4	E	23

- De même que pour l'agriculture, des dépenses brutes réparties sur plusieurs agences multilatérales – dans le cas présent, l'Association internationale pour le développement de la Banque mondiale, la Commission Européenne, le Programme pour le développement des Nations Unies et l'UNICEF – ont été imputées en fonction de leurs contributions respectives à la protection sociale. Le montant d'allocation budgétaire « crédit » est passé d'une estimation brute élevant à 5,5 % des budgets des gouvernements des pays en développement assigné à la protection sociale.

Notes globales pour la protection sociale

- Il est équivalent à la valeur en pourcentage de l'actuelle contribution à l'APD comme pourcentage de la part imputable à chaque pays du montant estimé de 52,4 milliards de US \$ à financer par les donateurs pour la protection sociale. Une fois encore, dans le cas exceptionnel du Luxembourg, où la contribution à l'APD est supérieure à la part qui lui revient, la note est de 100, constituant le résultat maximal.

Sources des données :

- Devereux S, Vaitla B et S H Swan (2008), Les saisons de la faim : Lutter contre les famines cycliques chez les populations rurales pauvres, Action contre la Faim, Londres : Pluto Press
- Outil de recherche des statistiques internationales du développement de l'OCDE <http://stats.oecd.org/qwids/>

Indicateur budget : Programmes spécifiques concernant l'égalité des genres

Il est essentiel que les donateurs – ainsi que les pays en développement – prennent en compte les inégalités de genre en matière de faim, d'alimentation et d'agriculture, et qu'ils promeuvent l'égalité de genre et les droits des femmes à travers leurs initiatives et leurs dépenses en APD. Le Classement FaimZÉRO utilise des données de l'OCDE sur l'étendue d'un soutien spécifique de leur APD par genre et le montant de leur aide publique codifiée destinée à l'égalité des genres. Si les donateurs fournissent des fonds significatifs à des programmes, comme le soutien financier, qui n'est pas facilement identifiable comme étant lié au genre, cela peut légèrement fausser les résultats, c'est pourquoi l'indica-

teur suppose uniquement que les donateurs dépensent un maximum de 60 % de leur aide publique à des projets liés au genre.

Analyse des données :

Sous-indicateur : Montant de l'aide codifiée par genre

- La responsabilisation des donateurs vis-à-vis de la promotion de l'égalité des genres suppose de connaître le montant des aides attribuées en la matière.
- Ce sous-indicateur est basé sur les résultats primaires et secondaires détaillés par genre de la base de données CRS* de l'OCDE. Les dépenses sont utilisées pour mesurer les actions en cours des donateurs, plutôt que leurs engagements. Un seuil de 100 % de l'aide codifiée est ici utilisé. Une moyenne est calculée à partir des pourcentages pour les années 2006, 2007 et 2008. Les résultats sont calculés comme suit :

$$100 \times \text{moyenne sur trois ans de l'aide codifiée.}$$

Sous-indicateur : Montant de l'aide codifiée en faveur de l'égalité des genres

- Ce sous-indicateur est basé sur les résultats primaires et secondaires en termes d'égalité des genres de la base de données CRS de l'OCDE. Les dépenses sont utilisées pour mesurer les actions en cours des donateurs, plutôt que leurs engagements. Une moyenne est calculée à partir des pourcentages pour les années 2006, 2007 et 2008. Un seuil de 60 % de l'aide codifiée comme destinée à l'égalité de genre est ici utilisé. Les résultats sont calculés comme suit :

$$100 \times [\text{moyenne sur trois ans des \% de l'aide destinée à l'égalité des genres} / 60 \%]$$

Notes globales des programmes spécifiques pour l'égalité des genres

- Le pourcentage d'aide détaillée par genre compte pour 20 %, et la contribution actuelle de dépenses codifiées comme destinées à l'égalité des genres compte pour 80 %.

Sources des données :

- La base de données CRS est visible sur : <http://stats.oecd.org/WBOS/Default.aspx?DatasetCode=CRSNEW>

Tableau 12 : Indicateur budget : Programmes spécifiques concernant l'égalité des genres

	DÉPENSES CODIFIÉES EN POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALES	DÉPENSES CODIFIÉES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES GENRES EN POURC. DES DÉPENSES TOTALES	NOTE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES	CLASSEMENT DES PAYS POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES
IMPORTANCE RELATIVE	20 %	80 %		
SUÈDE	83	61	A	1
GRÈCE	100	35	B	2
FINLANDE	94	32	B	3
CANADA	79	33	C	4
NOUVELLE-ZÉLANDE	51	35	C	5
NORVÈGE	100	24	C	6
AUSTRALIE	64	36	C	7
ALLEMAGNE	56	26	C	8
BELGIQUE	45	24	D	9
ESPAGNE	85	16	D	10
GRANDE-BRETAGNE	82	16	D	11
PAYS-BAS	100	12	D	12
LUXEMBOURG	47	19	D	13
DANEMARK	65	14	D	14
IRLANDE	65	12	D	15
FRANCE	38	11	D	16
JAPON	64	6	E	17
PORTUGAL	100	1	E	18
CORÉE DU SUD	83	2	E	19
ITALIE	36	9	E	20
SUISSE	41	7	E	21
AUTRICHE	26	6	E	22
ÉTATS-UNIS	4	4	E	23

Total des indicateurs budgétaires

Les importances relatives sont : aides à l'agriculture 60 %, aides à la protection sociale 30 %, programmes spécifiques pour l'égalité des genres 10 %. La plus grande importance accordée à l'APD en faveur de l'agriculture reflète la priorité de permettre aux paysannes et aux paysans à produire assez pour se nourrir eux-mêmes et leurs familles et à fournir des aliments nutritifs en abondance pour les autres. La protection sociale est, elle aussi, essentielle. Les programmes en faveur de l'égalité des genres sont la clé de ces deux derniers points, et l'importance relative de 10 % qui lui est accordée provient des difficultés à évaluer l'aide, particulièrement dans les pays fournissant des montants importants à des activités non classifiables (comme le soutien financier).

Développement durable – Agrocarburants et IAASTD

Les pays donateurs influencent encore les initiatives alimentaires et agricoles des pays en développement dans la mesure où ils entravent leur capacité à mettre en place le cadre adéquat pour parvenir à garantir la sécurité alimentaire, et notamment, leurs dispositions en matière d'agrocarburants et liées au changement climatique aggravent encore la situation concernant la faim, sans soutenir les méthodes d'agriculture durable. Nous avons donc évalué les pays développés à l'aide d'indicateurs liés au changement climatique et à l'agriculture durable, qui apprécient les mesures relatives aux agrocarburants et leur soutien à l'IAASTD.

Indicateur politique : Agriculture durable

La promotion agressive et subventionnée des agrocarburants au sein des pays donateurs a été une des causes majeures de la crise des prix des denrées alimentaires de 2008. Cet indicateur analyse donc les objectifs d'incorporation d'agrocarburants.

L'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement (IAASTD) des Nations Unies appelle les dirigeants politiques à reconnaître les externalités négatives sur l'environnement de l'agriculture conventionnelle, et à développer les méthodes agricoles faiblement consommatrices de matières premières et durables, mettant un accent particulier sur le travail des femmes et la promotion d'un savoir-faire local et traditionnel.

Tableau 13 : Indicateur politique : Agriculture durable

	OBJECTIFS D'INCORPORATION D'AGRO-CARBURANTS	SIGNATAIRE DE L'IAASTD	NOTE POUR L'AGRICULTURE DURABLE	CLASSEMENT DES PAYS POUR L'AGRICULTURE DURABLE
IMPORTANCE RELATIVE	90 %	10 %		
AUSTRALIE	0,4	Non	A	1
DANEMARK	0,75	Non	A	2
JAPON	1,7	Non	B	3
CORÉE	2	Non	B	4
GRANDE-BRETAGNE	3,63	Oui	B	5
IRLANDE	4	Oui	B	6
NOUVELLE-ZÉLANDE	3,4	Non	C	7
SUISSE	5	Oui	C	8
PAYS-BAS	4	Non	C	9
FINLANDE	5,75	Oui	C	10
SUÈDE	5,75	Oui	C	11
CANADA	5	Non	C	12
ITALIE	5	Non	D	13
AUTRICHE	5,75	Non	D	14
BELGIQUE	5,75	Non	D	15
GRÈCE	5,75	Non	D	16
LUXEMBOURG	5,75	Non	D	17
NORVÈGE	5,75	Non	D	18
ESPAGNE	5,83	Non	D	19
FRANCE	7	Oui	D	20
ALLEMAGNE	6,25	Non	D	21
ÉTATS-UNIS	8,25	Non	E	22
PORTUGAL	10	Non	E	23

Analyse des données :**Sous indicateur : Objectifs d'incorporation d'agrocarburants**

- Les pays donateurs ont commencé à se fixer des objectifs pour l'utilisation nationale d'agrocarburants, sous la forme de pourcentage d'utilisation totale de carburants. Ces objectifs, ainsi que les mesures et les financements voués à les atteindre, encouragent l'exploitation de terres sensibles au niveau agricole ou environnemental pour augmenter la production d'énergie (contrairement à la conservation ou à des mesures visant à augmenter l'efficacité).
- Le résultat en matière d'agrocarburants est basé sur la formule :

$$100 - (\text{objectif d'incorporation en \%} \times 10)$$

Sous indicateur : Signataire de l'IAASTD

L'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement (IAASTD) des Nations Unis – une procédure d'évaluation sur trois ans impliquant plus de 400 scientifiques et experts du monde entier – appelle les dirigeants à reconnaître les externalités négatives sur l'environnement de l'agriculture conventionnelle, et à envisager des solutions intégrées pour l'agriculture incluant une dimension sociale, plutôt que basées sur des technologies onéreuses et fortement brevetées. Des efforts profonds ont été faits par les pays qui ont souhaité être signataires de cette convention.

- Pour calculer les résultats des 100 signataires de l'IAASTD, la formule simple utilisée est Oui = 100 et Non/NC = 0.

Note globale pour l'agriculture durable

- Les objectifs d'incorporation d'agrocarburants comptent pour 75 %, tandis que les résultats des signataires de l'IAASTD comptent pour 25 %.

Sources des données :

- Jung, A., Dörrenberg, P., Rauch, A., & Thöne, M. (FiFo Institut de politiques économiques, Université de Cologne), 2010, « Biofuels – At What Cost? Government support for ethanol and biodiesel in the European Union – 2010 Update », Suisse: Global Subsidies Initiative (GSI) de l'institut international pour le développement durable (IISD). Les montants concernant les pays ne faisant pas partie de l'UE sont basés sur les références suivantes : rapports de l'USDA FAS

pour l'Australie, le Canada, le Japon et la Corée ; Nouvelle Zélande (http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDS/IB/2010/07/19/000158349_20100719162226/Rendered/PDF/WPS5364.pdf), Norvège (http://www.envm.unideb.hu/content_hu/aktualis/norway061002.html), suisse (http://globaltechforum.eiu.com/index.asp?layout=rich_story&doc_id=7347&categoryid=&channelid=&search=petrol), et États-Unis (<http://www.epa.gov/otaq/renewablefuels/420f10007.htm>).

- La liste des signataires de l'IAASTD se trouve : www.agassessment-watch.org/

Indicateur politique : Changement climatique

L'éradication de la faim demande au préalable de régler le changement climatique, qui perturbe les cultures et bouleverse les schémas climatiques, forçant les pays riches à financer la mitigation et l'adaptation des pays en développement. Afin d'éviter de dangereux impacts climatiques à l'avenir, les températures moyennes doivent être maintenues en dessous de 1,5 degré Celsius de plus que les niveaux pré-industriels. Dans ce but, les pays riches doivent réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % sous les niveaux de 1990, et ce d'ici à 2020. Nous avons donc évalué les engagements des pays en termes de mitigation et de financement liés au climat.

Sous indicateur : Objectifs inconditionnels (unilatéraux) de réduction des émissions de 40 % sous les niveaux de 1990 d'ici à 2020.

- Le quatrième rapport d'évaluation du GIEC (<http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg3/ar4-wg3-chapter13.pdf> page 776), publié en 2007, recommande aux pays riches d'adopter des objectifs de réduction d'émission de gaz à effets de serre de 25 à 40 % à échéance 2020 par rapport aux niveaux de 1990. De nombreux scientifiques ont depuis plaidé pour des objectifs plus élevés et l'Alliance des petits États insulaires appelle à une réduction de 45 % pour les pays riches (<http://unfccc.int/resource/docs/2009/awg7/eng/misc07.pdf> page 21).
- Peuples Solidaires et ActionAid, suivant les appels des pays en développement, appellent à un objectif de réduction des émissions de 40 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2020.

- Cet indicateur est un rappel des engagements des pays développés en matière de mitigation du changement climatique. Nous avons ainsi pris en compte les engagements contenus dans les déclarations publiques des gouvernements disponibles dans le domaine public par le biais des médias, des sites Internet des gouvernements, etc.
- Les pays de l'UE ont accepté de partager une charge commune de réduction de 20 %, ainsi tous les pays de l'UE ont dans ce classement un objectif de réduction de 20 %. La Corée du Sud a annoncé une réduction de 4 % par rapport à ses émissions de 2005 (mais également une réduction de 30 % par rapport « au niveau normal d'émissions dues à l'activité industrielle et commerciale d'ici à 2020 » - <http://unfccc.int/home/items/5265.php>), qui ont été évaluées à l'équivalent de 115 % d'augmentation par rapport à ses niveaux de 1990. Néanmoins, en tant que pays développé signataire du protocole de Kyoto, la Corée n'est pas obligée d'adopter des objectifs de réduction des émissions de gaz à effets de serre, et nous n'avons donc pas inclus la Corée dans cet indicateur.
- Tout pays ayant annoncé un objectif de réduction de 40 % se voit attribuer le meilleur résultat, tandis que les autres reçoivent un pourcentage proportionnel basé sur la formule suivante :

$$\frac{100 \times \text{Objectif du pays}}{40}$$

Sous-indicateur : Émissions de gaz à effets de serre

- Ce sous-indicateur compare les émissions de chaque pays en 2008 en fonction de ce qui reste à faire pour atteindre 40 % de réduction par rapport aux niveaux de 1990. Tous les calculs sont réalisés en incluant les émissions dues aux différentes utilisations des terres, aux changements d'affectation et à la foresterie (LULUCF*).
- Dans la mesure où les niveaux de la charge de réduction commune aux pays de l'UE sont basés sur les niveaux de 2005, les objectifs des pays de l'Union Européenne ont été recalculés à partir des niveaux de 1990, et comparés aux émissions actuelles en 2008. Plus spécifiquement, en utilisant les mêmes taux proportionnels relatifs de réduction pour les niveaux de 2005 spécifiés dans les accords de partage, les objectifs de réduction nécessaires pour atteindre un total de 40 % par rapport aux niveaux de 1990 ont été calculés (supposant que les réductions

effectives des 15 de l'UE s'élevant dans leur ensemble à 16 % devraient doubler pour atteindre 32 % de réduction pour parvenir aux 40 % nécessaires pour l'ensemble des pays de l'UE par rapport aux niveaux de 1990). Ces résultats ont ensuite été comparés aux niveaux de 2008. Le calcul peut s'exprimer de la manière suivante :

$$100 \times \left\{ \frac{\text{émissions 2008}}{\text{émissions 1990} - \left[\left(\frac{\text{part relative du pays dans la charge commune} \times \text{émissions du pays 2005}}{\text{total des réductions des 15 de l'UE par rapport à 2005}} \right) \times \left(0,68 \times \frac{\text{total des réductions des 15 de l'UE par rapport à 1990}}{\text{total des réductions des 15 de l'UE par rapport à 2005}} \right) \right]} \right\}$$

- Les résultats en termes d'émissions sont basés sur la même réduction normale utilisée pour les taux de malnutrition (voir plus haut).

Sous-indicateur : Financements actuels en termes de pourcentage de la part imputable à chaque pays dans la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique

- L'indice de part imputable est basé sur des calculs du PNUD relatifs à l'adaptation, et par des chercheurs de la Commission Européenne sur la mitigation, qui suggèrent avec réserve que les pays en développement auront besoin de 200 milliards de US \$ par an additionnel aux promesses de dons existantes d'ici à 2020. (Voir ActionAid International, 2009, « Qui doit payer pour le changement climatique dans les pays en développement ? », <http://www.actionaid.org/assets/pdf/Climate%20finance%20briefing%20in%20template%20May%202009%20FINAL.pdf>)
- ActionAid demande sans équivoque la création d'un mécanisme financier amélioré sous le contrôle, et la responsabilité, de la Conférence des parties de la CCNUCC. Ainsi, la recommandation phare d'ActionAid est que la Conférence des parties établisse un mécanisme financier amélioré sous l'autorité de la Conférence des parties de la CCNUCC, avec une marge d'adaptation.
- Afin de déterminer les contributions actuelles à la CCNUCC, nous avons utilisé la base de données disponibles sur <http://www.climatefundsupdate.org/>. Nous avons également supposé généreusement que les montants disponibles étaient des contributions annuelles, plutôt que des totaux cumulés. Dans la mesure où ActionAid ne reconnaît pas la crédibilité de fonds pour le changement climatique qui ne seraient pas sous la tutelle du CCNUCC (tels que le Fonds

Tableau 14 : Indicateur politique : Changement climatique

	OBJECTIFS INCONDITIONNELS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE 40 % V-À-V 1990 D'ICI À 2020	ÉMISSIONS 2008 RAPPORTÉES AUX 40 % DE RÉDUCTION V-À-V 1990	CONTRIBUTION À LA PART IMPUTABLE POUR L'ADAPTATION ET LA MITIGATION	NOTE POUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	CLASSEMENT DES PAYS POUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
IMPORTANCE RELATIVE	33 %	33 %	33 %		
NORVÈGE	30	109 %	2,30 %	C	1
FINLANDE	20	87 %	0,90 %	C	2
PORTUGAL	20	114 %	0,30 %	C	3
ALLEMAGNE	20	115 %	0,60 %	C	4
GRANDE-BRETAGNE	20	122 %	0,40 %	C	5
FRANCE	20	128 %	0,20 %	C	6
GRÈCE	20	141 %	0,00 %	D	7
BELGIQUE	20	150 %	0,00 %	D	8
ITALIE	20	154 %	0,10 %	D	9
PAYS-BAS	20	163 %	0,60 %	D	10
LUXEMBOURG	20	174 %	2,90 %	D	11
DANEMARK	20	176 %	2,60 %	D	12
SUISSE	20	176 %	0,60 %	D	13
AUTRICHE	20	199 %	0,00 %	D	14
SUÈDE	20	232 %	0,50 %	D	15
ESPAGNE	20	237 %	0,10 %	D	16
IRLANDE	20	317 %	1,20 %	D	17
JAPON	...	168 %	0,00 %	E	18
ÉTATS-UNIS	3,4	191 %	0,00 %	E	19
AUSTRALIE	4	227 %	0,10 %	E	20
NOUVELLE-ZÉLANDE	...	185 %	0,60 %	E	21
CANADA	3	223 %	0,20 %	E	22

d'investissement pour le climat de la Banque mondiale), nous ne les avons pas inclus dans nos calculs et nous nous sommes concentrés uniquement sur le CCNUCC.

- Les niveaux de charges imputables attendus pour chaque pays ont été calculés sur la base de l'indice de responsabilité-capacité d'Oxfam (RCI) (Raworth K, 2007, Adapting to climate change, Article d'ensemble d'Oxfam, Mai 2007), lui-même basé sur les responsabilités historiques en termes d'émission de CO₂ (depuis 1992) et la capacité (Indice de développement humain). Nous avons considéré que le principe du RCI s'applique à ceux qui devraient payer pour la mitigation et l'adaptation dans les pays en développement. Les indices RCI ont été transformés en montants effectifs nécessaires, sur la base des 200 milliards de US \$ annuels à déboursier d'ici à 2020.
- Ces charges escomptées imputables à chaque pays sont ensuite comparées aux contributions actuelles selon une simple formule pour déterminer les résultats en pourcentage :

Contributions mises à disposition du CCNUCC

Part imputable annuelle dans le financement des 200 mds de US \$ requis d'ici à 2020 x 100

Sources des données :

- Objectifs de réduction d'ici à 2020 disponibles sur <http://unfccc.int/home/items/5264.php>
- Le paquet de l'UE pour le climat et l'énergie http://ec.europa.eu/environment/climat/climate_action.htm (dernière vérification par l'auteur le 26 juillet 2010) donne un objectif collectif de 20 %. Les parts de chaque pays sont détaillées dans la directive de l'UE n° 406/2009/EC : <http://eurlex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:140:0136:0148:FR:PDF>
- Les données relatives aux niveaux d'émissions (incluant LULUCF) pour la période 1990-2008 sont disponibles à la CCNUCC : http://unfccc.int/files/ghg_emissions_data/application/x-zip-compressed/ai_total_wlulucf.zip
- Les contributions rendues disponibles pour la mitigation et l'adaptation au CC par des transferts de fonds vérifiables à la CCNUCC sont disponibles sur <http://www.climatefundsupdate.org/listing/least-developed-countries-fund> et <http://www.climatefundsupdate.org/listing/special-climate-change-fund>.

Notes globales pour le changement climatique

- Afin de calculer les résultats totaux en pourcentages pour cet indicateur, chaque sous-indicateur (objectifs de réduction d'émissions, émissions actuelles, et financement) s'est vu accorder une importance relative égale à 33,3 %.

Ensemble cohérence politique

Notes globales de cohérence politique

- Afin de calculer les notes globales des deux indicateurs de cohérence politique, nous avons accordé une importance relative de 60 % pour le climat et de 40 % pour le développement durable (agrocarburants et IAASD). L'indicateur pour le changement climatique inclut légèrement plus de données et est donc relativement plus important.

1. Sur la base des projections du FMI et de la Banque mondiale d'un nombre supplémentaire de 1,2 millions de décès d'enfants de moins de cinq ans d'ici à 2015, comparé aux tendances avant-crise ; et des estimations de l'Organisation mondiale de la santé et de l'UNICEF montrant que la malnutrition est la cause d'approximativement la moitié des décès des enfants de moins de cinq ans. Fonds monétaire international et Banque mondiale, 2010, Rapport de suivi mondial 2010 : Les ODM après la crise, Avril, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTGLOBALMONITOR/EXTGLOMONRE/P2010/0,contentMDK:22519784~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:6911226,00.html>
2. L'estimation de 1,02 milliard est détaillée dans Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), 2009, « Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais », note d'information, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/Press%20release%20june-fr.pdf
3. Le Rapport 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies sert de référence pour la prévalence de la malnutrition dans les pays en développement, qui était de 20 % en 1990. Sur cette base, il est toujours possible de détecter des progrès au cours des dernières années. Cependant, Peuples Solidaires et ActionAid rejettent ces calculs ; nous croyons qu'il est plus juste de prendre pour référence pour l'OMD1 la prévalence mondiale pour la malnutrition, qui était de 16 % en 1990. Selon des récentes estimations de la FAO et de la Banque mondiale, la malnutrition a augmenté à nouveau à 15 % en 2009 et dépassait les 16 % si l'on exclut la Chine – soit un retour aux niveaux de 1990 si l'on exclut la Chine. Afin d'estimer la prévalence mondiale de la malnutrition en excluant la Chine, il a suffi d'attribuer à la Chine une part de l'estimation de la FAO de 1,02 milliard de personnes pour 2009, sur la base de la ventilation rapportée pour la précédente période (2004-2006). Nous avons également vérifié que cette distribution attribuée était cohérente avec les ventilations régionales données par la FAO pour ses estimations 2009. Cette méthodologie a tendance à sous-estimer légèrement la prévalence de la malnutrition dans le reste du monde, dans la mesure où il est probable que la Chine comptait moins de personnes souffrant de malnutrition relativement à l'ensemble en 2009 que durant la période 2004-2006.
4. Les femmes constituent un peu plus de la moitié de la population mondiale, mais elles représentent plus de 60 % de l'ensemble des personnes souffrant de malnutrition. Secrétaire général des Nations Unies, 1^{er} juin 2007, « Renforcement de l'action menée pour éliminer la pauvreté et la faim, notamment grâce au partenariat mondial pour le développement », Rapport E/2007/71, ECOSOC Examen ministériel annuel : Genève
5. FAO, 2009, op cit.
6. Nations Unies, 2010, Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement 2010, <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report2010.pdf>. Valeurs des revenus par habitant en Asie du Sud, 1990-2010, issus du mapping de données du FMI. En termes de parité de pouvoir d'achat, le revenu par habitant a plus que triplé, de 850 US \$ par an en 1990 après de 3000 US \$ par an en 2010. <http://www.imf.org/external/datamapper/index.php>
7. UNICEF, 2010, La situation des enfants dans le monde, <http://www.unicef.org/french/sowc10>. Alors que la prévalence d'insuffisance pondérale a légèrement baissé de 2004 à 2008 (de 28 à 26 %), les niveaux de retards de croissance ont augmenté de 31 à 34 %.
8. FAO, 2006, Perspectives de l'alimentation, n° 1, juin, www.fao.org/docrep/009/j7927f/j7927f09.htm
9. Selon le rapport du Food Price Watch de la Banque mondiale pour mai 2010, les prix du blé ont augmenté de 24 % par rapport à leurs niveaux de 2009 à Lahore, Pakistan et de 14 % à Mumbai, Inde, dès le début de l'année 2010. « Les prix du riz ont augmenté de 27 % au Bangladesh entre octobre 2009 et février 2010. Au Burundi, le prix des haricots a augmenté de 58 % dans les quatre mois précédant février 2010. Des hausses nettes des prix des aliments de base ont également eu lieu au Zimbabwe, au Soudan, au Tchad, en Haïti et en Somalie durant le dernier trimestre et en Tanzanie, au Tchad, au Mali et au Kenya l'année dernière. » Banque mondiale, 2010, « Food Price Watch May 2010 », Poverty Reduction and Equity Group, Poverty Reduction and Economic Management Network.
10. Banque mondiale, 2010, « Food Price Watch February 2010 », Poverty Reduction and Equity Group, Poverty Reduction and Economic Management Network.
11. Zaman, H. et Tiwari, S., 2010, « The Impact of Economic Shocks on Global Undernourishment », Policy Research Working Paper 5215, Poverty Reduction and Economic Management Unit, Banque mondiale. Alors que certaines différences reflètent la référence plus élevée utilisée par la Banque mondiale, elles incluent également un effet lié à la crise.
12. UNICEF, 2009, A Matter of Magnitude, Bureau régional d'Asie du Sud (ROSA), http://www.unicef.org/rosa/Latest_Matter_of_magnitude.pdf
13. L'insuffisance pondérale, ou poids faible par rapport à la taille, est le résultat de pénuries alimentaires aiguës entraînant des pertes de poids

- graves, et est fortement liée à la mortalité infantile, tandis que le retard de croissance (poids faible par rapport à l'âge) est un indicateur de la privation de nourriture cumulée sur le long terme. Voir UNICEF, 2007, Stunting, Wasting and Overweight, Progress for Children, http://www.unicef.org/progressforchildren/2007n6/index_41505.htm. Deaton et Dreze expliquent que : « Le retard de croissance est un indicateur de la privation de nourriture cumulée depuis la naissance (ou même la conception). Il est relativement indépendant des circonstances immédiates, dans la mesure où la taille ne varie pas sur le court terme. Du point de vue des mesures, un des avantages de l'insuffisance pondérale est qu'elle ne requiert pas de savoir l'âge de l'enfant, qu'il est souvent difficile de connaître avec exactitude. Le ratio « poids/âge » peut être compris comme un indicateur plus global, qui reflète le retard de croissance mais également l'insuffisance pondérale : les enfants présentant ces deux symptômes sont enclins à être compris dans la catégorie des « sous alimentés ». Deaton, A et Dreze, J, 2008, « Nutrition in India : Facts and Interpretations », article non publié, http://weblamp.princeton.edu/chw/papers/deaton_dreze_india_nutrition.pdf
14. Basé sur données de la Demographic and Health Survey (DHS), <http://www.measuredhs.com>
 15. Les données DHS pour le Nigeria montre que l'insuffisance pondérale a augmenté de 9,3 % en 2003 à 12,5 % en 2008, tandis qu'au Bangladesh, elle était de 18 % en 2007 contre 14,6 % en 2004. <http://www.measuredhs.com>
 16. Données pour le Sri Lanka issues de la base de données mondiale de l'OMS sur la croissance et la malnutrition infantile. <http://www.who.int/nutgrowthdb/en/>
 17. Barry, L., Hall K. et Hendricks M. 2009, « Child Health: Nutrition », South African Child Gauge 2009/10, Children's Institute. http://www.ci.org.za/depts/ci/pubs/pdf/general/gauge2009-10/sa_child_gauge_09-10_child_health_nutrition.pdf
 18. US Department of Agriculture, juillet 2010, Food Security Assessment 2010-2020, Economic Research Service (USDA-ERS), <http://www.ers.usda.gov/Publications/GFA21/GFA21.pdf>
 19. Banque mondiale, n.d., Overview: Understanding, measuring and overcoming poverty, Poverty Reduction and Equity, <http://go.worldbank.org/77LE4ON4V0>
 20. Banque mondiale et FMI, 2010, Rapport de suivi mondial ; Banque mondiale, 2009, « Protecting Progress: The Challenge Facing Low-Income Countries in the Global Recession », Banque mondiale, Washington DC
 21. Banque mondiale et FMI, 2010, Rapport de suivi mondial, Ibid
 22. US Department of Agriculture Economic Research Service (USDA-ERS), 2010, Food Security Assessment 2010-2020, <http://www.ers.usda.gov/Publications/GFA21/GFA21.pdf>. Les estimations de l'USDA doivent être utilisées avec précaution dans la mesure où elles ne sont pas strictement comparables avec celles de la FAO, et sont basés sur des indices légèrement différents en matière de besoins en énergie diététique minimum. Néanmoins, elles sont mieux actualisées que les dernières données disponibles fournies par la FAO et fournissent une plutôt bonne indication des tendances.
 23. Hertel, T, Burke M, Lobell D, 2010, The Poverty Implications of Climate-Induced Crop Yield Changes by 2030, GTAP, Université de Stanford, http://foodsecurity.stanford.edu/news/global_warming_could_hurt_some_poor_populations_and_lift_others_from_poverty_fse_study_finds_20100224/
 24. Équipe de rédaction principale, Pachauri, R.K and Reisinger, A. (eds.), 2007, Changements Climatiques 2007 : Rapport de Synthèse, GIEC, Genève, Suisse.
 25. Tangermann, S., 22 juillet 2008, What's causing global food price inflation, Vox EU, <http://www.voxeu.org/index.php?q=node/1437>
 26. UNICEF, 2010, La situation des enfants dans le monde 2010, Tableau statistique 2 : Nutrition.
 27. Black R. E., Morris, S. S., Bryce, J., 2003, Where and Why are 10 Million Children Dying Every Year?, The Lancet 361:2226-2234; et Black RE, Allen LH, Bhutta, Z. A., et al. pour the Maternal and Child Undernutrition Study Group, 2008, Maternal and Child Undernutrition: Global and Regional Exposures and Health Consequences, The Lancet 371: 243-260; et FAO, 18-22 March 2002, Réduction de la pauvreté : le rôle déterminant du financement de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural, Document préparé à l'occasion de la Conférence sur le financement du développement, Monterrey, Mexique, Rome : FAO; et Bellagio Study Group on Child Survival, 2003, Knowledge into Action for Child Survival, Lancet 362: 9380 323 – 27
 28. ODI, Mai 2005, Opinions, <http://www.odi.org.uk/resources/download/475.pdf>
 29. Le taux moyen d'insuffisance pondérale infantile dans les pays étudiés est de moins de la moitié que la moyenne mondiale de 23 %. Au Guatemala, qui connaît un taux d'insuffisance pondérale infantile très proche de la moyenne mondiale, le coût économique est bien supérieur, estimé à 11 % du PIB. Cela signifie que l'estimation de 6 % du PIB est un minimum.
 30. Martinez, R. et Fernando, A., 2008, The cost of hunger: Social and economic impact of child undernutrition in Central America and the Dominican Republic, Project Document, UN CEPALC et Programme alimentaire mondial. http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/liaison_offices/wfp175334.pdf
 31. Une récente analyse inter-pays des Nations Unies et du Programme alimentaire mondial sur l'impact de la malnutrition infantile en Amérique Centrale a déterminé que le coût d'opportunité de la malnutrition infantile s'élevait entre 2 et 12 % du PIB chaque année. Quarante-vingt-dix pourcent de cet impact est constitué par la perte de productivité due à des décès précoces et une moindre scolarisation entraînée par la malnutrition. Les dix pourcents restants proviennent du coût du traitement des maladies liées à la malnutrition et des redoublements de classes accrus. En projetant ne serait-ce que le bas de la fourchette de ce coût d'opportunité dans les régions connaissant les plus

- forts taux de malnutrition infantile (Afrique subsaharienne et les pays d'Asie en voie de développement), une réduction minimum de 3,5 % du PIB, imputable à la malnutrition infantile, pourrait coûter à ces régions 462 milliards de US \$ par an. En arrondissant, on estime cette perte à environ 450 milliards.
32. Les auteurs estiment le total à 90 milliards de US\$ par an, comprenant les donations de charité pour lutter contre la faim, que nous avons exclues du total parce qu'elle n'était pas comptabilisées dans les estimations du coût global formulées par The Lancet, la Banque mondiale ou la FAO. J. Brown et al., 2007, The Economic Cost of Domestic Hunger: Estimated Annual Burden to the United States, rapport commandé par la fondation Sodexo, http://www.sodexofoundation.org/hunger_us/Images/Cost%20of%20Domestic%20Hunger%20Report%20_tcm150-155150.pdf
 33. UNICEF, 2009, Suivre les progrès dans le domaine de la nutrition de l'enfant et de la mère, New York : UNICEF.
 34. Lancet, n. d., « The Lancet's Series on Maternal and Child Undernutrition: Executive Summary », <http://www-tc.iaea.org/tcweb/abouttc/tcseminar/Sem6-ExeSum.pdf>. Si l'on considère que chaque année d'EVCI préservée apporte un bénéfice économique de deux années de revenus par habitant, et en utilisant les prévisions du FMI pour les revenus par habitant dans les pays émergents et en développement pour la période 2010-2015, la perte de 91 millions d'années d'EVCI représente un coût économique d'environ 780 milliards de US \$ par an sur la même période.
 35. Grantham-McGregor, S. et al., 2007, « Developmental potential in the first 5 years for children in developing countries », Lancet, 368, 60-70.
 36. Hoddinott, J., J.A. Maluccio, J.R. Behrman, R. Flores, et R. Martorell, 2008, « Effect of a nutrition intervention during early childhood on economic productivity in Guatemalan adults », The Lancet 371 (610): 411-16.
 37. En Afrique, la tendance est inverse, les retards de croissance étant plus nombreux chez les garçons que chez les filles. Voir Wamani, H. et al., 2007, Boys are more stunted than girls in Sub-Saharan Africa: a meta-analysis of 16 demographic and health surveys, BMC Pediatrics 2007, 7:17, <http://www.biomedcentral.com/1471-2431/7/17>
 38. Les projections utilisées pour déterminer l'année où sera atteinte la Cible concernant la réduction de moitié du nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale sont basées sur une combinaison de données de recensement nationales, telles que reportées à l'OMS, avec celles issues de la base de données principales où des données plus détaillées sont disponibles, ainsi que des études individuelles ; les projections basées sur des régressions linéaires sont issues des données de recensements nationaux disponibles de 1986 à aujourd'hui. En ce qui concerne la Cible de réduction de moitié du nombre de personne souffrant de malnutrition dans la population, les données utilisées sont basées sur les statistiques de la FAO. Pour plus de détails sur ces deux points, voir la section méthodologie de ce rapport.
 39. FAO, 2009, Situation de l'insécurité alimentaire dans le monde, Annexe technique, Tableau 1.
 40. En se basant sur les données du PAM, l'UNICEF affirme que le nombre de personnes dont la consommation alimentaire est insuffisante s'élevait à 84 millions en 2008, soit la moitié de la population. Ceci représente une augmentation de 12,2 millions (ou de 17 %) par rapport aux calculs du PAM pour la période 2005-2006, et une augmentation de 132 % par rapport aux 35,6 millions estimés par la FAO pour la période 2004-2006.
 41. Programme alimentaire mondial, 2010, Vue d'ensemble : Inde, <http://www.wfp.org/countries/India/Overview>
 42. Institut national de nutrition, 2006, 2006: Reduction in childhood malnutrition in Vietnam from 1990 to 2004, Nguyen Cong Khan Hanoi School of Public Health, Asia Pac J Clin Nutr 2007;16 (2):274-278, Hanoi Vietnam, [http://apjcn.nhri.org.tw/server/APJCN/Volume16/vol16.2/Finished/Nguyen-CongKhan\(274-278\).pdf](http://apjcn.nhri.org.tw/server/APJCN/Volume16/vol16.2/Finished/Nguyen-CongKhan(274-278).pdf). Voir également <http://english.vietnamnet.vn/social/200912/SOCIAL-IN-BRIEF-24/12-885972/>
 43. http://www.photius.com/rankings/global_hunger_index_1990_2008.html
 44. Nations Unies, 1992, Rapport de suivi des OMD, UNITED NATIONS COUNTRY TEAM: IDT/MDG Progress - Viet Nam, http://www.undg.org/archive_docs/133-Viet_Nam_MDG_Report_-_1st_Report__English.pdf
 45. Les chiffres de 2009 donnent 12 %, le gouvernement attend un nouveau calcul à 10 % pour 2010. Voir : <http://www.gtz.de/en/weltweit/asien-pazifik/vietnam/18211.htm>
 46. Nations Unies, Vietnam : Vietnam and the MDGs, http://www.un.org.vn/index.php?Itemid=49&id=38&option=com_content&task=blogcategory
 47. Gouvernement du Brésil, n.d., Fourth Monitoring Report on the Millennium Development Goals, http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/100408_relatorioodm.pdf
 48. Beghin, N. 2008, « Notes on Inequality and Poverty in Brazil: Current Situation and Challenges », Oxfam International
 49. Gouvernement du Brésil, op cit.
 50. Fan, S., 2010, « China's Agricultural and Rural Development: Implications for Africa », Discours d'ouverture du directeur général de l'IFPRI au Groupe d'étude Chine-CAD sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural, Bamako. Disponible sur <http://www.ifpri.org/publication/chinas-agricultural-and-rural-development-implications-africa>
 51. Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 2010, World Economic and Social Survey 2010: Re tooling Global Development, New York : Nations Unies
 52. Overseas Development Institute et Campagne des Nations Unies pour le Millénaire, 2010, « Millennium Development Goals Report Card: Learning from Progress », Londres : ODI

53. Rapports sur la sécurité alimentaire du Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Malawi (MVAC). Disponible sur <http://ochaonline.un.org/rosa/Food-Security/tabid/5034/language/fr/Default.aspx>
54. Banque mondiale, 2007, Rapport sur le développement dans le monde 2007 : Agriculture pour le développement, Washington : Banque mondiale
52. Nations Unies, 2010, Rapport 2010 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report2010.pdf>
56. Altieri, M., 2009, Small farms as a planetary ecological asset: five key reasons why we should support the revitalisation of small farms in the Global South, Penang : Third World Network
57. Duncan G., 2008, From Poverty to Power: How Active Citizens and Effective States Can Change the World, Oxfam International
58. Ibid.
59. Banque mondiale, 2007, op. cit.
60. IFPRI, China's Agricultural and Rural Development : Implications for Africa, Ibid
61. Gouvernement de l'Ouganda, 2009, « Uganda: Long-term funding for agricultural growth, poverty reduction and food and nutrition security », MAAIF/CAADP .
62. Duncan G., 2008, op cit.
63. The Times of India, « Food bowled – India », <http://timesofindia.indiatimes.com/india/Food-bowled/ articleshow/6310002.cms#ixzz0wZdvAAAn8>
64. <http://www.pambazuka.org/en/category/features/58809>
65. Times of India, op. cit.
66. <http://www.pambazuka.org/en/category/features/58809>
67. Banque mondiale, 2008, « Press Release: 25 », <http://www.worldbank.org/in/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/SOUTHASIAEXT/INDIAEXTN/0,contentMDK:21651539~menuPK:50003>
68. Peuples Solidaires en association avec ActionAid, 2010, Qui lutte vraiment contre la faim.
69. Le Rwanda l'atteindra d'ici à 2016 selon les calculs de AAI, et leurs résultats ces dernières années semblent indiquer qu'ils pourront dépasser cet objectif et atteindre la Cible de l'OMD avant l'échéance prévue.
70. Ruburika, S., 2009, « Rwanda: Country weathers economic crisis despite challenges lying ahead », 5 août, AllAfrica, <http://allafrica.com/stories/200908060430.html>
71. Burwell, S. M., 2010, « Big action for small farmers », Huffington Post, 25 juin, http://www.huffingtonpost.com/sylvia-mathews-burwell/big-action-for-small-farm_b_625754.html
72. Oboodo, K., 2009, « Rwanda's agriculture up despite global crisis », The Independent, 10 novembre, <http://www.independent.co.ug/index.php/news/regional-news/78-regional-news/2091-rwandas-agriculture-up-despite-global-crisis>
73. Basé sur les chiffres issus des rapports sur l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde de la FAO, de 2001 et 2008 respectivement
74. Win, T. L., 2010, « Cambodia faces land rights "crisis" campaigners », 8 juillet, http://www.alertnet.org/db/an_art/52132/2010/06/8-144121-1.htm
75. Hoddinott, J. et Wiesmann, D., 2008, « The Impact of Conditional Cash Transfer Programs on Food Consumption in Honduras, Mexico, and Nicaragua », SSRN, <http://ssrn.com/abstract=1269417>; et A Case, 2001, « Does Money Protect Health Status? Evidence from South African pensions », NBER Working paper 8495, Cambridge MA; Maluccio, J. et Flores, R., 2004, « Impact Evaluation of a Conditional Cash Transfer Program: The Nicaraguan Red de Protección Social », FCND Discussion Paper 184, Washington DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
76. Samson, M. et al., 2007, « The Social and Economic Impact of Cash Transfers », projet commandé par le Department for International Development (DFID) du Royaume Uni et réalisé par le Economic Policy Research Institute (EPRI).
77. Ibid.
78. Santos, L. M. V. V., Juin 2010, « Bolsa Familia Programme: Economic and Social Impacts under the Perspective of the Capabilities Approach », http://www.sinteseeventos.com.br/bien/pt/papers/LMVVS2010Bolsa_FamiliaSocialandEconomicImpacts.pdf
79. Ravallion, M., 2009, « A comparative perspective on poverty reduction in Brazil, China and India », Banque mondiale.
80. Cassel, G., 2010, « Development Policies for Rural Brazil 2003-2009 », Présentation à l'International Conference on Dynamics of Rural Development in Emerging Economies, disponible sur http://www.ruraltransformation.in/PPT/Guilherme_Cassel.pdf
81. Estrada, D., 24 avril 2008, Can Rising Food Prices Help Small Family Farms ?, <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=42118>
82. Gueye, B. et al., 2007, « Opinion: Family Farming First », <http://www.thebrokeronline.eu/en/Magazine/articles/Opinion-Family-farming-first>
83. De Schutter, O., 2009, Rapport du rapporteur special aux Nations Unies sur le droit à l'alimentation <http://daccess-ods.un.org/TMP/9692335.html>
84. Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, 2008, « Agricultural sector experiences in implementing the Paris Declaration on Aid Effectiveness », <http://www.donorplatform.org>
85. De Schutter, O., 2010, « Combattre la faim par le biais du droit à l'alimentation. Progrès réalisés au niveau national en Afrique, Amérique latine et en Asie du Sud », Note d'information 01, Nations Unies : New York
86. ActionAid International, 2010, « Fertile Ground: How Governments and Donors can halve hunger by supporting small farmers ».
87. OCDE, 2010, « Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010 », http://www.oecd.org/document/47/0,3343,fr_2649_33773_455695_19_1_1_1_1,00.html

88. Comité d'aide au développement de l'OCDE, 2010, « L'aide au développement a augmenté en 2009 et la plupart des donateurs atteindront les objectifs d'aide pour 2010 », Comité d'aide au développement de l'OCDE Communiqué de presse et tableaux de référence, 14 avril.
89. FMI et Banque mondiale, 2010, Rapport de suivi mondial.
90. Nations Unies, 2009, Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies
91. <http://www.bbc.co.uk/news/science-environment-10900798>
92. ActionAid, 2009, Who should pay to tackle climate change in developing countries?, Johannesburg : ActionAid, http://www.actionaid.org.uk/doc_lib/updated_climate_debt_briefing_december_200.pdf
93. ActionAid, 2009, Agriculture durable et changement climatique, Johannesburg : ActionAid, <http://www.actionaid.org/docs/agriculture%20and%20climate%20change%20in%20template%20may%202009%20final.pdf>
94. ActionAid, 2009, Agriculture durable et changement climatique, Ibid
95. Peuples Solidaires en association avec ActionAid, 2010, Le Plein de Faim : <http://www.peuples-solidaires.org/?getfile=1895>
96. Peuples Solidaires en association avec ActionAid, 2010, Le Plein de Faim, Ibid
97. Peuples Solidaires en association avec ActionAid, 2010, Le Plein de Faim, Ibid
98. Ceci est la conséquence d'une conversion des forêts et d'autres terres en récoltes d'agrocultures, ou par l'accaparement de terres agricoles préexistantes et l'expansion forcée de cultures sur des terres qui sont d'importants puits de carbones, comme les forêts et les marais. Ces transformations relâchent le gaz carbonique contenu dans le sol et la végétation qui prendra des années à disparaître.
99. Rapport de l'IAASTD, disponible sur [http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Global%20Report%20\(English\).pdf](http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Global%20Report%20(English).pdf)
100. Rahman, M., Iqbal, A., Islam, T. & Dasgupta, S., Janvier 2010, Global Financial Crisis Discussion Series Paper 12: Bangladesh Phase 2, Londres : ODI
101. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et Programme alimentaire mondial (PAM), 28 août 2008, « FAO/WFP Crop and Food Supply Assessment Mission to Bangladesh », <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/ai472e/ai472e00.pdf>
102. Ibid.
103. Financial Express, 2010, « Food Security Investment Plan », 31 juillet, http://www.thefinancialexpress-bd.com/more.php?news_id=101567
104. IRIN, 22 juillet 2010, « Unemployment, food prices spur growing hunger », <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=89920>.
105. FAO/PAM, 28 août 2008, Ibid.
106. Parveen, S., 2008, « Access of Rural Women to Productive Resources in Bangladesh: A Pillar for Promoting their Empowerment », International Journal of Rural Studies (IJRS).
107. Rahman, M., Iqbal, A., Islam, T. & Dasgupta, S., op. cit.
108. Ibid.
109. Ibid.
110. Gouvernement de la République fédérale du Brésil, 2010, « Fourth Monitoring Report on the Millennium Development Goals », http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/100408_relatorioodm.pdf
111. Ceux-ci incluent les programmes nationaux tels que les repas à l'école et les allocations aux familles pauvres, ainsi que les initiatives locales, comme les programmes de distribution alimentaire et les « restaurants populaires » (qui distribuent de la nourriture peu chère et subventionnée).
112. De Schutter, O., 2009, « Right to food and nutrition watch: Who controls the governance of the world food system », <http://www.fian.org/resources/documents/rfn-watch/right-to-food-and-nutrition-watch-2009/pdf>
113. Gouvernement de la République fédérale du Brésil, op. cit.
114. De Schutter, O., 2009, « Rapport du rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation », <http://www2.ohchr.org/english/issues/food/index.htm>
115. Windfuhr, M., 2002, « Access to Land Is a Key Human Rights Issue in Development and Cooperation », Agrarian Reform and Rural Development No. 2, Mars/Avril, <http://www.inwent.org/E+Z/zeitschr/de202-5.htm>
116. Gouvernement de la République fédérale du Brésil, 2010, op. cit.
117. Nations Unies, « Indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le développement », <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Data.aspx>
118. Basé sur les données de l'OMS (WHO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Global Hunger Index, également cité dans les Indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le développement, loc. cit.
119. PAM, 2010, « Burundi: Overview », <http://www.wfp.org/countries/burundi>
120. PAM, 30 mars 2010, « Global Update Food Security Monitoring, October 2009 – February 2010 », Numéro 2, <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp217880.pdf>
121. Chamres, C., 26 février 2008, « Food inflation hits Cambodia's poor, threatens hunger », http://www.terradaily.com/reports/Food_inflation_hits_Cambodias_poor_threatens_hunger_999.html
122. PAM, 2010, « Cambodia: Overview », <http://www.wfp.org/countries/cambodia>
123. Economic Development Policy Project Development Issues Programme, 2009, « The Impact of the Economic Downturn on Households and Communities in Cambodia », juillet, Phnom Penh : Forum des ONG du Cambodge, http://www.ngoforum.org.kh/eng/dip/dipdocs/ECOP_Brocher-English_upload.pdf

124. Thin Lei Win, 8 juillet 2010, « FACTBOX: Land grabs and forced evictions in Cambodia », AlertNet, http://www.alertnet.org/db/an_art/52132/2010/06/8-144738-1.htm.
125. Thin Lei Win, 8 juillet 2010, « Cambodia faces land rights “crisis” », AlertNet, http://www.alertnet.org/db/an_art/52132/2010/06/8-144121-1.htm
126. Titthara, M., 5 juillet 2010, « Land concessions: \$1/hectare », Phnom Penh Post, <http://www.phnompenhpost.com/index.php/2010070540272/National-news/land-concessions-1hectare.html>
127. Demeke, M., Pangrazio, G. et Maetz, M., 2009, « Country responses to the food security crisis: Nature and preliminary implications of the policies pursued » Initiative sur la flambée des prix des aliments, FAO. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ISFP/pdf_for_site/Country_Response_to_the_Food_Security.pdf.
128. Banque mondiale, 2008, Hausse des prix alimentaires : Options pour les pouvoirs publics et réponse de la Banque mondiale, http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/risingfoodprices_backgroundnote_apr08.pdf
129. Jalilian, H et Reyes, G., 2010, « Global Financial Crisis Discussion Series Paper 14: Cambodia », Phase 21, Overseas Development Institute (ODI).
130. Ibid.
131. IChen, S., et Ravallion, M., 2008, « The developing world is poorer than we thought, but no less successful in the fight against poverty », Recherches en politiques publiques de la Banque mondiale, Working Paper 4703.
132. INations Unies, 2010, World Economic and Social Survey 2010: Retooling Global Development, New York, http://www.un.org/esa/policy/wess/wess-2010files/overview_advancecopy.pdf
133. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2010, « China’s Agricultural and Rural Development: Implications for Africa », <http://www.ifpri.org/publication/chinas-agricultural-and-rural-development-implications-africa>
134. IFAO, 2003, L’état de l’insécurité alimentaire dans le monde, <http://www.fao.org/docrep/006/j0083e/j0083e00.HTM> ; ceci se base sur les données du rapport sur l’état de l’insécurité alimentaire dans le monde (SOFI) de la FAO, pour 2001 et 2008, respectivement.
135. IFAO, 2009, « Country responses to the food security crisis: Nature and preliminary implications of the policies pursued » http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ISFP/pdf_for_site/Country_Response_to_the_Food_Security.pdf
136. IGreen, D., King, R., et Miller-Dawkins, M., 2010, « The Global Economic Crisis and Developing Countries: Impact and Response », Oxfam, http://www.oxfamblogs.org/fp2p/wp-content/uploads/GEC_research_report_consultation_draft_27Jan2010.pdf
137. IGreenpeace, 2008, « Food for Thought: Climate Change and Food Security in China », http://www.oxfamblogs.org/fp2p/wp-content/uploads/GEC_research_report_consultation_draft_27Jan2010.pdf
138. IShuping, N., 10 juillet 2008, « China approves big budget for GMO amid food worries », <http://www.reuters.com/article/idUSPEK11727520080710>
139. FAO, 2008, L’état de l’insécurité alimentaire dans le monde, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291e/i0291e00.htm>
140. Programme alimentaire mondial, 2010, République Démocratique du Congo, <http://www.wfp.org/countries/congo-democratic-republic>
141. African Economic Outlook, 2010, Congo, Democratic Republic, <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/countries/central-africa/congo-democratic-republic/>
142. Washington Post, « Food For Thought », <http://www.washingtonpost.com/wp-adv/specialsales/spotlight/congo/food.html>
143. Sapa, 23 octobre 2009, « South Africans to farm in Congo », Southafrica.info, <http://www.southafrica.info/news/business/8274.htm>
144. Gouvernement d’Éthiopie, 2008, « Dynamics of Growth and Poverty in Ethiopia », DPRD – Ministère des finances et du développement économique, <http://www.mofed.gov.et/Uploaded/Publication/DynamicsOfGrowth-and-Poverty-Final2009.pdf>
145. Banque mondiale, 2009, « Agriculture Growth Program », PAD, http://www-wds.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64193027&piPK=64187937&theSitePK=523679&menuPK=64187510&searchMenuPK=64187511&cid=3001&entityID=000020953_20091015134944, p.1
146. Observons que le montant de l’allocation budgétaire cité pour l’Éthiopie dans ce rapport inclut les dépenses pour le développement rural, qui n’est pas compris pour la plupart des autres pays. Il faut cependant noter que des montants significatifs exclus ici sont également destinés à l’agriculture par le biais de budgets décentralisés.
147. Loi de budget 2003, [http://www.mofed.gov.et/Uploaded/document/proclamations/2003-BudgetProclamation\(Part%20II\).xls](http://www.mofed.gov.et/Uploaded/document/proclamations/2003-BudgetProclamation(Part%20II).xls)
148. Éthiopie, 2003, [http://www.mofed.gov.et/Uploaded/document/proclamations/2003-Budget-Proclamation\(Part %20II\).xls](http://www.mofed.gov.et/Uploaded/document/proclamations/2003-Budget-Proclamation(Part%20II).xls); Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies pour la crise de la sécurité alimentaire (HLTF), 2009, « Rapport sur l’état d’avancement : Avril 2008 – Octobre 2009 », <http://un-foodsecurity.org/node/135>, pp. 7-84; Perry, A., 6 août 2008, « Ethiopia: Pain amid Plenty », Time, <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,1829841,00.html>
149. Nwaozuzu, O., 23 février 2009, « A Closer Look at the Famine in Ethiopia 1984-1985 », Ezine @rticles, [http://ezinearticles.com/?A-Closer-Look-at-the-Famine-in-Ethiopia-\(1984-1985\)&id=2028582](http://ezinearticles.com/?A-Closer-Look-at-the-Famine-in-Ethiopia-(1984-1985)&id=2028582)
150. FAO GIEWS, 2010, « Ethiopia », Août, <http://www.fao.org/giews/country-brief/country.jsp?code=ETH>
151. Perry, A., op cit.

- 152.** ActionAid International, 2009, « Five out of ten? Assessing progress towards the AU's 10% budget target for agriculture », <http://www.actionaid.org/docs/five%20out%20of%20ten-%20assessing%20progress%20towards%20the%20au%27s%2010%20per%20cent%20budget%20target%20for%20agriculture.pdf>
- 153.** Banque mondiale, 2009, « Ethiopia: Unleashing the potential of Ethiopian women », Washington DC : Banque mondiale, http://www.ds.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64193027&piPK=64187937&theSitePK=523679&menuPK=64187510&searchMenuPK=64187283&theSitePK=523679&entityID=000333038_20091004234302&searchMenuPK=64187283&theSitePK=523679, p. 42
- 154.** Peuples Solidaires en association avec ActionAid, 2009, « Guatemala », Qui lutte vraiment contre la faim ?, <http://www.peuples-solidaires.org/>
- 155.** Gouvernement du Guatemala, 2009, Étude nationale sur la santé infantile et maternelle.
- 156.** Actualité des Nations Unies, 11 septembre 2009, « Hunger crisis in Guatemala draws mounting concern from UN food agency », <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=32027>
- 157.** PAM, 2010, « Guatemala: Overview », <http://www.wfp.org/countries/guatemala>
- 158.** PAM, 9 juin 2010, « Guatemala: Tropical Storm Agatha leaves trail of hunger », <http://www.wfp.org/stories/guatemala-tropical-storm-agatha-leaves-trail-hunger>
- 159.** PAM, 2010, « Guatemala: Overview », loc cit.
- 160.** Ibid.
- 161.** Menjívar, C., 2008, « Violence and Women's Lives in Eastern Guatemala: A Conceptual Framework », Latin American Research Review, Vol.43, No. 3.
- 162.** Peuples Solidaires en association avec ActionAid, 2009, Qui lutte vraiment contre la faim ?, loc cit.
- 163.** Recommandé par le rapporteur spécial au Nations Unies pour le droit à l'alimentation, et ratifié par les accords de paix de 1992.
- 164.** Programme alimentaire mondial, 16 avril 2010, « The Gambia: Overview », <http://www.wfp.org/countries/gambia>
- 165.** FAO, 2010, « GIEWS Country Brief – Gambia », <http://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=GMB>
- 166.** Economist Intelligence Unit, 2010, « Country Report: The Gambia », Londres: The Economist Intelligence Unit, <http://www.economist.com/countries/>
- 167.** FAO, 2010, « GIEWS Country Brief – Gambia », loc cit.
- 168.** Union africaine, 26 octobre 2009, « AU Commission signs CAADP Compact Agreement with the Republic of the Gambia », <http://www.au.int/?q=node/2286>
- 169.** Jallow, A., 19 juillet 2010, « National Agricultural Investment Plan Validated », All Africa, <http://allafrica.com/stories/201007200686.html>
- 170.** How We Made it in Africa, 15 juin 2010, « Numerous Opportunities in the Gambia Agriculture Sector », <http://www.howwemadeitinafrica.com/numerous-opportunities-in-the-gambias-agriculture-sector/1408/>
- 171.** Economist Intelligence Unit, op cit.
- 172.** Omilola, B., Lambert, M., 2009, « Weathering the Storm: Agricultural Development, Investment, and Poverty in Africa Following the Recent Food Price Crisis », ReSAKSS, <http://www.resakss.org/index.php?pdf=42774>
- 173.** Nations Unies, 2010, « Objectifs du Millénaire pour le développement : panorama », http://www.wecanendpoverty.eu/DataBic2/Library/Files/d250fbd69677006d7c525ea61b7deb5e_mdgsglancefactsheet.pdf
- 174.** News Centre des Nations Unies, 16 juillet 2010, Senior UN official urges Africa to focus on agriculture, jobs and social services, <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=35349&Cr=mdg&Cr1=>
- 175.** Ghana Web, 30 mai 2010, School feeding programme to cover one million pupils by the end year, <http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/artikel.php?ID=183093>
- 176.** Breisinger, C. et al., 2008, « Agriculture for Development in Ghana New Opportunities and Challenges », IFPRI Discussion Paper, <http://ideas.repec.org/p/fpr/ifprid/784.html>
- 177.** PNUD, 2010, « Haiti : 6 mois après », [http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2010.nsf/FilesByRW_DocUnidFilename/KH11-87R3KT-full_report.pdf/\\$File/full_report.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2010.nsf/FilesByRW_DocUnidFilename/KH11-87R3KT-full_report.pdf/$File/full_report.pdf)
- 178.**
- 179.** FAO, 2010, « Haiti », juillet, <http://www.fao.org/countries/55528/en/hti/>
- 180.** UN OCHA, 30 juillet 2010, « Haiti », Bulletin humanitaire, [http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/MYAI-87W2R9/\\$File/full_repoert.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/MYAI-87W2R9/$File/full_repoert.pdf)
- 181.** Ibid.
- 182.** PNUD, juillet 2010, Haiti : 6 mois après , loc cit.
- 183.** Ibid.
- 184.** FAO, juillet 2010, Haiti, loc cit
- 185.** PNUD, juillet 2010, Haiti : 6 mois après , loc cit.
- 186.** Ibid.
- 187.** Ibid.
- 188.** PAM, 2010, « Overview: India », <http://www.wfp.org/countries/India/Overview>
- 189.** Ibid.
- 190.** Financial Express, 8 juin 2010, « Welfare schemes feeding India's deficit », <http://www.financialexpress.com/news/welfare-schemes-feeding-indias-deficit/631049/>
- 191.** Prabhu, K. S., février 2010, « Budget 2010: Will Rural India Get a Fair Deal? », Wall Street Journal, <http://online.wsj.com/article/SB126699162823150769.html>
- 192.** Gangopadhyay, A., 22 juillet 2010, « India Food Prices on Boil Again », Wall

- Street Journal, http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703467304575382562734887190.html?mod=googlenews_wsj
- 193.** Gangopadhyay, A., 22 juillet 2010, India Food Prices on Boil Again, Ibid.
- 194.** Prabhu, K. S., 2010, op cit.
- 195.** Ibid.
- 196.** Ibid.
- 197.** Prabhu, K. S., 5 juin 2010, op cit.; Times of India, « Government Promises Food Security Act », <http://timesofindia.indiatimes.com/india/Govt-promises-food-security-Act/articleshow/4618260.cms>
- 198.** RAPDA et FIAN International, 2010, « Kenya's hunger crisis – The result of right to food violations », <http://www.fian.org/resources/documents/others/kenyas-hunger-crisis-the-result-of-right-to-food-violations/pdf>
- 199.** Ibid.
- 200.** ActionAid International Kenya, 2009, Rapport annuel, <http://www.actionaid.org/micrositeAssets/kenya/assets/aaik%20annual%20report%20for%202009%20final.pdf>
- 201.** ActionAid International Kenya, 6 août 2010, « A new beginning for Kenya » http://www.actionaid.org.uk/102581/a_new_beginning_for_kenya.html
- 202.** Ibid.
- 203.** COMESA, 24 août 2010, « Kenya signs for CAADP/ launches agricultural sector development strategy », <http://www.comesa.int/lang-en/component/content/article/34-general-news/493--kenya-signs-caadp-launches-agricultural-sector-development-strategy>
- 204.** RAPDA et FIAN International, op. cit.
- 205.** Peuples Solidaires en association avec ActionAid, 2009, « Kenya », Qui lutte vraiment contre la faim ?, loc cit
- 206.** Krafchik, W. N. D., « Can civil society add value to budget decision-making? A description of civil society budget work », [http://www.mekonginfo.org/HDP/Lib.nsf/0/AB13F4D51C6A161647256D9E0033F014/\\$FILE/Q%203.4%20-%20IBP%20-%20civilsociety.pdf](http://www.mekonginfo.org/HDP/Lib.nsf/0/AB13F4D51C6A161647256D9E0033F014/$FILE/Q%203.4%20-%20IBP%20-%20civilsociety.pdf)
- 207.** Ibid.
- 208.** PAM Rapport nationaux, <http://www.wfp.org/countries>
- 209.** Égalité des genres au Liberia, <http://www.wikigender.org/index.php/Liberia>
- 210.** Le Liberia est classé à la 176ème place sur 179 dans l'indice de développement humain du PNUD en 2008
- 211.** Indicateurs OMD des Nations Unies, <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Default.aspx>
- 212.** PAM, 2010, « Lesotho: Overview », <http://www.wfp.org/countries/lesotho>
- 213.** Foodsec, février 2010, « Price monitoring and analysis country brief », http://www.foodsec.org/countrybrief/Feb10/Lesotho_February%202010.pdf
- 214.** Nations Unies, 20 mai 2010, « UN Agency Uses European Funding to Boost Food Production in Lesotho », <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=34746&Cr=fao&Cr1=>
- 215.** PAM, 2010, op cit.
- 216.** Plus News, 3 février 2009, « Lesotho: 'We Need Food' », <http://www.plusnews.org/report.aspx?ReportId=82726>
- 217.** FAO, 2009, Les chemins du succès, http://www.fao.org/fileadmin/templates/hunger_portal/Pathways_to_success/Pathways_to_success_French.pdf
- 218.** ActionAid International, 2010, « Fertile Ground: How governments and donors can halve hunger by supporting smallholders », <http://www.actionaid.org/assets/pdf%5Cfertilegroundreportwebfinal.pdf>
- 219.** Gouvernement du Malawi, 28 mai 2010, « 2010/11 Malawi National Budget », <http://www.malawi.gov.mw/Finance/budgetS2010.pdf>
- 220.** USAID, 2010, « The Feed the Future (FTF) Malawi Fiscal Year 2010 Implementation Plan », http://www.usaid.gov/our_work/agriculture/pdfs/2010/FTF_2010_Implementation_Plan_Rwanda.pdf
- 221.** USAID, 2010, « Southern Africa Food Security Outlook », juillet, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNADS202.pdf
- 222.** Sur la base de calculs de AAI depuis diverses sources
- 223.** Club du Mozambique, 10 mars 2009. « Mozambique plans to increase its grain harvest by 13 percent in 2009 / 2010 », <http://www.clubofmozambique.com/solutions1/sectionnews.php?secao=mozambique&id=14405&tipo=one>.
- 224.** Castel-Branco, C. et Ossemane, R., 2010, « Mozambique Phase 2 », Paper 18, Global Financial Crisis Discussion Series, ODI
- 225.** AllAfrica.com, 6 juillet 2010, « Mozambique: Strong growth of economy continues », <http://allafrica.com/stories/201007061193.html>
- 226.** La finance au service de l'Afrique, 2010, Mozambique : Présentation du secteur financier, Une initiative africaine soutenue par la Banque mondiale et le FMI, <http://www.mfw4a.org/fr/mozambique/mozambique-presentation-du-secteur-financier.html>
- 227.** Banque mondiale, 2009, « IDA at Work: Mozambique: From Post-Conflict Recovery to High Growth », http://siteresources.worldbank.org/IDA/Resources/ida_Mozambique_10-02-09.pdf
- 228.** Green, D. et al. 28 mai 2010, The Global Economic Crisis and Developing Countries, Oxfam Grande Bretagne et Oxfam Australie, <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/global-economic-crisis-and-developing-countries-2010.pdf>
- 229.** Voice of America, 29 juillet 2010, « Nepal faces political crisis as parties fail to agree on new government », <http://www1.voanews.com/english/news/Nepal-Faces-Political-Crisis-as-Parties-Fail-to-Agree-on-new-Government-99539229.html>
- 230.** Von Bulow, M., 31 août 2009, « Millions in Nepal facing Hunger as

- Climate Changes », COP 15 de Copenhague, <http://en.cop15.dk/news/view+news?newsid=1989>
- 231.** Jolly, J., 30 août 2009, « Arduous Life in Nepal's Parched Hills », BBC, http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/8226049.stm
- 232.** PAM, 2009, « A sub-regional hunger index for Nepal », PAM Nepal, <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp215490.pdf>
- 233.** Ghale, Y., n.d., « Relations Between Land Rights and Women's Empowerment », NepalNews.com, <http://www.nepalnews.com/main/index.php/guestcolumn/684-relations-between-land-rights-and-womens-empowerment.html>
- 234.** AllAfrica.com, 6 juillet 2009, « Nigeria: Food security », <http://allafrica.com/stories/200907060051.html>
- 235.** Ibid.
- 236.** Adedeji, C., 12 janvier 2010, « Nigeria: Nants faults N148 billion budget for agriculture in 2010 », <http://allafrica.com/stories/201001130406.html>
- 237.** http://www.google.com.vn/search?q=hunger+nigeria&hl=en&source=lnms&tbs=nws:1&ei=BNpBTIDWLM-XceTkoY8L&sa=X&oi=mode_link&ct=mode&ved=0CBwQ_AU&prmdo=1?
- 238.** Zimmerman, J. M. et Moury, Y., 2009, « Savings-Linked Conditional Cash Transfers: A New Policy Approach to Global Poverty Reduction », New America Foundation, http://www.newamerica.net/publications/policy/savings_linked_conditional_cash_transfers
- 239.** PAM, 2010, « Pakistan - Food Security & Market Assessment in crisis areas of NWFP and FATA », home.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp221262.pdf; Fonds international pour le développement agricole (FIDA), 2007, « Rural Poverty in Pakistan », <http://www.ruralpovertyportal.org/web/guest/country/home/tags/pakistan>
- 240.** Banque mondiale, 2002, « Poverty Assessment: Pakistan: Vulnerabilities, social gaps, and rural dynamics », http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:gG6WqjMElaQJ:siteresources.worldbank.org/EXTSAREGTOPPOVRED/Resources/493440-1102216396155/572861-1102219851701/PA_dissem_Lahore.ppt+Poverty+Assessment:+Pakistan+Vulnerabilities,+social+gaps,+and+rural+dynamics &cd=2&hl=en&ct=clnk&gl=za
- 241.** FIDA, 2007, op. cit.
- 242.** Ebrahim, Z., 13 juillet 2010, « Pakistan: Slowly, women gain ground through land ownership », IPS News, <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=52134>
- 243.** FIDA, 2007, op cit.
- 244.** The Daily Times, 11 juillet 2010, « Task force on agri reforms to improve crops », <http://www.dailytimes.com.pk/default.asp?page=2010%5C07%5C11%5Cstory>.
- 245.** Gouvernement du Pakistan, 2010, « Interim Report: Economic Stabilization with a Human Face », Commission de planification, avril, <http://www.plannin-gcommission.gov.pk/usefull%20links/Economist/Title-Final-CorelFile1.pdf>
- 246.** Burwell, S. M., 25 juin 2010, « Big action for small farmers », Huffington Post, http://www.huffingtonpost.com/sylvia-mathews-burwell/big-action-for-small-farm_b_625754.html
- 247.** Zoellick, R. B., 27 août 2009, « Africa's lot not hopeless; it just requires more help », The Nation, <http://www.nation.co.ke/oped/Opinion/-/440808/646332/-/4n7j56/-/>
- 248.** Odoobo, K., 10 novembre 2009, « Rwanda's agriculture up despite global crisis », The Independent, <http://www.independent.co.ug/index.php/news/regional-news/78-regional-news/2091-rwandas-agriculture-up-despite-global-crisis>
- 249.** Reuters, 17 mars 2010, « Rwanda forecasts 7 pct economic growth », http://www.defenceweb.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=7160:r-wanda-forecasts-7-pct-economic-growth&catid=7:Industry&Itemid=116
- 250.** Ruburika, S., 5 août 2009, « Rwanda: Country weathers economic crisis despite challenges lying ahead », All Africa, <http://allafrica.com/stories/200908060430.html>
- 251.** Rwanda News Agency, 20 mai 2010, « Spending on agriculture will remain on 7% despite regional agreement », <http://www.rnanews.com/economy/3412-spending-on-agriculture-will-remain-on-7-despite-regional-agreement>
- 252.** N.A., 2010, « Rwanda's social protection sector », <http://kmcafee.wordpress.com/2010/05/28/rwandas-social-protection-sector/>
- 253.** FAO, 2009, « Country responses to the world food crisis », loc cit.
- 254.** Reuters, mai 2008, « Senegal Offers Investors Tax Breaks to Boost Farming », <http://www.reuters.com/article/idUSL11206798>
- 255.** AO GIEWS, 12 avril 2010, « GIEWS Country Brief: Senegal », file:///C:/DOCUME~1/KimT/LOCALS~1/Temp/Rar\$EX67.663781/countrydocs/Senegal/country.jsp.htm
- 256.** Avril, H., 2010, « Land Grabs Continue as Elites Resist Regulation », IPS News, avril, <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=51018>
- 257.** Vidal, J., 2010, « 21st Century African Land Grab », <http://www.countercur-rents.org/vidal080310.htm>
- 258.** WFP, décembre 2009, « Sierra Leone Food Security Monitoring Bulletin », <http://home.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp216284.pdf>
- 259.** PNUD, 2010, « Sierra Leone : MDG Goal 1 – Eradicate Extreme Poverty and Hunger2 », <http://www.sl.undp.org/Goal1.htm>
- 260.** GIEWS, 2010, « Country Brief: Sierra Leone », Rome : FAO, <http://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=SLE>
- 261.** Economist Intelligence Unit, 2010, « Sierra Leone Country Report », Londres : EIU, <http://www.alacrastore.com/country-snapshot/Sierra%20Leone>
- 262.** Samba, A., 22 septembre 2010, « Sierra Leone signs CAADP Document », Awareness Times, http://news.sl/dr_website/exec/view.cgi?archive=1&num=13083

- 263.** Ibid.
- 264.** Calculé depuis les données du budget gouvernemental 2010 disponibles sur http://www.mofed.gov.sl/index.php?option=com_content&task=view&id=13&Itemid=28, Annexes 2 et 3, si l'on inclut le budget du ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des forêts, l'institut de recherche agricole du Sierra Leone et les décentralisations budgétaires vers les gouvernements locaux pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- 265.** N.A., 2010, « US announces \$224M In grants To Fight Hunger », 23 juin, Wall Street Journal, <http://online.wsj.com/article/BT-CO-20100623-706955.html>
- 266.** National Democratic Institute, 2009, « Town Hall Meetings on Land Reform in Sierra Leone draw wider reception », 5 mars, <http://www.ndi.org/node/15155>
- 267.** Mankind's Activities for Development Accreditation Movement, 2010, « Right to Food », http://www.madam-sl.org/?Projects:Right_to_Food
- 268.** Economist Intelligence Unit, op cit.
- 269.** Donstance Koroma, D., 2 juillet 2010, « Social Protection in Sierra Leone: How far? », Sierra Express Media, <http://www.sierraexpressmedia.com/archives/10813>
- 270.** Berry, L. Hall, K. et Hendricks, M., 2010, « Child health: Nutrition », South African Child Gauge 2009/2010, http://www.ci.org.za/depts/ci/pubs/pdf/general/gauge2009-10/sa_child_gauge_09-10_child_health_nutrition.pdf
- 271.** Groenewald Y., 12 février 2009, « Land, agriculture get budget boost », Mail and Guardian, <http://www.mg.co.za/article/2009-02-12-land-agriculture-get-budget-boost>
- 272.** The Good News, 2010, « R100 Million Boost to Emerging Farmers », 14 avril, http://www.sagoodnews.co.za/agriculture_land_reform/r100m_to_boost_emerging_farmers.html
- 273.** Shacinda, S., 2010, « S.Africa food prices rise due to frost, input costs », 13 juillet, <http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJOE66C0FW20100713?feedType=RSS&feedName=topNews&sp=true>
- 274.** Economist Intelligence Unit, 2009, « Country Report: Tanzania ».
- 275.** Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, « Land Grab or Development Opportunity: Agricultural Investment and International Land Deals in Africa » IIED/FAO/FIDA, Londres/Rome.
- 276.** Ibid.
- 275.** PAM, avril 2009, « Comprehensive food security and vulnerability analysis:Uganda », <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp103646.pdf>, p.77
- 278.** Gouvernement de l'Ouganda, 2009, « Animal Industry and Fisheries Development Strategy and Investment Plan (2009/10 - 2013/14) », Ministère de l'agriculture, <http://www.finance.go.ug/docs/010%20Ministry%20of%20Agriculture%20Animal%20Industry%20and%20Fisheries.pdf>, p.18
- 279.** PAM, avril 2009, « Comprehensive food security and vulnerability analysis: Uganda », p.58.
- 280.** Gouvernement de l'Ouganda, Octobre 2009, « Uganda: Review of ongoing agricultural development efforts », MAAIF/CAADP, http://www.pma.go.ug/docs/CAADP-UG_Brochure2.pdf, p.2.
- 281.** FAO/GIEWS, mai 2010, Countries in Crisis requiring external assistance for food, <http://www.fao.org/giews/english/hotspots/index.htm#UGA>
- 282.** Plus de femmes (83 %) sont employées dans l'agriculture que d'hommes (71 %)
- 283.** Bureau des statistiques de l'Ouganda, mars 2005, 2002 Population and Housing Census: Main Report.
- 284.** Bureauesdesstatistiquesdel'Ouganda,2008,Présentationstatistique,http://www.ubos.org/onlinefiles/uploads/ubos/pdf%20documents/2009Statistical_%20Abstract.pdf
- 285.** National Institute of Nutrition, 2006, « Reduction in childhood malnutrition in Vietnam from 1990 to 2004 », Nguyen Cong Khan Hanoi School of Public Health, Asia Pacific Journal of Clinical Nutrition 2007;16 (2):274-278, [http://apjcn.nhri.org.tw/server/APJCN/Volume16/vol16.2/Finished/NguyenCongKhan\(274-278\).pdf](http://apjcn.nhri.org.tw/server/APJCN/Volume16/vol16.2/Finished/NguyenCongKhan(274-278).pdf)
- 286.** Social in Brief, 24 décembre 2009, <http://english.vietnamnet.vn/social/200912/SOCIAL-IN-BRIEF-24/12-885972/>
- 287.** Nations Unies, 1992, « IDT/MDG Progress - Viet Nam », http://www.undg.org/archive_docs/133-Viet_Nam_MDG_Report_-_1st_Report__English.pdf
- 288.** Les chiffres de 2009 donne 12 %, le gouvernement attend un nouveau calcul à 10 % pour 2010. Voir : <http://www.gtz.de/en/weltweit/asien-pazifik/vietnam/18211.htm>
- 289.** FAO, 2010, « FAO in Vietnam », <http://www.fao.org.vn/en-US/Home/default.aspx>
- 290.** Chhibber, A., Ghosh, J., et Palanivel, T., 21 septembre 2009, The Global Financial Crisis and the Asia-Pacific region - A Synthesis Study Incorporating Evidence from Country Case Studies, Centre regional du PNUD pour l'Asie et le Pacifique, <http://zunia.org/post/the-global-financial-crisis-and-the-asia-pacific-region-a-synthesis-study-incorporating-evidence-f/>
- 291.** Bishop-Sambook, C., 2005, « Contribution of farm power to smallholder livelihoods in sub-Saharan Africa », FAO, <http://www.fao.org/docrep/009/a0229e/a0229e06.htm>

Nous combattons la pauvreté et les injustices en faisant résonner les voix de celles et ceux qui défendent leurs droits.

Qui sommes-nous ?

Fondée en 1983, Peuples Solidaires est une association de solidarité internationale. Nos membres et groupes locaux soutiennent les femmes et les hommes qui, partout dans le monde, luttent pour leurs droits. Peuples Solidaires informe le public, mobilise les citoyens, alerte les médias, fait pression sur les décideurs et appuie les organisations de la société civile au Sud. Depuis 2009, Peuples Solidaires est associée au réseau international ActionAid.

ActionAid est une organisation non gouvernementale de lutte contre la pauvreté opérant dans plus de 40 pays, prenant position aux côtés des plus démunis pour mettre fin à la pauvreté et l'injustice.

Nos priorités :

- **la souveraineté alimentaire** : un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde → Peuples Solidaires agit pour le droit à l'alimentation, l'accès à la terre, le soutien à l'agriculture familiale.
- **la dignité au travail** : la moitié des travailleurs/euses vivent en dessous du seuil de pauvreté → Peuples Solidaires agit pour la dignité au travail, un salaire minimum vital, la liberté syndicale.

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Jo Walker, avec l'aide de Kim Trathen, Aaron de Grassi, Anne Jellema, Brendan O'Donnell et Tom Sharman.

Les données utilisées pour cette étude ont été documentées, réunies et analysées par Aaron de Grassi avec l'aide de Mark Curtis, Kim Trathen, Catherine Gatundu et Aulo Re. Remerciements à Shanaaz Nel et à Leora Casey.

Contact : Antoine Bouhey

Fédération Peuples Solidaires 2B, rue Jules Ferry - 93100 Montreuil - France

Tel : (33) 1 48 58 21 85 Fax : (33) 1 48 58 05 28 - www.peuples-solidaires.org

Maquette : Solenn Le Cars / slc@herbe-folle.fr

Crédits photos : Népal - 2008 - Brian Sokol / ActionAid©

Traduit de l'anglais par Ismaël Lebret



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de Peuples Solidaires et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.